



Osons devenir différents !

Projet d'entreprise  
2010 - 2015

# CREDIT AGRICOLE CHARENTE PERIGORD

**COMPTES CONSOLIDES AU 31/12/2012**

Arrêtés par le Conseil d'administration de la  
CAISSE REGIONALE du CREDIT AGRICOLE CHARENTE PERIGORD  
en date du 29 janvier 2013.

## SOMMAIRE

PRESENTATION JURIDIQUE DE L'ENTITE.....	3
ORGANIGRAMME SIMPLIFIE DU CREDIT AGRICOLE.....	3
RELATIONS INTERNES AU CREDIT AGRICOLE.....	3
<b>ETATS FINANCIERS CONSOLIDES .....</b>	<b>3</b>
COMPTE DE RESULTAT .....	3
<b>RESULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES.....</b>	<b>3</b>
BILAN PASSIF .....	3
TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES.....	3
TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE .....	3
<b>NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS .....</b>	<b>3</b>
1.    PRINCIPES ET METHODES APPLICABLES DANS LE GROUPE, JUGEMENTS ET ESTIMATIONS UTILISES. ....	3
1.1. <i>Normes applicables et comparabilité</i> .....	3
1.2. <i>Format de présentation des états financiers</i> .....	3
1.3. <i>Principes et méthodes comptables</i> .....	3
1.4. <i>Principes et méthodes de consolidation (IAS 27, 28 et 31)</i> .....	3
2.    INFORMATIONS SIGNIFICATIVES DE L'EXERCICE .....	3
2.1 <i>Evènements significatifs de la période</i> .....	3
2.2 <i>Principales opérations externes réalisées au cours de l'exercice</i> .....	3
2.3 <i>Participations dans les entreprises mises en équivalence</i> .....	3
2.4 <i>Opérations de titrisation et fonds dédiés</i> .....	3
2.5 <i>Participations non consolidées</i> .....	3
3.    GESTION FINANCIERE, EXPOSITION AUX RISQUES ET POLITIQUE DE COUVERTURE .....	3
3.1. <i>Risque de crédit</i> .....	3
3.2. <i>Risque de marché</i> .....	3
3.3. <i>Risque de liquidité et de financement</i> .....	3
3.4. <i>Couverture des risques de flux de trésorerie et de juste valeur sur taux d'intérêts et de change</i> .....	3
3.5. <i>Risques opérationnels</i> .....	3
3.6. <i>Gestion du capital et ratios réglementaires</i> .....	3
4.    NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT .....	3
4.1. <i>Produits et Charges d'intérêts</i> .....	3
4.2. <i>Commissions nettes</i> .....	3
4.3. <i>Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat</i> .....	3
4.4. <i>Gains ou perte nets sur actifs financiers disponibles à la vente</i> .....	3
4.5. <i>Produits et charges nets des autres activités</i> .....	3
4.6. <i>Charges générales d'exploitation</i> .....	3
4.7. <i>Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles</i> ...	3
4.8. <i>Coût du risque</i> .....	3
4.9. <i>Gains ou pertes nets sur autres actifs</i> .....	3
4.10. <i>Impôts</i> .....	3
4.11. <i>Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</i> .....	3
5.    INFORMATIONS SECTORIELLES .....	3
6.    NOTES RELATIVES AU BILAN .....	3
6.1. <i>Caisse, banques centrales</i> .....	3
6.2. <i>Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat</i> .....	3
6.3. <i>Instruments dérivés de couverture</i> .....	3
6.4. <i>Actifs financiers disponibles à la vente</i> .....	3
6.5. <i>Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle</i> .....	3
6.6. <i>Actifs transférés non comptabilisés ou décomptabilisés avec implication continue</i> .....	3
6.7. <i>Dépréciations inscrites en déduction des actifs financiers</i> .....	3
6.8. <i>Exposition au risque souverain et non souverain sur les pays européen sous surveillance</i> .....	3
6.9. <i>Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle</i> .....	3
6.10. <i>Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance</i> .....	3
6.11. <i>Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées</i> .....	3
6.12. <i>Actifs et passifs d'impôts courants et différés</i> .....	3
6.13. <i>Comptes de régularisation actif, passif et divers</i> .....	3
6.14. <i>Immeubles de placement</i> .....	3
6.15. <i>Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition)</i> .....	3
6.16. <i>Provisions</i> .....	3

6.17.	<i>Capitaux propres</i> .....	3
6.18.	<i>Ventilation des actifs et passifs financiers par échéance contractuelle</i> .....	3
7.	AVANTAGES AU PERSONNEL ET AUTRES REMUNERATIONS .....	3
7.1.	<i>Détail des charges de personnel</i> .....	3
7.2.	<i>Effectif fin de période</i> .....	3
7.3.	<i>Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à prestations définies</i> .....	3
7.4.	<i>Autres avantages sociaux</i> .....	3
7.5.	<i>Rémunérations de dirigeants</i> .....	3
8.	ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE ET AUTRES GARANTIES .....	3
9.	RECLASSEMENTS D'INSTRUMENTS FINANCIERS .....	3
10.	JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS .....	3
10.1.	<i>Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût</i> .....	3
10.2.	<i>Informations sur les instruments financiers évalués à la juste valeur</i> .....	3
11.	PERIMETRE DE CONSOLIDATION AU 31 DECEMBRE 2012 .....	3

## CADRE GENERAL

### ***Présentation juridique de l'entité***

La Caisse régionale de Crédit Agricole de Charente Périgord est une société coopérative à capital variable régie par le LIVRE V du Code Monétaire et Financier et la loi bancaire du 24 janvier 1984 relative au contrôle et à l'activité des établissements de crédit.

Sont rattachées à la Caisse régionale de Charente Périgord 67 Caisses locales qui constituent des unités distinctes avec une vie juridique propre.

Les comptes individuels sont représentatifs des comptes de la Caisse régionale seule, tandis que les comptes consolidés, selon la méthode de l'entité consolidante, intègrent également les comptes des Caisses locales et le cas échéant, les comptes des filiales consolidables.

De par la loi bancaire, la Caisse régionale de Charente Périgord est un établissement de crédit avec les compétences bancaires et commerciales que cela entraîne. Elle est soumise à la réglementation bancaire.

Au 31 décembre 2012, la Caisse régionale de Charente Périgord fait partie, avec 38 autres Caisses régionales, du Groupe Crédit Agricole dont l'Organe Central, au titre de la loi bancaire, est Crédit Agricole S.A. Les Caisses régionales détiennent la totalité du capital de la SAS Rue La Boétie, qui détient elle-même 56,26 % du capital de Crédit Agricole S.A., cotée à la bourse de Paris depuis le 14 décembre 2001.

Le solde du capital de Crédit Agricole S.A. est détenu par le public (y compris les salariés) à hauteur de 43,46%.

Par ailleurs, Crédit Agricole S.A. détient 7 319 186 actions propres au 31 décembre 2012, soit 0.29 % de son capital, contre 6 969 381 actions propres au 31 décembre 2011.

Pour sa part Crédit Agricole S.A. détient 25% du capital de la Caisse régionale de Charente Périgord sous la forme de Certificats Coopératifs d'Associés.

### ***Organigramme simplifié du Crédit Agricole***

#### **Un Groupe bancaire d'essence mutualiste**

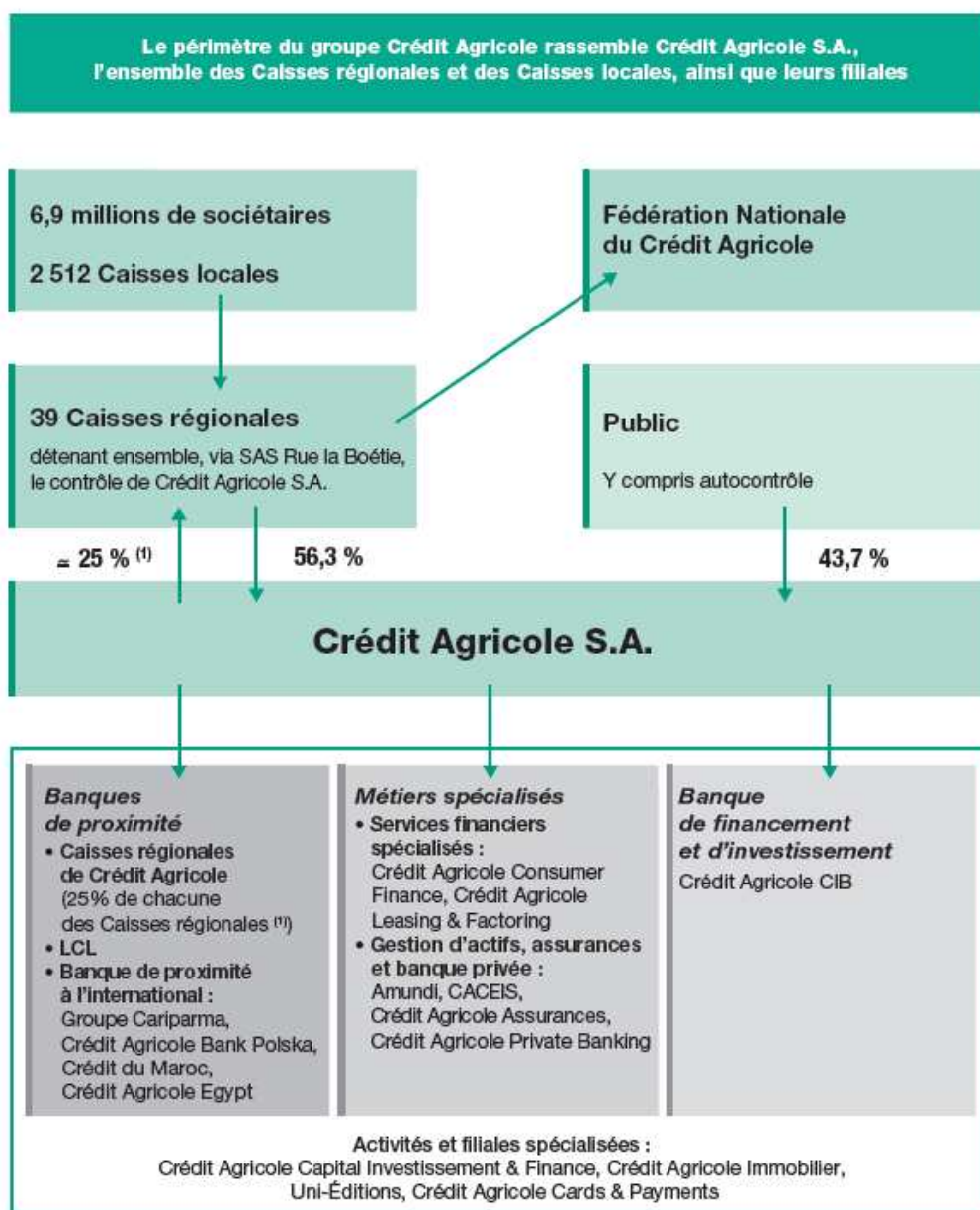
L'organisation du Crédit Agricole fait de lui un Groupe uni et décentralisé : sa cohésion financière, commerciale et juridique va de pair avec la décentralisation des responsabilités. Les Caisses locales forment le socle de l'organisation mutualiste du Groupe. Leur capital social est détenu par 6,9 millions de sociétaires qui élisent quelques 29 118 administrateurs. Elles assurent un rôle essentiel dans l'ancrage local et la relation de proximité avec les clients. Les Caisses locales détiennent la majeure partie du capital des Caisses régionales, sociétés coopératives à capital variable et banques régionales de plein exercice.

La SAS Rue La Boétie, détenue exclusivement par les Caisses régionales, détient la majorité du capital de Crédit Agricole s.a. Les titres SAS La Boétie ne sont pas cessibles en dehors de la communauté des Caisses régionales. Par ailleurs, les transactions éventuelles sur ces titres entre Caisses régionales sont encadrées par une convention de liquidité qui fixe notamment les modalités de détermination du prix de transaction. Ces opérations recouvrent les cessions de titres entre les Caisses régionales et les augmentations de capital de la SAS Rue la Boétie.

La Fédération Nationale du Crédit Agricole (FNCA) constitue une instance d'information, de dialogue et d'expression pour les Caisses régionales.

Crédit Agricole s.a. en qualité d'organe central du groupe Crédit Agricole veille, conformément aux dispositions du Code monétaire et financier (article L511-31 et article L511-32), à la cohésion du réseau du groupe Crédit Agricole (tel que défini par l'article R512-18 du Code monétaire et financier), au bon fonctionnement des établissements de crédit qui le composent, au respect des dispositions législatives et réglementaires qui leur sont propres en exerçant sur ceux-ci un contrôle administratif, technique et financier. A ce titre, Crédit Agricole s.a. dispose des attributs du pouvoir et a la capacité d'intervenir pour garantir la liquidité et la solvabilité tant de l'ensemble du réseau que de chacun des établissements qui lui sont affiliés.

# Organisation du groupe Crédit Agricole et de Crédit Agricole S.A.



Au 31 décembre 2012 <sup>(2)</sup>

<sup>(1)</sup> À l'exception de la Caisse régionale de la Corse. Le pourcentage de détention exact de chacune est détaillé dans la note 12 des états financiers.

<sup>(2)</sup> Hors Emporini et CA Chevreux en cours de cession.

## ***Relations internes au Crédit agricole***

### **- Mécanismes financiers internes**

Les mécanismes financiers qui régissent les relations réciproques au sein du Crédit Agricole sont spécifiques au Groupe.

- **Comptes ordinaires des Caisses régionales**

Les Caisses régionales ont un compte de trésorerie ouvert dans les livres de Crédit Agricole s.a., qui enregistre les mouvements financiers correspondant aux relations financières internes au Groupe. Ce compte, qui peut être débiteur ou créateur, est présenté au bilan en "Opérations internes au Crédit Agricole - Comptes ordinaires" et intégré sur la ligne «Prêts et créances sur les établissements de crédit » ou «Dettes envers les établissements de crédit ».

- **Comptes d'épargne à régime spécial**

Les ressources d'épargne à régime spécial (Livret d'Epargne Populaire, Livret de Développement Durable, comptes et plans d'épargne-logement, plans d'épargne populaire, Livret jeune et Livret A) sont collectées par les Caisses régionales pour le compte de Crédit Agricole s.a., où elles sont obligatoirement centralisées. Crédit Agricole s.a. les enregistre à son bilan en "Comptes créditeurs de la clientèle".

- **Comptes et avances à terme**

Les ressources d'épargne (comptes sur livrets, emprunts obligataires, bons et certains comptes à terme et assimilés, etc) sont également collectées par les Caisses régionales au nom de Crédit Agricole s.a. et centralisées à Crédit Agricole s.a. et figurent à ce titre à son bilan.

Les comptes d'épargne à régime spécial et les comptes et avances à terme permettent à Crédit Agricole s.a. de réaliser les « avances » (prêts) faites aux Caisses régionales leur permettant d'assurer le financement de leurs prêts à moyen et long terme.

Quatre principales réformes financières internes ont été successivement mises en œuvre. Elles ont permis de restituer aux Caisses régionales, sous forme d'avances, dites "avances-miroir" (de durées et de taux identiques aux ressources d'épargne collectées), 15%, 25%, puis 33% et, depuis le 31 décembre 2001, 50% des ressources d'épargne qu'elles ont collectées et dont elles ont la libre disposition.

Depuis le 1er janvier 2004, les marges financières issues de la gestion de la collecte centralisée (collecte non restituée sous forme d'avances miroirs) sont partagées entre les Caisses régionales et Crédit Agricole s.a. et sont déterminées par référence à l'utilisation de modèles de remplacement et l'application de taux de marché.

Par ailleurs, 50% des nouveaux crédits réalisés depuis le 1er janvier 2004 et entrant dans le champ d'application des relations financières entre Crédit Agricole s.a. et les Caisses régionales peuvent être refinancés sous forme d'avances négociées à prix de marché auprès de Crédit Agricole s.a.

Ainsi, deux types d'avances coexistent à ce jour : celles régies par les règles financières d'avant le 1er janvier 2004 et celles régies par les nouvelles règles.

Par ailleurs, des financements complémentaires à taux de marché peuvent être accordés aux Caisses régionales par Crédit Agricole s.a.

- **Transfert de l'excédent des ressources monétaires des Caisses régionales**

Les ressources d'origine « monétaire » des Caisses régionales (dépôts à vue, dépôts à terme non centralisés et certificats de dépôt négociables) peuvent être utilisées par celles-ci pour le financement de leurs prêts clients. Les excédents sont obligatoirement transférés à Crédit Agricole S.A., où ils sont enregistrés en comptes ordinaires ou en comptes à terme dans les rubriques "Opérations internes au Crédit Agricole".

- **Placement des excédents de fonds propres des Caisses régionales auprès de Crédit Agricole s.a.**

Les excédents disponibles de fonds propres des Caisses régionales peuvent être investis chez Crédit Agricole s.a. sous la forme de placements de 3 à 10 ans dont les caractéristiques sont celles des opérations interbancaires du marché monétaire.

- **Opérations en devises**

Crédit Agricole S.A., intermédiaire des Caisses régionales auprès de la Banque de France, centralise leurs opérations de change.

- **Titres à moyen et long terme émis par Crédit Agricole s.a.**

Ceux-ci sont placés sur le marché ou par les Caisses régionales auprès de leurs clients. Ils figurent au passif du bilan de Crédit Agricole S.A., en fonction du type de titres émis, en "Dettes représentées par un titre" ou "Dettes subordonnées".

- **Couverture des risques de liquidité et de solvabilité**

Dans le cadre de l'introduction en bourse de Crédit Agricole S.A., la CNCA (devenue Crédit Agricole S.A.) a conclu en 2001 avec les Caisses régionales un protocole ayant notamment pour objet de régir les relations internes au groupe Crédit Agricole. Ce protocole prévoit en particulier la constitution d'un Fonds pour Risques Bancaires de Liquidité et de Solvabilité (« FRBLS ») destiné à permettre à Crédit Agricole s.a. d'assurer son rôle d'organe central en intervenant en faveur des affiliés qui viendraient à connaître des difficultés. Les principales dispositions du protocole sont détaillées au Chapitre III du Document de référence de Crédit Agricole s.a. enregistré auprès de la Commission des opérations de bourse le 22 octobre 2001 sous le numéro R.01-453.

En outre, depuis la mutualisation en 1988 de la CNCA, dans l'éventualité d'une insolvabilité ou d'un événement similaire affectant Crédit Agricole S.A., les Caisses régionales se sont engagées à intervenir en faveur de ses créanciers pour couvrir toute insuffisance d'actif. L'engagement potentiel des Caisses régionales au titre de cette garantie est égal à la somme de leur capital social et de leurs réserves.

- **Garanties Switch**

Le dispositif Switch, mis en place le 23 décembre 2011, s'inscrit dans le cadre des relations financières entre Crédit Agricole S.A., en qualité d'organe central, et le réseau mutualiste des Caisses régionales de Crédit Agricole.

Il permet le transfert des exigences prudentielles s'appliquant aux participations de Crédit Agricole S.A. dans les Caisses régionales, qui sont mises en équivalence dans les comptes consolidés de Crédit Agricole SA. Ce transfert est réalisé vers les Caisses régionales via un mécanisme de garantie accordée par ces dernières à Crédit Agricole SA sur une valeur contractuelle plancher des valeurs de mises en équivalence des CCI/CCA émis par les Caisses régionales. Cette valeur est fixée à l'origine de l'opération.

La bonne fin du dispositif est garantie par la mise en place d'un dépôt de garantie versé par les Caisses régionales à Crédit Agricole SA.

Ce contrat s'analyse en substance comme un droit complémentaire attaché aux 25% de CCI/CCA détenus par Crédit Agricole SA dans les Caisses régionales, et par conséquent il est lié à l'influence notable que Crédit Agricole SA exerce sur les Caisses régionales.

Ainsi, le dispositif protège Crédit Agricole SA de la baisse de valeur de mise en équivalence globale des Caisses régionales. En effet, dès lors qu'une baisse de valeur est constatée, le mécanisme de garantie est actionné et Crédit Agricole SA perçoit une indemnisation prélevée sur le dépôt de garantie. En cas de hausse ultérieure de la valeur de mise en équivalence globale, Crédit Agricole SA, de par l'application d'une clause de retour à meilleure fortune, restitue les indemnisations préalablement perçues.

La durée de la garantie est de 15 ans au bout desquels elle peut être prolongée par tacite reconduction. Cette garantie peut être résiliée par anticipation, dans certaines conditions et avec l'accord préalable de l'Autorité de contrôle prudentiel.

Le dépôt de garantie est rémunéré à taux fixe aux conditions de la liquidité long terme. La garantie fait l'objet d'une rémunération fixe qui couvre le risque actualisé et le coût d'immobilisation des fonds propres par les Caisses régionales.

Dans les comptes consolidés, le traitement comptable repose sur l'analyse en substance de la transaction : cela conduit à considérer que l'indemnisation issue de la mise en jeu des garanties et son remboursement lors du retour à meilleure fortune s'analysent comme un partage des résultats dont les impacts sont enregistrés en réserves consolidées au niveau des Caisses régionales et en résultat sur sociétés mises en équivalences dans les comptes consolidés de Crédit Agricole SA, compte tenu de l'influence notable exercée par Crédit Agricole SA . Le dépôt de garantie constitue une créance au coût amorti pour les Caisses régionales et symétriquement une dette au coût amorti pour Crédit Agricole SA. Les rémunérations sont respectivement enregistrées en PNB, à l'exception de la rémunération de la garantie qui est affectée au résultat des sociétés mises en équivalence chez Crédit Agricole SA.

#### **- Informations relatives aux parties liées**

Avec les Caisses Locales affiliées à la Caisse régionale Charente Périgord

Les Caisses locales détiennent 36 903 298 parts sociales de la Caisse régionale Charente Périgord pour un montant de 56 462 milliers d'euros. Elles détiennent également au 31 décembre 2012 51 228 CCA acquis dans le cadre de la convention de liquidité pour un montant de 630 milliers d'euros.

Les autres principales opérations intra groupe significatives concernent au 31 décembre 2012 :

- les comptes-courants bloqués des Caisses locales dont le cumul des soldes s'établit à 110 670 milliers d'euros) ;
- les comptes courants ordinaires des Caisses locales ouverts dans les livres de la Caisse régionale dont le cumul des soldes s'établit à 26 325 milliers d'euros.



# ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

## COMPTE DE RESULTAT

	<i>Notes</i>	<b>31/12/2012</b>	<b>31/12/2011</b>
<i>(en milliers d'euros)</i>			
Intérêts et produits assimilés	4.1	278 503	279 600
Intérêts et charges assimilées	4.1	-143 648	-151 038
Commissions (produits)	4.2	115 400	116 366
Commissions (charges)	4.2	-13 523	-14 110
Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	4.3	5 052	192
Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	4.4-6.4	-22 163	10 422
Produits des autres activités	4.5	2 495	1 412
Charges des autres activités	4.5	-2 342	-2 046
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>		<b>219 774</b>	<b>240 798</b>
Charges générales d'exploitation	4.6-7.1-7.4-7.5	-135 826	-130 680
Dotations aux amortissements et aux provisions pour dépréciation des immobilisations incorporelles et corporelles	4.7	-6 586	-6 755
<b>RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>		<b>77 362</b>	<b>103 363</b>
Coût du risque	4.8	-12 616	-11 881
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>64 746</b>	<b>91 482</b>
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	2.3		
Gains ou pertes nets sur autres actifs	4.9	1 122	-7
Variations de valeur des écarts d'acquisition	2.6		
<b>RESULTAT AVANT IMPOT</b>		<b>65 868</b>	<b>91 475</b>
Impôts sur les bénéfices	4.10	-30 430	-29 219
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession			
<b>RESULTAT NET</b>		<b>35 438</b>	<b>62 256</b>
Intérêts minoritaires			
<b>RESULTAT NET – PART DU GROUPE</b>		<b>35 438</b>	<b>62 256</b>

## RESULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

<i>(en milliers d'euros)</i>	<i>Notes</i>	<b>31/12/2012</b>	<b>31/12/2011</b>
<b>Résultat net part du groupe</b>		<b>35 438</b>	<b>62 256</b>
Gains et pertes sur écarts de conversion		-	-
Gains et pertes sur actifs disponibles à la vente		12 379	(7 007)
Gains et pertes sur instruments dérivés de couverture		-	-
Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi		(1 276)	399
<b>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres part du Groupe, hors entités mises en équivalence</b>		<b>11 103</b>	<b>(6 608)</b>
Quote part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entités mises en équivalence		-	-
<b>Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres part du Groupe</b>	<b>4.11</b>	<b>11 103</b>	<b>(6 608)</b>
<b>Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres part du groupe</b>		<b>46 541</b>	<b>55 648</b>
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres part des minoritaires			
<b>Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>		<b>46 541</b>	<b>55 648</b>

Les montants sont présentés net d'impôts.

Comme mentionné dans la partie « cadre général », l'ensemble des Caisses régionales de Crédit Agricole détient la totalité du capital de SAS Rue la Boétie dont l'objet exclusif est la détention à tout moment de plus de 50 % des droits de vote et du capital de Crédit Agricole S.A. Les opérations sur les titres non cotés SAS Rue la Boétie sont encadrées par une convention de liquidité qui détermine le prix de référence qui devrait s'appliquer en cas de transferts des titres SAS Rue La Boétie entre Caisses régionales ou lors des augmentations de capital de SAS Rue la Boétie.

Au plan comptable, les titres SAS Rue La Boétie sont classés en titres disponibles à la vente (AFS) et doivent être valorisés à leur juste valeur dans les comptes des Caisses régionales. Dans la mesure où ces titres ne sont pas cotés sur un marché actif, cette juste valeur doit être établie sur la base de techniques de valorisation. Si aucune juste valeur ne peut être déterminée de manière fiable, la norme prévoit que les titres soient maintenus à leur prix de revient. Jusqu'à présent et pour refléter les spécificités des titres SAS Rue La Boétie, la valeur retenue pour l'établissement des comptes consolidés des Caisses régionales a été alignée sur la convention de liquidité qui détermine le prix de référence qui doit s'appliquer en cas de transferts des titres SAS Rue La Boétie entre Caisses régionales. Ce prix de référence est déterminé par une formule qui intègre trois composantes : le cours de bourse des titres Crédit Agricole S.A., le coût de revient de l'action Crédit Agricole S.A. dans les comptes de la SAS Rue La Boétie et l'actif net consolidé par action de Crédit Agricole S.A.

Toutefois, dans un contexte de marché dégradé, la baisse du cours de l'action Crédit Agricole S.A. se traduit par un écart croissant constaté durablement entre le cours de l'action Crédit Agricole S.A. et le prix de l'action SAS Rue La Boétie fixé par la convention de liquidité. En l'absence de transaction sur le titre entre les Caisses régionales, ce prix fixé par la convention ne semble plus pouvoir être considéré comme une référence de prix représentative de leur juste valeur au sens de la norme IAS 39.

En outre, la mise en œuvre d'une valorisation qui permettrait de refléter l'ensemble des droits et obligations attachés à la détention des titres SAS Rue La Boétie soulève de nombreuses incertitudes, en particulier en ce qui concerne la valorisation d'éléments intangibles et incessibles comme :

- La stabilité capitalistique du Groupe qui permet d'assurer le contrôle collectif et permanent des Caisses régionales sur Crédit Agricole S.A.,
- La couverture des risques de liquidité et de solvabilité des Caisses régionales,
- Les relations économiques et financières internes au Groupe Crédit Agricole,
- La mise en commun de moyens et,
- La valorisation, le développement et l'utilisation de la marque Crédit Agricole,

En conséquence et comme le prévoit la norme IAS 39 dès lors que le recours à un modèle de valorisation ne permet pas d'établir une valorisation fiable, les titres SAS Rue La Boétie sont désormais valorisés à leur coût qui correspond à leur juste valeur au 30 septembre 2012. En cas de cession ou de dépréciation, les gains et pertes latents précédemment constatés en gains et pertes directement en capitaux propres sont transférés en résultat. En cas d'indication objective de perte de valeur (cf. principes et méthodes comptables – dépréciation des titres), les titres sont dépréciés dès lors que la valeur comptable du titre est supérieure à une valeur de référence déterminée sur une approche multicritère basée sur la valeur de marché des différentes activités de Crédit Agricole S.A. Ainsi, les travaux de valorisation s'appuient sur une approche fondée sur des paramètres de marché visant à établir une valeur des flux de trésorerie futurs attendus actualisés au taux qui serait retenu par le marché pour un actif similaire conformément au paragraphe 66 d'IAS 39. Cette approche combine une valorisation des flux futurs attendus des différentes activités du Groupe actualisés à un taux de marché, une valorisation de l'actif net du Groupe, une valorisation des activités du Groupe par référence à des prix de transactions observés récemment sur des activités similaires, une valorisation fondée sur le cours de bourse de Crédit Agricole S.A. complété d'une prime de contrôle et, le cas échéant une valorisation par référence aux transactions internes.

Ainsi, au 31 décembre 2012, les titres SAS Rue La Boétie sont évalués à leur coût. Ce dernier correspond à la juste valeur des titres au 30 septembre 2012, soit 14 euros. La valeur fondée sur des paramètres de marché et déterminée pour le test de dépréciation selon la méthodologie décrite ci-avant ressort à 13,64 euros. En conséquence, les impacts pour la Caisse régionale de Charente Périgord sont les suivants :

- Constatation d'une dépréciation de 9 888 milliers d'euros déterminée à partir de la différence entre la valeur des titres au 30 septembre 2012 soit 14 euros par action et la valeur déterminée pour le test de dépréciation soit 13,64 euros par action.
- Reclassement intégral en résultat des pertes latentes constatées en capitaux propres pour 2 504 milliers d'euros, montant correspondant à la différence entre la valeur des titres au 30 septembre 2012 et le coût de revient historique de ces titres.

Soit un impact global sur le résultat consolidé au 31 décembre 2012 de 12 392 milliers d'euros.

## BILAN ACTIF

	<i>Notes</i>	<b>31/12/2012</b>	<b>31/12/2011</b>
<i>(en milliers d'euros)</i>			
Caisse, banques centrales	6.1	49 050	53 189
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	6.2-6.8	67 459	66 477
Instruments dérivés de couverture	3.2-3.4	86 456	62 411
Actifs financiers disponibles à la vente	6.4-6.7	562 793	531 562
Prêts et créances sur les établissements de crédit	3.1-3.3-6.5-6.7	779 882	694 099
Prêts et créances sur la clientèle	3.1-3.3-6.5-6.7	5 750 236	5 627 839
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		32 163	26 647
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	6.7-6.9	175 455	216 193
Actifs d'impôts courants et différés	6.11	35 870	60 004
Comptes de régularisation et actifs divers	6.11	131 885	150 451
Actifs non courants destinés à être cédés	6.12	0	0
Participation aux bénéfices différée			
Participations dans les entreprises mises en équivalence			
Immeubles de placement	6.13	760	1 324
Immobilisations corporelles	6.14	42 174	47 329
Immobilisations incorporelles	6.14	1 352	1 578
Ecarts d'acquisition			
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>		<b>7 715 535</b>	<b>7 539 103</b>

## **BILAN PASSIF**

	<i>Notes</i>	<b>31/12/2012</b>	<b>31/12/2011</b>
<i>(en milliers d'euros)</i>			-
Banques centrales			
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	6.2	9 152	7 617
Instruments dérivés de couverture	3.2-3.4	49 828	40 671
Dettes envers les établissements de crédit	3.3-6.9	3 588 332	3 815 477
Dettes envers la clientèle	3.1-3.3-6.9	2 192 938	1 950 341
Dettes représentées par un titre	3.2-3.3-6.10	586 947	470 352
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		76 282	54 149
Passifs d'impôts courants et différés	6.11	6 431	27 407
Comptes de régularisation et passifs divers	6.12	137 610	131 898
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés		0	0
Provisions techniques des contrats d'assurance		0	0
Provisions	6.15	17 220	17 833
Dettes subordonnées	3.2-3.3-6.10	62 227	71 392
<b>TOTAL DETTES</b>		<b>6 726 967</b>	<b>6 587 137</b>
<b>CAPITAUX PROPRES</b>		<b>988 568</b>	<b>951 966</b>
Capitaux propres - part du Groupe		988 568	951 966
Capital et réserves liées		307 446	306 496
Réserves consolidées		632 872	581 505
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		12 812	1 709
Résultat de l'exercice		35 438	62 256
Intérêts minoritaires			
<b>TOTAL DU PASSIF</b>		<b>7 715 535</b>	<b>7 539 103</b>

**TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES**

<i>(en milliers d'euros)</i>	Capital et réserves liées			Réserves consolidées part du Groupe	Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	Résultat net part du groupe	Total des capitaux propres part du groupe	Capitaux propres part des minoritaires	Total des capitaux propres consolidés
	Capital	Primes et Réserves consolidées liées au capital (1)	Elimination des titres auto-détenus						
<b>Capitaux propres au 1er janvier 2011</b>	<b>185 054</b>	<b>124 275</b>	<b>-1 428</b>	<b>581 505</b>	<b>8 317</b>	<b>10 289</b>	<b>908 012</b>	<b>0</b>	<b>908 012</b>
Augmentation de capital	-2 789						-2 789		-2 789
Variation des titres auto détenus			1 384				1 384		1 384
Dividendes versés en 2011						-10 289	-10 289		-10 289
Dividendes reçus des CR et filiales							0		0
Effet des acquisitions / cessions sur les minoritaires							0		0
Mouvements liés au stock options							0		0
<b>Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires</b>	<b>-2 789</b>	<b>0</b>	<b>1 384</b>		<b>0</b>	<b>-10 289</b>	<b>-11 694</b>	<b>0</b>	<b>-11 694</b>
<b>Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		<b>-6 608</b>	<b>0</b>	<b>-6 608</b>	<b>0</b>	<b>-6 608</b>
Quote-part dans les variations de CP des entreprises associées mises en équivalence							0		0
Résultat au 31/12/2011						62 256	62 256		62 256
Autres variations							0		0
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2011</b>	<b>182 265</b>	<b>124 275</b>	<b>-44</b>	<b>581 505</b>	<b>1 709</b>	<b>62 256</b>	<b>951 966</b>	<b>0</b>	<b>951 966</b>
Affectation du résultat 2011				51 367		-51 367	0		0
<b>Capitaux propres au 1er janvier 2012</b>	<b>182 265</b>	<b>124 275</b>	<b>-44</b>	<b>632 872</b>	<b>1 709</b>	<b>10 889</b>	<b>951 966</b>	<b>0</b>	<b>951 966</b>
Augmentation de capital	1 536						1 536		1 536
Variation des titres auto détenus			-586				-586		-586
Dividendes versés en 2012						-10 889	-10 889		-10 889
Dividendes reçus des CR et filiales							0		0
Effet des acquisitions / cessions sur les minoritaires							0		0
Mouvements liés aux stock options							0		0
<b>Mouvements liés aux opérations avec les actionnaires</b>	<b>1 536</b>	<b>0</b>	<b>-586</b>		<b>0</b>	<b>-10 889</b>	<b>-9 939</b>	<b>0</b>	<b>-9 939</b>
<b>Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		<b>11 103</b>	<b>0</b>	<b>11 103</b>	<b>0</b>	<b>11 103</b>
Quote-part dans les variations de CP des entreprises associées mises en équivalence							0		0
Résultat au 31/12/2012						35 438	35 438		35 438
Autres variations							0		0
<b>Capitaux propres au 31 décembre 2012</b>	<b>183 801</b>	<b>124 275</b>	<b>-630</b>	<b>632 872</b>	<b>12 812</b>	<b>35 438</b>	<b>988 568</b>	<b>0</b>	<b>988 568</b>

(1) réserves consolidés avant élimination des titres d'autocontrôle

## ***TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE***

Le tableau de flux de trésorerie est présenté selon le modèle de la méthode indirecte.

Les **activités opérationnelles** sont représentatives des activités génératrices de produits de la Caisse régionale de Crédit Agricole Charente Périgord y compris les actifs recensés dans le portefeuille de placements détenus jusqu'à l'échéance.

Les flux d'impôts sont présentés en totalité avec les activités opérationnelles.

Les **activités d'investissement** représentent les flux de trésorerie pour l'acquisition et la cession de participations dans les entreprises consolidées et non consolidées, et des immobilisations corporelles et incorporelles. Les titres de participation stratégiques inscrits dans le portefeuille « actifs financiers disponibles à la vente » sont compris dans cette rubrique.

Les **activités de financement** résultent des changements liés aux opérations de structure financière concernant les capitaux propres et les emprunts à long terme.

La notion de **trésorerie nette** comprend la caisse, les créances et dettes auprès des banques centrales, ainsi que les comptes (actif et passif) et prêts à vue auprès des établissements de crédit.

## TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2012	31/12/2011
<b>Résultat avant impôts</b>	<b>65 868</b>	<b>91 475</b>
Dotations nettes aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles	6 585	6 755
Dépréciations des écarts d'acquisition et des autres immobilisations		
Dotations nettes aux dépréciations et aux provisions	36 539	17 725
Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence		
Résultat net des activités d'investissement	-1 122	-308
Résultat net des activités de financement	3 111	3 126
Autres mouvements	-1 777	9 215
<b>Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements</b>	<b>43 336</b>	<b>36 513</b>
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	-370 147	370 082
Flux liés aux opérations avec la clientèle	98 340	-55 409
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers	129 091	-258 317
Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	24 421	-45 550
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence		
Impôts versés	-28 412	-34 351
<b>Diminution/(augmentation) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles</b>	<b>-146 707</b>	<b>-23 545</b>
<b>Flux provenant des activités abandonnées</b>		
<b>TOTAL Flux net de trésorerie généré par l'activité OPERATIONNELLE (A)</b>	<b>-37 503</b>	<b>104 443</b>
<b>Flux liés aux participations (1)</b>	<b>-5 449</b>	<b>-1 386</b>
<b>Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles</b>	<b>-79</b>	<b>-5 376</b>
<b>Flux provenant des activités abandonnées</b>		
<b>TOTAL Flux net de trésorerie lié aux opérations d'INVESTISSEMENT (B)</b>	<b>-5 528</b>	<b>-6 762</b>
<b>Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires (2)</b>	<b>-9 353</b>	<b>-13 078</b>
<b>Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement</b>	<b>-12 276</b>	<b>-3 123</b>
<b>Flux provenant des activités abandonnées</b>		
<b>TOTAL Flux net de trésorerie lié aux opérations de FINANCEMENT (C)</b>	<b>-21 629</b>	<b>-16 201</b>
<b>Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)</b>		
<b>Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A + B + C + D)</b>	<b>-64 660</b>	<b>81 480</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture</b>	<b>67 101</b>	<b>-14 379</b>
Solde net des comptes de caisse et banques centrales *	53 189	53 302
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **	13 912	-67 681
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture</b>	<b>2 441</b>	<b>67 101</b>
Solde net des comptes de caisse et banques centrales *	49 050	53 189
Solde net des comptes prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit **	-46 609	13 912
<b>VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE ET DES EQUIVALENTS DE TRESORERIE</b>	<b>-64 660</b>	<b>81 480</b>

\* composé du solde net des postes "Caisses et banques centrales", hors intérêts courus, tel que détaillé en note 6.1

\*\* composé du solde des postes "comptes ordinaires débiteurs sains et comptes et prêts au jour le jour sains" tel que détaillés en note 6.5 et des postes "comptes ordinaires créditeurs et comptes et emprunts au jour le jour" tel que détaillés en note 6.7. (Hors intérêts courus et y compris opérations internes au Crédit Agricole)

(1) Cette ligne recense les effets nets sur la trésorerie des acquisitions et des cessions de titres de participation. Ces opérations externes sont décrites dans la note 2.2. Au cours de l'année 2012, l'impact net des acquisitions sur la trésorerie de la Caisse régionale du Crédit Agricole Charente Périgord s'élève à - 5 449 milliers d'euros, portant notamment sur les opérations suivantes :

Acquisitions ou souscription de capital : -4 871 milliers d'euros (Grand Sud-Ouest Capital = - 871 milliers d'euros, CPI = - 4 000 milliers d'euros dont 2 000 milliers € en capital restant à verser)

Variation sur CCA détenu par la caisse locales (convention de liquidité) = - 586 milliers d'euros

(2) Le flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires comprend le paiement des dividendes versés par l'entité à ses actionnaires, à hauteur de 10 889 milliers d'euros pour l'année 2012.



## NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS

### *1. Principes et Méthodes applicables dans le Groupe, jugements et estimations utilisés.*

#### **1.1. Normes applicables et comparabilité**

En application du règlement CE n° 1606/2002, les comptes consolidés ont été établis conformément aux normes IAS/IFRS et aux interprétations IFRIC applicables au 31 décembre 2012 et telles qu'adoptées par l'Union européenne (version dite « carve out »), en utilisant donc certaines dérogations dans l'application de la norme IAS 39 pour la comptabilité de macro-couverture.

Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission européenne, à l'adresse suivante : [http://ec.europa.eu/internal\\_market/accounting/ias/index\\_fr.htm](http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm).

Les normes et interprétations sont identiques à celles utilisées et décrites dans les états financiers du Groupe au 31 décembre 2011.

Elles ont été complétées par les dispositions des normes IFRS telles qu'adoptées par l'Union européenne au 31 décembre 2012 et dont l'application est obligatoire pour la première fois sur l'exercice 2012. Celles-ci portent sur :

<b>Normes, Amendements ou Interprétations</b>	<b>Date de publication par l'Union européenne</b>	<b>Date de 1ère application : exercices ouverts à compter du</b>
Amendement de la norme IFRS 7 , informations complémentaires à donner sur les transferts d'actifs financiers	22 novembre 2011 (UE n° 1205/2011)	1 <sup>er</sup> janvier 2012

L'application de ces nouvelles dispositions n'a pas eu d'impact significatif sur le résultat et la situation nette de la période.

Par ailleurs, il est rappelé que lorsque l'application anticipée de normes et interprétations adoptées par l'Union européenne est optionnelle sur une période, l'option n'est pas retenue par le Groupe, sauf mention spécifique. Ceci concerne en particulier :

<b>Normes, Amendements ou Interprétations</b>	<b>Date de publication par l'Union européenne</b>	<b>Date de 1ère application obligatoire : exercices ouverts à compter du</b>
Amendement de la norme IAS 1, relatif à la présentation des autres éléments du résultat global, nouvelle décomposition des autres capitaux	05 juin 2012 (UE n° 475/20121)	1 <sup>er</sup> juillet 2012
Amendement de la norme IAS 19 relatif aux engagements de retraite (régimes à prestation définies)	05 juin 2012 (UE n° 475/20121)	1 <sup>er</sup> janvier 2013
Norme IFRS 10 sur les états financiers consolidés	11 décembre 2012 (UE n° 1254/12)	1 <sup>er</sup> janvier 2014
Norme IFRS 11 sur les partenariats	11 décembre 2012 (UE n° 1254/12)	1 <sup>er</sup> janvier 2014
Norme IFRS 12 sur les informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités	11 décembre 2012 (UE n° 1254/12)	1 <sup>er</sup> janvier 2014
Norme IAS 27 modifiée sur les états financiers individuels	11 décembre 2012 (UE n° 1254/12)	1 <sup>er</sup> janvier 2014
Norme IAS 28 modifiée sur les participations dans des entreprises associées et des coentreprises	11 décembre 2012 (UE n° 1254/12)	1 <sup>er</sup> janvier 2014
Amendement de la norme IAS 12, par rapport au recouvrement des actifs sous-jacents	11 décembre 2012 (UE n° 1255/12)	1 <sup>er</sup> janvier 2013
Amendement de la norme IFRS 1, sur l'hyperinflation grave, nouveau guide d'application pour les 1ers adoptants qui ont (ou avaient) une monnaie fonctionnelle touchée par une hyperinflation grave	11 décembre 2012 (UE n° 1255/12)	1 <sup>er</sup> janvier 2013
Norme IFRS 13 relative à l'évaluation de la juste valeur	11 décembre 2012 (UE n° 1255/12)	1 <sup>er</sup> janvier 2013
Interprétation d'IFRIC 20 sur les frais de déblaiement engagés pendant la phase de production d'une mine à ciel ouvert	11 décembre 2012 (UE n° 1255/12)	1 <sup>er</sup> janvier 2013
Amendement d'IFRS 7 sur les informations à fournir au titre des compensations d'actifs financiers et des passifs financiers	13 décembre 2012 (UE n° 1256/12)	1 <sup>er</sup> janvier 2013
Amendement d'IAS 32 sur la présentation des compensations d'actifs financiers et des passifs financiers	13 décembre 2012 (UE n° 1256/12)	1 <sup>er</sup> janvier 2014

La Caisse régionale de Crédit Agricole Charente Périgord n'attend pas d'effet significatif de ces applications sur son résultat et sa situation nette.

En effet :

- L'amendement de la norme IAS 1 prévoit, au sein des gains et des pertes comptabilisés directement en capitaux propres, la distinction recyclable/non recyclable.
- L'amendement de la norme IAS 19 prévoit principalement l'obligation d'enregistrer les écarts actuariels, relatifs aux régimes à prestations définies, en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres. Cette méthode est déjà appliquée par le Groupe (optionnelle dans la version d'IAS 19).
- L'amendement de la norme IAS 12 prévoit une nouvelle méthode d'évaluation des impôts différés Actif et Passif issus des différences temporaires relatives à certains actifs réévalués. Cette approche ne concerne pas le Groupe qui n'a pas opté pour la méthode de réévaluation des immobilisations corporelles non amortissables selon IAS 16, ni des immeubles de placement selon IAS 40.
- L'amendement IFRS 1 ne s'applique qu'aux 1ers adoptants.

Les études d'impact concernant la mise en œuvre des normes pour IFRS 10, IFRS 12 et IFRS 13 sont en cours.

Par ailleurs, les normes et interprétations publiées par l'IASB mais non encore adoptées par l'Union européenne n'entreront en vigueur d'une manière obligatoire qu'à partir de cette adoption et ne sont donc pas appliquées par le Groupe au 31 décembre 2012.

## 1.2. Format de présentation des états financiers

En l'absence de modèle imposé par le référentiel IFRS, la Caisse régionale de Crédit Agricole Charente Périgord utilise les formats des documents de synthèse (bilan, compte de résultat, état du résultat net et des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres, tableau de variation des capitaux propres, tableau des flux de trésorerie) préconisés par la recommandation CNC n°2009-R.04 du 2 juillet 2009.

## 1.3. Principes et méthodes comptables

De par leur nature, les évaluations nécessaires à l'établissement des états financiers exigent la formulation d'hypothèses et comportent des risques et des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur.

Les réalisations futures peuvent être influencées par de nombreux facteurs, notamment :

- les activités des marchés nationaux et internationaux ;
- les fluctuations des taux d'intérêt et de change ;
- la conjoncture économique et politique dans certains secteurs d'activité ou pays ;
- les modifications de la réglementation ou de la législation.

Cette liste n'est pas exhaustive.

Les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations suivantes :

- les instruments financiers évalués à la juste valeur ;
- les participations non consolidées ;
- les régimes de retraite et autres avantages sociaux futurs ;
- les plans de stock-option ;
- les dépréciations durables de titres disponibles à la vente et d'actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance ;
- les dépréciations des créances irrécouvrables ;
- les provisions ;
- les dépréciations des écarts d'acquisition ;
- les actifs d'impôt différé.

Les modalités de recours à des jugements ou à des estimations sont précisées dans les paragraphes concernés ci-après.

### - Instruments financiers (IAS 32 et 39)

Les actifs et passifs financiers sont traités dans les états financiers selon les dispositions de la norme IAS 39 telle qu'adoptée par la Commission européenne.

Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués à leur juste valeur en intégrant les coûts de transaction (à l'exception des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par le biais du compte de résultat). Après la comptabilisation initiale, les actifs et passifs financiers sont évalués en fonction de leur classification soit à leur juste valeur, soit au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

La juste valeur est définie comme le montant pour lequel un actif pourrait être échangé, ou un passif éteint, entre des parties bien informées, consentantes, et agissant dans des conditions de concurrence normale.

Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise exactement les décaissements ou encaissements de trésorerie futurs sur la durée de vie prévue de l'instrument financier ou, selon le cas, sur une période plus courte de manière à obtenir la valeur comptable nette de l'actif ou du passif financier.

## - Titres à l'actif

- Classification des titres à l'actif

Les titres sont classés selon les quatre catégories d'actifs applicables aux titres définis par la norme IAS 39 :

- actifs financiers à la juste valeur par résultat par nature ou sur option ;
- actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance ;
- prêts et créances ;
- actifs financiers disponibles à la vente.

### ○ Actifs financiers à la juste valeur par résultat / affectation par nature ou sur option

Selon la norme IAS 39, ce portefeuille comprend les titres dont le classement en actif financier à la juste valeur par résultat résulte, soit d'une réelle intention de transaction – affectation par nature, soit d'une option prise par la Caisse régionale de Crédit Agricole Charente Périgord

Les actifs financiers à la juste valeur par résultat par nature sont des actifs acquis ou générés par l'entreprise principalement dans l'objectif de les céder à court terme ou qui font partie d'un portefeuille d'instruments gérés en commun dans le but de réaliser un bénéfice lié à des fluctuations de prix à court terme ou à une marge d'arbitrage.

La comptabilisation d'actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option, quant à elle, pourra être retenue, sous réserve de répondre aux conditions définies dans la norme, dans les trois cas de figure suivants : pour des instruments hybrides comprenant un ou plusieurs dérivés incorporés, dans une optique de réduction de distorsion de traitement comptable ou dans le cas de groupes d'actifs financiers gérés dont la performance est évaluée à la juste valeur. Cette comptabilisation est généralement utilisée pour éviter de comptabiliser et d'évaluer séparément des dérivés incorporés à des instruments hybrides.

A ce titre, la Caisse régionale de Crédit Agricole Charente Périgord a utilisé cette comptabilisation à la juste valeur par option pour les instruments hybrides.

Les titres classés en actifs financiers à la juste valeur par résultat sont initialement comptabilisés à la juste valeur, coûts de transaction inclus directement attribuables à l'acquisition et coupons courus inclus.

Ils sont ultérieurement évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat.

Cette catégorie de titres ne fait pas l'objet de dépréciations.

Les encours de syndication de titres destinés à être cédés sont affectés à la catégorie « Actifs financiers à la juste valeur par résultat par nature » et sont évalués en mark-to-market.

### ○ Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance

La catégorie "Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance" (applicable aux titres à maturité définie) est ouverte aux titres à revenu fixe ou déterminable que la Caisse régionale de Crédit Agricole Charente Périgord a l'intention et la capacité de conserver jusqu'à leur échéance, autres que :

- ceux que la Caisse régionale de Crédit Agricole Charente Périgord a désignés lors de leur comptabilisation initiale comme des actifs évalués en juste valeur en contrepartie du résultat ;
- ceux qui répondent à la définition des prêts et créances. Ainsi, les titres de dettes non cotés sur un marché actif ne peuvent pas être classés dans la catégorie des actifs détenus jusqu'à l'échéance.

Le classement dans cette catégorie entraîne l'obligation impérative de respecter l'interdiction de céder des titres avant leur échéance, sauf exceptions prévues par la norme IAS 39.

La couverture du risque de taux pour cette catégorie de titres n'est pas éligible à la comptabilité de couverture définie par la norme IAS 39.

Les titres détenus jusqu'à l'échéance sont initialement comptabilisés pour leur prix d'acquisition, frais de transaction directement attribuables à l'acquisition et coupons courus inclus.

Ils sont comptabilisés ultérieurement selon la méthode du coût amorti avec amortissement de la surcote / décote selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Cette catégorie de titres fait l'objet de dépréciations dans les conditions décrites dans le chapitre spécifique « Dépréciation des titres » pour les titres évalués au coût amorti.

○ Prêts et créances

La catégorie «Prêts et créances» enregistre les actifs financiers non cotés sur un marché actif à revenus fixes ou déterminables.

Les titres du portefeuille « Prêts et créances » sont comptabilisés initialement pour leur prix d'acquisition, frais de transaction directement attribuables et coupons courus inclus.

Ils sont comptabilisés ultérieurement selon la méthode du coût amorti avec amortissement de la surcote / décote selon la méthode du taux d'intérêt effectif corrigé d'éventuelles dépréciations.

Cette catégorie de titres fait l'objet de dépréciations dans les conditions décrites dans le chapitre spécifique « Dépréciation des titres » pour les titres évalués au coût amorti.

○ Actifs financiers disponibles à la vente

La catégorie « Actifs financiers disponibles à la vente » est définie par la norme IAS 39 comme la catégorie par défaut ou par désignation.

Les titres classés en « Actifs financiers disponibles à la vente » sont initialement comptabilisés à la juste valeur, frais de transaction directement attribuables à l'acquisition et coupons courus inclus.

Les titres classés en « Actifs financiers disponibles à la vente » sont ultérieurement évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont enregistrées en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres.

En cas de cession, ces variations sont transférées en résultat.

L'amortissement des éventuelles surcotes / décotes des titres à revenu fixe est comptabilisé en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Cette catégorie de titres fait l'objet de dépréciations dans les conditions décrites dans le chapitre spécifique « Dépréciation des titres ».

Valorisation des titres SAS Rue La Boétie :

L'ensemble des Caisses régionales de Crédit Agricole détient la totalité du capital de SAS Rue La Boétie dont l'objet exclusif est la détention à tout moment de plus de 50 % des droits de vote et du capital de Crédit Agricole S.A.

La fixation de paramètres permettant de refléter l'ensemble des droits et obligations attachés à la détention des titres SAS Rue La Boétie est complexe et ne permet pas de déterminer une juste valeur fiable au sens de la norme IAS 39. Cela concerne des éléments tels que :

- La stabilité capitalistique du Groupe qui permet d'assurer le contrôle collectif et permanent des Caisses régionales sur Crédit Agricole S.A.,
- La couverture des risques de liquidité et de solvabilité des Caisses régionales,
- Les relations économiques et financières internes au Groupe Crédit Agricole,
- La mise en commun de moyens et,
- La valorisation, le développement et l'utilisation de la marque Crédit Agricole,

En conséquence, et en application de l'exception prévue par la norme IAS 39, les titres SAS Rue La Boétie sont valorisés à leur coût dans les comptes des Caisses régionales. Les titres font l'objet d'un test de dépréciation annuel et, le cas échéant, en cas d'indice de pertes de valeur (cf partie principes et méthodes comptables – dépréciation des titres).

• Dépréciation des titres

Une dépréciation doit être constatée lorsqu'il existe un indice objectif de dépréciation résultant d'un ou plusieurs événements intervenus après l'acquisition des titres autres que ceux classés en juste valeur par résultat.

Constitue un indice objectif de perte une baisse durable ou significative de la valeur du titre pour les titres de capitaux propres, ou l'apparition d'une dégradation significative du risque de crédit matérialisée par un risque de non recouvrement pour les titres de dette.

Pour les titres de capitaux propres, la Caisse régionale de Crédit Agricole Charente Périgord utilise des critères quantitatifs comme indicateurs de dépréciation potentielle. Ces critères quantitatifs reposent principalement sur une perte de l'instrument de capitaux propres de 30% au moins de sa valeur sur une période de 6 mois consécutifs. La Caisse régionale de Crédit Agricole Charente Périgord prend également en considération des facteurs de type difficultés financières de l'émetteur, perspectives à court terme Etc.

Au-delà de ces critères, la Caisse régionale de Crédit Agricole Charente Périgord constate une dépréciation en cas de baisse de valeur supérieure à 50% ou observée pendant plus de 3 ans.

Valorisation des titres SAS Rue La Boétie :

Les titres SAS Rue la Boétie, valorisés au coût, font systématiquement l'objet d'un test de dépréciation annuel et en cas d'indices de pertes de valeurs.

A titres d'exemples, les situations suivantes pourraient être considérées comme des indications objectives de dépréciation (à apprécier en fonction de leur significativité) :

- Annonce d'un plan de restructuration ou de cession sur le périmètre Groupe Crédit Agricole S.A.,
- Baisse du cours de l'action Crédit Agricole S.A.,
- Diminution de l'actif net consolidé de Crédit Agricole S.A.,
- Constatation d'un résultat net déficitaire,
- Dégradation de la notation de Crédit Agricole S.A. ...

Une dépréciation sera enregistrée en résultat dès lors que la valeur comptable du titre sera supérieure à une valeur de référence déterminée sur une approche multicritère fondée sur des paramètres de marché visant à établir une valeur des flux de trésorerie futures attendus actualisés au taux qui serait retenu par le marché pour un actif similaire conformément au paragraphe 66 d'IAS 39. Cette approche combine une valorisation des flux futurs attendus des différentes activités du Groupe actualisés à un taux de marché, une valorisation de l'actif net du Groupe, une valorisation des activités du Groupe par référence à des prix de transactions observés récemment sur des activités similaires, une valorisation fondée sur le cours de bourse de Crédit Agricole S.A. complété d'une prime de contrôle et, le cas échéant une valorisation par référence aux transactions internes.

Pour les titres de dettes, les critères de dépréciation sont ceux qui s'appliquent aux prêts et créances.

La constatation de cette dépréciation se fait :

- pour les titres évalués au coût amorti via l'utilisation d'un compte de dépréciation, le montant de la perte étant comptabilisé au compte de résultat, avec une reprise possible en cas d'amélioration ultérieure,
- pour les titres disponibles à la vente par un transfert en résultat du montant de la perte cumulée sortie des capitaux propres, avec possibilité, en cas d'amélioration ultérieure de la valeur des titres, de reprendre par le résultat la perte précédemment transférée en résultat lorsque les circonstances le justifient pour les instruments de dettes.

- Date d'enregistrement des titres

Crédit Agricole Charente Périgord enregistre à la date de règlement livraison les titres classés dans les catégories « Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance » et « Prêts et créances ». Les autres titres, quelle que soit leur nature ou la catégorie dans laquelle ils sont classés sont enregistrés à la date de négociation.

#### **- Reclassements d'actifs financiers**

Conformément à l'amendement de la norme IAS 39 publié et adopté par l'Union européenne en octobre 2008, il est autorisé d'opérer les reclassements suivants :

- des catégories « Actifs financiers détenus à des fins de transaction » et « Actifs financiers disponibles à la vente » vers la catégorie « Prêts et créances », si l'entité a désormais l'intention et la capacité de conserver l'actif financier concerné dans un avenir prévisible ou jusqu'à l'échéance et si les critères d'éligibilité à cette catégorie sont respectés à la date de transfert (notamment actif financier non coté sur un marché actif) ;
- dans le cas de circonstances rares et documentées, de la catégorie « Actifs financiers détenus à des fins de transaction » vers les catégories « Actifs financiers disponibles à la vente » ou « Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance », si les critères d'éligibilité sont respectés à la date de transfert pour chacun des deux postes.

La juste valeur à la date de reclassement devient le nouveau coût ou le nouveau coût amorti, selon le cas, de l'actif financier reclassé.

Les informations sur les reclassements réalisés par la Caisse régionale de Crédit Agricole Charente Périgord en application de la norme IAS 39 sont données dans la note 9.

#### **- Activité de crédits**

Les crédits sont affectés principalement à la catégorie "Prêts et créances". Ainsi, conformément à la norme IAS 39, ils sont évalués à l'initiation à la juste valeur, et ultérieurement au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise exactement les flux de trésorerie futurs à l'encours net d'origine. Ce taux inclut les décotes ainsi que les produits et coûts de transaction intégrables au taux d'intérêt effectif, le cas échéant.

Les crédits et encours de syndication destinés à être cédés à court terme sont affectés à la catégorie « Actifs financiers à la juste valeur par résultat par nature » et sont évalués en mark-to-market.

Les prêts subordonnés, de même que les opérations de pension (matérialisées par des titres ou des valeurs), sont intégrés dans les différentes rubriques de créances, en fonction de la nature de la contrepartie.

Les revenus calculés sur la base du taux d'intérêt effectif sur les créances sont portés au compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

- Créances dépréciées

Conformément à la norme IAS 39, les créances affectées en « Prêts et créances » sont dépréciées lorsqu'elles présentent un ou plusieurs événements de perte intervenus après la réalisation de ces créances. Les créances ainsi identifiées font l'objet d'une dépréciation sur base individuelle ou sur base collective. Les pertes prévisibles sont ainsi appréhendées à travers l'enregistrement de dépréciations, égales à la différence entre la valeur comptable des prêts (coût amorti) et la somme des flux futurs estimés, actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine, ou sous forme de décotes sur prêts restructurés pour cause de défaillance du client.

On distingue ainsi :

- les créances dépréciées sur base individuelle : il s'agit des créances assorties de dépréciations et des créances restructurées pour cause de défaillance du client assorties de décotes ;
- les créances dépréciées sur base collective : il s'agit des créances non dépréciées sur base individuelle, pour lesquelles la dépréciation est déterminée par ensemble homogène de créances dont les caractéristiques de risque de crédit sont similaires. Cela concerne notamment les créances en souffrance.

Les encours en souffrance sont des encours pour lesquels ont été constatés des arriérés de paiement n'entraînant pas pour autant une dépréciation sur base individuelle (encours sensibles sous surveillance).

L'évaluation d'une dépréciation sur base actualisée est estimée en fonction d'un certain nombre de facteurs, notamment économiques ou sectoriels. Il est possible que les évaluations futures du risque de crédit diffèrent de façon significative des évaluations actuelles, ce qui pourrait nécessiter une augmentation ou une diminution du montant de la dépréciation.

Parmi les créances dépréciées sur base individuelle, la Caisse régionale de Charente Périgord distingue les créances douteuses, elles-mêmes réparties en créances douteuses compromises et non compromises, et les créances restructurées non douteuses.

Les pertes probables relatives aux engagements hors bilan sont prises en compte par voie de provisions figurant au passif du bilan.

Les dotations et reprises de dépréciation pour risque de non recouvrement sont inscrites en coût du risque ; l'augmentation de la valeur comptable des créances du fait de la désactualisation de la dépréciation et de l'amortissement de la décote des créances restructurées est inscrite dans la marge d'intérêts.

○ Créances dépréciées sur base individuelle

Ce sont les créances de toute nature, même assorties de garanties, présentant une indication objective de dépréciation, tel que :

- des difficultés importantes du débiteur ;
- une rupture de contrat telle qu'un défaut de paiement des intérêts ou du capital ;
- l'octroi par le prêteur à l'emprunteur, pour des raisons économiques ou juridiques liées à des difficultés financières de l'emprunteur, d'une facilité que le prêteur n'aurait pas envisagée dans d'autres circonstances (restructuration de prêts) ;
- une probabilité croissante de faillite ou autres restructuration financière de l'emprunteur.

La Caisse régionale de Crédit Agricole Charente Périgord constitue les dépréciations correspondant, en valeur actualisée au taux d'intérêt effectif d'origine, à l'ensemble de ses pertes prévisionnelles au titre des encours dépréciés.

Pour les encours composés de petites créances présentant des caractéristiques similaires, l'étude, contrepartie par contrepartie, peut être remplacée par une estimation statistique des pertes prévisionnelles.

Les créances restructurées sont des créances, pour lesquelles l'entité a modifié les conditions financières initiales (taux d'intérêt, durée) du fait d'un risque de contrepartie.

La décote constatée lors d'une restructuration de créance est dotée en coût du risque.

Cette décote correspond au manque à gagner de flux de trésorerie futurs, actualisés au taux effectif d'origine.

Elle est égale à l'écart constaté entre :

- la valeur nominale du prêt ;
- la somme des flux de trésorerie futurs théoriques du prêt restructuré, actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine (défini à la date de l'engagement de financement).

○ Créances dépréciées sur base collective

Les séries statistiques et historiques des défaillances clientèle du Groupe démontrent l'existence de risques avérés de non recouvrement partiel sur les encours non dépréciés sur base individuelle. Afin de couvrir ces risques par nature non individualisés, la Caisse régionale de Crédit Agricole Charente Périgord a constaté à l'actif de son bilan, selon des modèles élaborés à partir de ces séries statistiques, diverses dépréciations sur bases collectives telles que les provisions sectorielles et les provisions pour dépréciation collectives. Ces dernières visent à couvrir des risques précis pour lesquels il existe statistiquement ou historiquement un risque de non-recouvrement partiel, sur des encours non classés en douteux mais dont on a pu constater la dégradation depuis leur origine. Ce risque de crédit (hors filière sectorielle) est calculé à partir des critères prudentiels dits "Bâle II" appliqués sur nos encours sains les plus dégradés avec une probabilité de défaut extrapolée intégrant notamment la durée moyenne constatée sur nos encours, et l'application du taux de pertes en cas de défaut.

Le montant de cette dépréciation est obtenu par l'application au montant de pertes attendues calculées selon le modèle Bâle 2, d'un coefficient de passage à maturité, destiné à prendre en la nécessité de constituer des dépréciations sur les pertes attendues jusqu'au terme du contrat.

La Caisse régionale a également enregistré des provisions pour dépréciation collective (sectorielles) au titre de la viticulture Cognac, des vins du Bergeracois, des filières bovins lait et viande, porcs, bâtiment et habitat (génération 2006 et 2007).

Ces modèles s'appuient sur la mesure du risque de crédit selon le dispositif Bale II pour ces filières auxquelles, y a été adjoint la mise en place d'un stress scénario consistant à une dégradation des 2 notes de ces encours.

Des taux de pertes sont appliqués aux strates d'encours les plus dégradées identifiés selon des critères sectoriels croisés.

● Intérêts pris en charge par l'Etat (IAS 20)

Dans le cadre de mesures d'aides au secteur agricole et rural, ainsi qu'à l'acquisition de logement, certaines entités du groupe Crédit Agricole s.a. accordent des prêts à taux réduits, fixés par l'Etat. En conséquence, ces entités perçoivent de l'Etat une bonification représentative du différentiel de taux existant entre le taux accordé à la clientèle et un taux de référence prédéfini. En conséquence, il n'est pas constaté de décote sur les prêts qui bénéficient de ces bonifications.

Les modalités de ce mécanisme de compensation sont réexaminées périodiquement par l'Etat.



Les bonifications perçues de l'Etat sont enregistrées sous la rubrique « Intérêts et produits assimilés » et réparties sur la durée de vie des prêts correspondants, conformément à la norme IAS 20.

### **- Passifs financiers**

La norme IAS 39 adoptée par l'Union européenne reconnaît trois catégories de passifs financiers :

- les passifs financiers évalués par nature en juste valeur en contrepartie du compte de résultat. Les variations de juste valeur de ce portefeuille impactent le résultat aux arrêts comptables ;
- les passifs financiers évalués sur option en juste valeur, en contrepartie du compte de résultat. La comptabilisation de passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option pourra être retenue, sous réserve de répondre aux conditions définies dans la norme, dans les trois cas de figure suivants : pour des instruments hybrides comprenant un ou plusieurs dérivés incorporés, dans une optique de réduction de distorsion de traitement comptable ou dans le cas de groupe de passifs financiers gérés dont la performance est évaluée à la juste valeur. Cette comptabilisation est généralement utilisée pour éviter de comptabiliser et évaluer séparément des dérivés incorporés à des instruments hybrides ;
- les autres passifs financiers : cette catégorie regroupe tous les autres passifs financiers. Ce portefeuille est enregistré en juste valeur à l'origine (produits et coûts de transaction inclus) puis est comptabilisé ultérieurement au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

La valorisation des émissions comptabilisées à la juste valeur intègre la variation du risque de crédit propre du Groupe.

- Titres au passif
  - Distinction dettes – capitaux propres

Un instrument de dettes ou un passif financier constitue une obligation contractuelle :

- de remettre des liquidités ou un autre actif financier ;
- d'échanger des instruments dans des conditions potentiellement défavorables.

Un instrument de capitaux propres est un contrat mettant en évidence un intérêt résiduel dans une entreprise après déduction de toutes ses dettes (actif net).

### **- Produits de la collecte**

Les produits de collecte sont comptabilisés en totalité dans la catégorie des « Dettes envers la clientèle » malgré les caractéristiques du circuit de collecte dans le groupe Crédit Agricole, avec une centralisation de la collecte chez Crédit Agricole s.a. en provenance des Caisses régionales. La contrepartie finale de ces produits de collecte pour le Groupe reste en effet la clientèle.

L'évaluation initiale est faite à la juste valeur, l'évaluation ultérieure au coût amorti.

Les produits d'épargne réglementée sont par nature considérés comme étant à taux de marché.

Les plans d'épargne logement et les comptes d'épargne logement donnent lieu le cas échéant à une provision telle que détaillée dans la note 6.18.

### **- Instruments dérivés**

Les instruments dérivés sont des actifs ou des passifs financiers et sont enregistrés au bilan pour leur juste valeur à l'origine de l'opération. A chaque arrêté comptable, ces dérivés sont évalués à leur juste valeur qu'ils soient détenus à des fins de transaction ou qu'ils entrent dans une relation de couverture.

La contrepartie de la réévaluation des dérivés au bilan est enregistrée en résultat (sauf dans le cas particulier de la relation de couverture de flux de trésorerie).

- La comptabilité de couverture

La couverture de juste valeur a pour objet de se protéger contre une exposition aux variations de juste valeur d'un actif ou d'un passif comptabilisé ou d'un engagement ferme non comptabilisé.

La couverture de flux de trésorerie a pour objet de se prémunir contre une exposition à la variabilité des flux de trésorerie futurs sur des instruments financiers associés à un actif ou à un passif comptabilisé (par exemple, à tout ou partie des paiements d'intérêts futurs sur une dette à taux variable) ou à une transaction prévue hautement probable.

La couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger a pour objet de se protéger contre le risque de variation défavorable de la juste valeur lié au risque de change d'un investissement réalisé à l'étranger dans une monnaie autre que l'euro.

Dans le cadre d'une intention de couverture, les conditions suivantes doivent être respectées afin de bénéficier de la comptabilité de couverture :

- éligibilité de l'instrument de couverture et de l'instrument couvert ;
- documentation formalisée dès l'origine, incluant notamment la désignation individuelle et les caractéristiques de l'élément couvert, de l'instrument de couverture, la nature de la relation de couverture et la nature du risque couvert ;
- démonstration de l'efficacité de la couverture, à l'origine et rétrospectivement, à travers des tests effectués à chaque arrêté.

Pour les couvertures d'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'actifs financiers ou de passifs financiers, le Groupe Crédit Agricole s.a. privilégie une documentation de couverture en juste valeur telle que permise par la norme IAS 39 adoptée par l'Union européenne (version dite « carve out »).

De plus, le Groupe documente ces relations de couverture sur la base d'une position brute d'instruments dérivés et d'éléments couverts.

La justification de l'efficacité de ces relations de couverture s'effectue par le biais d'échéanciers.

L'enregistrement comptable de la réévaluation du dérivé se fait de la façon suivante :

- couverture de juste valeur : la réévaluation du dérivé et la réévaluation de l'élément couvert à hauteur du risque couvert sont inscrites symétriquement en résultat. Il n'apparaît, en net en résultat, que l'éventuelle inefficacité de la couverture ;
- couverture de flux de trésorerie : la réévaluation du dérivé est portée au bilan en contrepartie d'un compte spécifique de gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres pour la partie efficace et la partie inefficace de la couverture est, le cas échéant, enregistrée en résultat. Les profits ou pertes sur le dérivé accumulés en capitaux propres sont ensuite reclassés en résultat au moment où les flux couverts se réalisent ;
- couverture d'un investissement net dans une activité à l'étranger : la réévaluation du dérivé est portée au bilan en contrepartie d'un compte d'écarts de conversion en capitaux propres et la partie inefficace de la couverture est enregistrée en résultat.

Lorsque les conditions ne sont plus respectées pour bénéficier de la comptabilité de couverture, le traitement comptable qui suit doit être appliqué prospectivement.

- couverture de juste valeur: seul l'instrument de couverture continue à être réévalué en contrepartie du résultat. L'élément couvert est intégralement comptabilisé conformément à sa classification. Pour les titres disponibles à la vente, les variations de juste valeur postérieures à l'arrêt de la relation de couverture, sont enregistrées en capitaux propres. Pour les éléments couverts évalués au coût amorti, qui étaient couverts en taux, le stock d'écart de réévaluation est amorti sur la durée de vie restante de ces éléments couverts.
- couverture de flux de trésorerie: l'instrument de couverture est valorisé à la juste valeur par résultat. Les montants accumulés en capitaux propres au titre de la part efficace de la couverture demeurent en capitaux propres jusqu'à ce que l'élément couvert affecte le résultat. Pour les éléments qui étaient couverts en taux, le résultat est affecté au fur et à mesure du versement des intérêts. Le stock d'écart de réévaluation est donc amorti sur la durée de vie restante de ces éléments couverts.
- couverture d'investissement net à l'étranger: Les montants accumulés en capitaux propres au titre de la part efficace de la couverture demeurent en capitaux propres tant que l'investissement net est détenu. Le résultat est constaté lorsque l'investissement net à l'étranger sort du périmètre de consolidation.

- Dérivés incorporés :

Un dérivé incorporé est la composante d'un contrat hybride qui répond à la définition d'un produit dérivé. Le dérivé incorporé doit être comptabilisé séparément du contrat hôte si les trois conditions suivantes sont remplies :

- le contrat hybride n'est pas évalué à la juste valeur par résultat ;
- séparé du contrat hôte, l'élément incorporé possède les caractéristiques d'un dérivé ;
- les caractéristiques du dérivé ne sont pas étroitement liées à celle du contrat hôte.

### **- Détermination de la juste valeur des instruments financiers**

Les justes valeurs des instruments financiers sont déterminées conformément aux dispositions d'IAS 39 et sont présentées selon la hiérarchie définie par IFRS 7.

Le Groupe applique par ailleurs la recommandation en matière de valorisation de certains instruments financiers à la juste valeur publiée par l'AMF, le CNC et l'ACAM le 15 octobre 2008.

Lorsque la méthode de valorisation d'un instrument financier est la juste valeur, la norme IAS 39 considère que la meilleure indication pour déterminer celle-ci est l'existence de cotations publiées sur un marché actif.

IAS 39 précise qu'en l'absence de telles cotations, la juste valeur est déterminée par l'application de techniques de valorisation utilisant des données observables ou non observables.

- Niveau 1 : justes valeurs correspondant à des prix cotés (non ajustés) sur un marché actif.

Sont présentés en niveau 1 les instruments financiers directement cotés sur un marché actif. Il s'agit notamment des actions et obligations cotées sur un marché actif (tels que la Bourse de Paris, le London Stock Exchange, le New York Stock Exchange...), des parts de fonds d'investissement cotées sur un marché actif et des dérivés contractés sur un marché organisé, notamment les futures.

Un marché est considéré comme actif si des cours sont aisément et régulièrement disponibles auprès d'une bourse, d'un courtier, d'un négociateur, d'un service d'évaluation des prix ou d'une agence réglementaire et que ces prix représentent des transactions réelles ayant cours régulièrement sur le marché dans des conditions de concurrence normale.

Sur les actifs et passifs financiers présentant des risques de marché qui se compensent, la Caisse régionale de Crédit Agricole Charente Périgord retient des cours mid-price comme base de l'établissement de la juste valeur de ces positions. Pour les positions nettes vendeuses, les valeurs de marché retenues sont celles aux cours acheteurs et pour les positions nettes acheteuses, il s'agit des cours vendeurs.

- Niveau 2 : justes valeurs évaluées à partir de données directement ou indirectement observables, autres que celles de niveau 1.

Ces données sont directement observables (à savoir des prix) ou indirectement observables (données dérivées de prix) et répondent généralement aux caractéristiques suivantes : il s'agit de données qui ne sont pas propres à l'entité, qui sont disponibles / accessibles publiquement et fondées sur un consensus de marché.

Sont présentés en niveau 2 :

- ⇒ les actions et obligations cotées sur un marché considéré comme inactif, ou non cotées sur un marché actif, mais pour lesquelles la juste valeur est déterminée en utilisant une méthode de valorisation couramment utilisée par les intervenants de marché (tels que des méthodes d'actualisation de flux futurs, le modèle de Black & Scholes) et fondée sur des données de marché observables ;
- ⇒ instruments négociés de gré à gré pour lesquels la valorisation est faite à l'aide de modèles qui utilisent des données de marchés observables, c'est-à-dire qui peuvent être obtenues à partir de plusieurs sources indépendantes des sources internes et ce de façon régulière. Par exemple, la juste valeur des swaps de taux d'intérêt est généralement déterminée à l'aide de courbes de taux fondées sur les taux d'intérêt du marché observés à la date d'arrêt.

Lorsque les modèles utilisés sont fondés notamment sur des modèles standards, et sur des paramètres de marchés observables (tels que les courbes de taux ou les nappes de volatilité implicite), la marge à l'origine dégagée sur les instruments ainsi valorisés est constatée en compte de résultat dès l'initiation.

- Niveau 3: justes valeurs pour lesquelles une part significative des paramètres utilisés pour leur détermination ne répond pas aux critères d'observabilité.

La détermination de la juste valeur de certains instruments complexes de marché, non traités sur un marché actif repose sur des techniques de valorisation utilisant des hypothèses qui ne sont pas étayées par des données observables sur le marché pour le même instrument. Ces produits sont présentés en niveau 3.

Il s'agit pour l'essentiel de produits complexes de taux, de dérivés actions et de structurés de crédit dont la valorisation requiert, par exemple, des paramètres de corrélation ou de volatilité non directement comparables à des données de marché.

Le prix de transaction à l'origine est réputé refléter la valeur de marché et la reconnaissance de la marge initiale est différée.

La marge dégagée sur ces instruments financiers structurés est généralement constatée en résultat par étalement sur la durée pendant laquelle les paramètres sont jugés inobservables. Lorsque les données de marché deviennent « observables », la marge restant à étaler est immédiatement reconnue en résultat.

Les méthodologies et modèles de valorisation des instruments financiers présentés en niveau 2 et niveau 3 intègrent l'ensemble des facteurs que les acteurs du marché utilisent pour calculer un prix. Ils doivent être au préalable validés par un contrôle indépendant. La détermination des justes valeurs de ces instruments tient compte du risque de liquidité et du risque de contrepartie.

Absence de technique de valorisation reconnue pour déterminer la juste valeur d'un instrument de capitaux propres. Conformément aux principes d'IAS 39, si aucune technique ne peut donner satisfaction, ou si les diverses techniques utilisées donnent des estimations trop divergentes, le titre reste évalué au coût et est maintenu dans la catégorie « Actifs financiers disponibles à la vente » car sa juste valeur ne peut pas être déterminée de manière fiable. Dans ce cas, le Groupe ne communique pas de juste valeur, conformément aux préconisations de la norme IFRS 7 en vigueur.

Pour la Caisse Régionale Charente Périgord cela concerne le titre SAS Rue la Boétie, titre de participation de société non cotée sur un marché actif dont la détermination d'une juste valeur fiable est difficile.

#### **- Gains ou pertes nets sur instruments financiers**

- Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat :

Pour les instruments financiers désignés à la juste valeur par résultat et les actifs et passifs financiers détenus à des fins de transaction, ce poste comprend notamment les éléments de résultat suivants :

- les dividendes et autres revenus provenant d'actions et autres titres à revenu variable classés dans les actifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- les variations de juste valeur des actifs ou passifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- les plus et moins-values de cession réalisées sur des actifs financiers à la juste valeur par résultat ;
- les variations de juste valeur et les résultats de cession ou de rupture des instruments dérivés n'entrant pas dans une relation de couverture de juste valeur ou de flux de trésorerie.

Ce poste comprend également l'inefficacité résultant des opérations de couverture de juste valeur, de flux de trésorerie et d'investissements nets en devises.

- Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente :

Pour les actifs financiers disponibles à la vente, ce poste comprend notamment les éléments de résultat suivants :

- les dividendes et autres revenus provenant d'actions et autres titres à revenu variable classés dans la catégorie des actifs financiers disponibles à la vente ;
- les plus et moins-values de cession réalisées sur des titres à revenu fixe et à revenu variable classés dans la catégorie des actifs financiers disponibles à la vente ;
- les pertes de valeur des titres à revenu variable ;
- les résultats de cession ou de rupture des instruments de couverture de juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente lorsque l'élément couvert est cédé ;
- les résultats de cession ou de rupture des prêts et des créances, des titres détenus jusqu'à l'échéance dans les cas prévus par la norme IAS 39.

#### **- Compensation des actifs et passifs financiers**

Conformément à la norme IAS 32, la Caisse régionale de Crédit Agricole Charente Périgord compense un actif et un passif financier et présente un solde net si et seulement s'il a un droit juridiquement exécutoire à tout moment de compenser les montants comptabilisés et a l'intention de régler le montant net ou de réaliser l'actif et de réaliser le passif simultanément.

### **- Garanties financières données**

Un contrat de garantie financière est un contrat qui impose à l'émetteur d'effectuer des paiements spécifiés pour rembourser le titulaire d'une perte qu'il encourt en raison de la défaillance d'un débiteur spécifié à effectuer un paiement à l'échéance aux termes initiaux ou modifiés de l'instrument de dette.

Les contrats de garantie financière sont évalués initialement à la juste valeur puis ultérieurement au montant le plus élevé entre :

- celui déterminé conformément aux dispositions de la norme IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels » ; ou
- le montant initialement comptabilisé, diminué le cas échéant des amortissements comptabilisés selon la norme IAS 18 « Produits des activités ordinaires ».

Les engagements de financement qui ne sont pas désignés comme actifs à la juste valeur par résultat ou qui ne sont pas considérés comme des instruments dérivés au sens de la norme IAS 39 ne figurent pas au bilan. Ils font toutefois l'objet de provisions conformément aux dispositions de la norme IAS 37.

### **- Décomptabilisation des instruments financiers**

Un actif financier (ou groupe d'actifs financiers) est décomptabilisé en tout ou partie :

- lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie qui lui sont liés arrivent à expiration ou sont transférés ou considérés comme tels parce qu'ils appartiennent de fait à un ou plusieurs bénéficiaires et,
- lorsque la quasi-totalité des risques et avantages liés à cet actif financier est transférée.

Dans ce cas, tous les droits et obligations créés ou conservés lors du transfert sont comptabilisés séparément en actifs et en passifs.

Lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie sont transférés mais que seule une partie des risques et avantages, ainsi que le contrôle, sont conservés, l'entité continue à comptabiliser l'actif financier dans la mesure de son implication continue dans cet actif.

Un passif financier est décomptabilisé en tout ou partie uniquement lorsque ce passif est éteint.

### **- Provisions (IAS 37 et 19)**

La Caisse régionale de Crédit Agricole Charente Périgord identifie les obligations (juridiques ou implicites), résultant d'un évènement passé, dont il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour les régler, dont l'échéance ou le montant sont incertains mais dont l'estimation peut être déterminée de manière fiable. Ces estimations sont le cas échéant actualisées dès lors que l'effet est significatif.

Au titre des obligations autres que celles liées au risque de crédit, la Caisse régionale de Crédit Agricole Charente Périgord a constitué des provisions qui couvrent notamment :

- les risques opérationnels ;
- les avantages au personnel ;
- les risques d'exécution des engagements par signature ;
- les litiges et garanties de passif ;
- les risques liés à l'épargne logement.

Cette dernière provision est constituée afin de couvrir les engagements aux conséquences défavorables des contrats épargne-logement. Ces engagements sont relatifs, d'une part, à l'obligation de rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée, et, d'autre part, à l'octroi d'un crédit aux souscripteurs des comptes et plans d'épargne-logement à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat. Cette provision est calculée par génération de plan épargne-logement et pour l'ensemble des comptes d'épargne-logement, sachant qu'il n'y a pas de compensation possible entre les engagements relatifs à des générations différentes.

Les engagements sont établis en prenant en compte, notamment :

- le comportement modélisé des souscripteurs, en utilisant des hypothèses d'évolution de ces comportements, fondées sur des observations historiques et susceptibles de ne pas décrire la réalité de ces évolutions futures ;
- l'estimation du montant et de la durée des emprunts qui seront mis en place dans le futur, établie à partir d'observations historiques de longue période ;
- la courbe des taux observables sur le marché et ses évolutions raisonnablement anticipées.

L'évaluation des provisions suivantes peut également faire l'objet d'estimations :

- la provision pour risques opérationnels pour lesquels, bien que faisant l'objet d'un recensement des risques avérés, l'appréciation de la fréquence de l'incident et le montant de l'impact financier potentiel intègre le jugement de la Direction ;
- les provisions pour risques juridiques qui résultent de la meilleure appréciation de la Direction, compte tenu des éléments en sa possession à la date d'arrêté des comptes.

Des informations détaillées sont fournies au point 6.18

### - Avantages au personnel (IAS 19)

Les avantages au personnel, selon la norme IAS 19, se regroupent en quatre catégories :

- les avantages à court terme, tels que les salaires, cotisations de sécurité sociale, les primes payables dans les douze mois de la clôture de l'exercice ;
- les avantages à long terme (médailles du travail, primes et rémunérations payables douze mois ou plus à la clôture de l'exercice) ;
- les indemnités de fin de contrat de travail ;
- les avantages postérieurs à l'emploi, classés eux-mêmes en deux catégories décrites ci-après : les régimes à prestations définies et les régimes à cotisations définies.

- **Avantages à long terme**

Les avantages à long terme sont les avantages à verser aux salariés, autres que les avantages postérieurs à l'emploi, les indemnités de fin de contrats et avantages sur capitaux propres, mais non intégralement dus dans les douze mois suivant la fin de l'exercice pendant lesquels les services correspondants ont été rendus.

Sont notamment concernés les bonus et autres rémunérations différés de plus de douze mois.

La méthode d'évaluation est similaire à celle utilisée par le Groupe pour les avantages postérieurs à l'emploi relevant de la catégorie de régimes à prestations définies.

- **Avantages postérieurs à l'emploi**

- Engagement en matière de retraite, de préretraite et d'indemnités de fin de carrière - régimes à prestations définies

La Caisse régionale de Crédit Agricole Charente Périgord détermine à chaque arrêté ses engagements de retraite et avantages similaires ainsi que l'ensemble des avantages sociaux accordés au personnel et relevant de la catégorie des régimes à prestations définies.

Conformément à la norme IAS 19, ces engagements sont évalués en fonction d'un ensemble d'hypothèses actuarielles, financières et démographiques, et selon la méthode dite des Unités de Crédit Projetées. Cette méthode consiste à affecter, à chaque année d'activité du salarié, une charge correspondant aux droits acquis sur l'exercice. Le calcul de cette charge est réalisé sur la base de la prestation future actualisée.

Les calculs relatifs aux charges liées aux prestations de retraites et avantages sociaux futurs sont établis en se fondant sur des hypothèses de taux d'actualisation, de taux de rotation du personnel ou d'évolution des salaires et charges sociales élaborées par la Direction. Si les chiffres réels diffèrent des hypothèses utilisées, la charge liée aux prestations de retraite peut augmenter ou diminuer lors des exercices futurs (cf. note 7.4).

Les taux d'actualisation sont déterminés en fonction de la durée moyenne de l'engagement, c'est-à-dire la moyenne arithmétique des durées calculées entre la date d'évaluation et la date de paiement pondérée par les hypothèses de turn-over.

Le taux de rendement prévu sur les actifs des régimes est également estimé par la Direction. Les rendements estimés sont fondés sur le rendement prévu des titres à revenu fixe comprenant notamment le rendement des obligations.

La Caisse régionale de Crédit Agricole Charente Périgord n'applique pas la méthode optionnelle du corridor et impute la totalité des écarts actuariels constatés en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres.

Le montant de la provision est égal à :

- la valeur actuelle de l'obligation au titre des prestations définies à la date de clôture, calculée selon la méthode actuarielle préconisée par la norme IAS 19 ;
- diminuée, le cas échéant, de la juste valeur des actifs alloués à la couverture de ces engagements. Ceux-ci peuvent être représentés par une police d'assurance éligible. Dans le cas où l'obligation est totalement couverte par une police correspondant exactement, par son montant et sa période, à tout ou partie des prestations payables en vertu du régime, la juste valeur de cette dernière est considérée comme étant celle de l'obligation correspondante, (soit le montant de la dette actuarielle correspondante).

Afin de couvrir ses engagements, la Caisse régionale de Charente Périgord a opté pour une externalisation auprès de PREDICA et ADICAM auxquelles une cotisation annuelle est versée. Seule demeure au bilan de la caisse une provision correspondant d'une part à un reliquat aux titres des régimes antérieurs et d'autre part à un ajustement du des contrats non externalisés.

o Plans de retraite – régimes à cotisations définies

Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés « employeurs ». Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs. Par conséquent, la Caisse régionale de Crédit Agricole Charente Périgord n'a pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer pour l'exercice écoulé.

### - Impôts courants et différés

Conformément à la norme IAS 12, l'impôt sur le bénéfice comprend tous les impôts assis sur le résultat, qu'ils soient exigibles ou différés.

Celle-ci définit l'impôt exigible comme « le montant des impôts sur le bénéfice payables (récupérables) au titre du bénéfice imposable (perte fiscale) d'un exercice ». Le bénéfice imposable est le bénéfice (ou perte) d'un exercice déterminé selon les règles établies par l'administration fiscale.

Les taux et règles applicables pour déterminer la charge d'impôt exigible sont ceux en vigueur dans chaque pays d'implantation des sociétés du Groupe.

L'impôt exigible concerne tout impôt sur le résultat, dû ou à recevoir, et dont le paiement n'est pas subordonné à la réalisation d'opérations futures, même si le règlement est étalé sur plusieurs exercices.

L'impôt exigible, tant qu'il n'est pas payé, doit être comptabilisé en tant que passif. Si le montant déjà payé au titre de l'exercice et des exercices précédents excède le montant dû pour ces exercices, l'excédent doit être comptabilisé en tant qu'actif.

Par ailleurs, certaines opérations réalisées par l'entité peuvent avoir des conséquences fiscales non prises en compte dans la détermination de l'impôt exigible. Les différences entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif et sa base fiscale sont qualifiées par la norme IAS 12 de différences temporelles.

La norme impose la comptabilisation d'impôts différés dans les cas suivants :

Un passif d'impôt différé doit être comptabilisé pour toutes les différences temporelles imposables, entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif au bilan et sa base fiscale, sauf dans la mesure où le passif d'impôt différé est généré par :

- la comptabilisation initiale du goodwill ;
- la comptabilisation initiale d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et n'affecte ni le bénéfice comptable, ni le bénéfice imposable (perte fiscale) à la date de la transaction.

Un actif d'impôt différé doit être comptabilisé pour toutes les différences temporelles déductibles, entre la valeur comptable d'un actif ou d'un passif au bilan et sa base fiscale, dans la mesure où il est jugé probable qu'un bénéfice imposable, sur lequel ces différences temporelles déductibles pourront être imputées, sera disponible.

Un actif d'impôt différé doit également être comptabilisé pour le report en avant de pertes fiscales et de crédits d'impôt non utilisés dans la mesure où il est probable que l'on disposera de bénéfiques imposables futurs sur lesquels ces pertes fiscales et crédits d'impôt non utilisés pourront être imputés.

Les taux d'impôts de chaque pays sont retenus selon les cas.

Le calcul des impôts différés ne fait pas l'objet d'une actualisation.

Les plus-values latentes sur titres, lorsqu'elles sont taxables, ne génèrent pas de différences temporelles imposables entre la valeur comptable à l'actif et la base fiscale. Elles ne donnent donc pas lieu à constatation d'impôts différés. Lorsque les titres concernés sont classés dans la catégorie des titres disponibles à la vente, les plus et moins-values latentes sont comptabilisées en contrepartie des capitaux propres. Aussi, la charge d'impôt ou l'économie d'impôt réel supportée par l'entité au titre de ces plus-values ou moins latentes est-elle reclassée en déduction de celles-ci.

En France, les plus-values sur les titres de participation, tels que définis par le Code général des impôts, et relevant du régime fiscal du long terme, sont exonérées pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2007 (à l'exception d'une quote-part de 10% de la plus-value, taxée au taux de droit commun). Aussi les plus-values latentes constatées à la clôture de l'exercice génèrent-elles une différence temporelle donnant lieu à constatation d'impôts différés à hauteur de cette quote-part.

L'impôt exigible et différé est comptabilisé dans le résultat net de l'exercice sauf dans la mesure où l'impôt est généré :

- soit par une transaction ou un événement qui est comptabilisé directement en capitaux propres, dans le même exercice ou un exercice différent, auquel cas il est directement débité ou crédité dans les capitaux propres ;
- soit par un regroupement d'entreprises.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont compensés si, et seulement si :

- l'entité a un droit juridiquement exécutoire de compenser les actifs et passifs d'impôt exigible ; et
- les actifs et passifs d'impôts différés concernent des impôts sur le résultat prélevés par la même autorité fiscale :
  - a) soit sur la même entité imposable,
  - b) soit sur des entités imposables différentes qui ont l'intention, soit de régler les passifs et actifs d'impôts exigibles sur la base de leur montant net, soit de réaliser les actifs et de régler les passifs simultanément, lors de chaque exercice futur au cours duquel on s'attend à ce que des montants importants d'actifs ou de passifs d'impôts différés soient réglés ou récupérés.

Les crédits d'impôts sur revenus de créances et de portefeuilles titres, lorsqu'ils sont effectivement utilisés en règlement de l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice, sont comptabilisés dans la même rubrique que les produits auxquels ils se rattachent. La charge d'impôt correspondante est maintenue dans la rubrique « Impôts sur le bénéfice » du compte de résultat.

## **- Traitement des immobilisations (IAS 16, 36, 38 et 40)**

La Caisse régionale de Crédit Agricole Charente Périgord applique la méthode de comptabilisation des actifs par composants à l'ensemble de ses immobilisations corporelles. Conformément aux dispositions de la norme IAS 16, la base amortissable tient compte de l'éventuelle valeur résiduelle des immobilisations.

Les terrains sont enregistrés à leur coût d'acquisition, diminué des dépréciations éventuelles.

Les immeubles d'exploitation et de placement, ainsi que le matériel d'équipement sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constitués depuis leur mise en service.

Les logiciels acquis sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements ou des dépréciations constatés depuis leur date d'acquisition.



Les logiciels créés sont comptabilisés à leur coût de production diminué des amortissements ou des dépréciations constatés depuis leur date d'achèvement.

Outre les logiciels, les immobilisations incorporelles comprennent principalement les actifs acquis lors de regroupements d'entreprises résultant de droits contractuels (accord de distribution par exemple). Ceux-ci ont été évalués en fonction des avantages économiques futurs correspondants ou du potentiel des services attendus.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leurs durées estimées d'utilisation.

Les composants et durées d'amortissement suivants ont été retenus par la Caisse régionale de Charente Périgord suite à l'application de la comptabilisation des immobilisations corporelles par composants. Il convient de préciser que ces durées d'amortissement sont adaptées à la nature de la construction et à sa localisation:

Composant	Durée d'amortissement
Foncier	Non amortissable
Gros œuvre *	25 à 30 ans
Second œuvre	15 à 20 ans
Installations techniques	10 ans
Agencements	10 ans
Matériel	5 ans

\* Compte tenu de l'ancienneté du bâtiment du siège social de la Caisse régionale, La durée d'amortissement du gros œuvre est à 25 ans sur ce seul bâtiment.

Les amortissements dérogatoires, qui correspondent à des amortissements fiscaux et non à une dépréciation réelle de l'actif, sont annulés dans les comptes consolidés.

Les éléments dont dispose la Caisse régionale de Crédit Agricole Charente Périgord sur la valeur de ses immobilisations amortissables lui permettent de conclure que les tests de dépréciation ne conduiraient pas à la modification des valeurs inscrites au bilan.

### **- Opérations en devises (IAS 21)**

En application de la norme IAS 21, une distinction est effectuée entre les éléments monétaires et non monétaires.

A la date d'arrêté, les actifs et passifs monétaires libellés en monnaie étrangère sont convertis au cours de clôture dans la monnaie de fonctionnement du Groupe Crédit Agricole s.a. Les écarts de change résultant de cette conversion sont comptabilisés en résultat. Cette règle comporte deux exceptions :

- sur les actifs financiers disponibles à la vente, seule la composante de l'écart de change calculée sur le coût amorti est comptabilisée en résultat ; le complément est enregistré en capitaux propres ;
- les écarts de change sur les éléments désignés comme couverture de flux de trésorerie ou faisant partie d'un investissement net dans une entité étrangère sont comptabilisés en capitaux propres.

Les traitements relatifs aux éléments non monétaires diffèrent selon la nature de ces éléments :

- les éléments au coût historique sont évalués au cours de change du jour de la transaction ;
- les éléments à la juste valeur sont mesurés au cours de change à la date de clôture.

Les écarts de change sur éléments non monétaires sont comptabilisés :

- en résultat si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en résultat ;
- en capitaux propres si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en capitaux propres.

## - Commissions sur prestations de services (IAS 18)

Les produits et charges de commissions sont enregistrés en résultat en fonction de la nature des prestations auxquelles ils se rapportent :

- les commissions qui font partie intégrante du rendement d'un instrument financier sont comptabilisées comme un ajustement de la rémunération de cet instrument et intégrées à son taux d'intérêt effectif ;
- lorsque le résultat d'une transaction faisant intervenir une prestation de services peut être estimé de façon fiable, le produit des commissions associé à cette transaction est comptabilisé dans la rubrique « commissions » et en fonction du degré d'avancement de la transaction à la date de clôture :
  - a) les commissions perçues ou versées en rémunération de services ponctuels sont intégralement enregistrées en résultat.  
Les commissions à verser ou à recevoir sous condition de réalisation d'un objectif de performance sont comptabilisées uniquement si l'ensemble des conditions suivantes sont respectées :
    - i) le montant des commissions peut être évalué de façon fiable,
    - ii) il est probable que les avantages économiques associés à la prestation iront à l'entreprise,
    - iii) le degré d'avancement de la prestation peut être évalué de façon fiable, et les coûts encourus pour la prestation et les coûts pour achever celle-ci peuvent être évalués de façon fiable ;
  - b) les commissions rémunérant des services continus (commissions sur moyens de paiement, par exemple) sont, quant à elles, étalées en résultat sur la durée de la prestation rendue.

## - Contrats de location (IAS 17)

Conformément à la norme IAS 17, les opérations de location sont analysées selon leur substance et leur réalité financière. Elles sont comptabilisées selon les cas, soit en opérations de location simple, soit en opérations de location financière.

S'agissant d'opérations de location financière, elles sont assimilées à une acquisition d'immobilisation par le locataire, financée par un crédit accordé par le bailleur.

Dans les comptes du bailleur, l'analyse de la substance économique des opérations conduit à :

- constater une créance financière sur le client, amortie par les loyers perçus ;
- décomposer les loyers entre, d'une part les intérêts et, d'autre part l'amortissement du capital, appelé amortissement financier ;
- constater une réserve latente nette. Celle-ci est égale à la différence entre :
  - a) l'encours financier net : dette du locataire constituée du capital restant dû et des intérêts courus à la clôture de l'exercice,
  - b) la valeur nette comptable des immobilisations louées,
  - c) la provision pour impôts différés.

Dans les comptes du locataire, les contrats de location-financement font l'objet d'un retraitement qui conduit à la comptabilisation comme s'ils avaient été acquis à crédit, par la constatation d'une dette financière, l'enregistrement du bien acheté à l'actif de son bilan et l'amortissement de celui-ci.

En conséquence, dans le compte de résultat, la dotation théorique aux amortissements (celle qui aurait été constatée si le bien avait été acquis) ainsi que les charges financières (liées au financement du crédit) sont substituées aux loyers enregistrés.

S'agissant d'opérations de location simple, le preneur comptabilise les charges de paiement et le bailleur enregistre les produits réciproques correspondant aux loyers, ainsi que les biens loués à son actif.

## **- Actifs non courants destinés à être cédés et activités abandonnées (IFRS 5)**

Un actif non courant (ou un groupe destiné à être cédé) est considéré comme détenu en vue de la vente si sa valeur comptable est recouvrée principalement par le biais d'une vente plutôt que par l'utilisation continue.

Pour que tel soit le cas, l'actif (ou le groupe destiné à être cédé) doit être disponible en vue de la vente immédiate dans son état actuel et sa vente doit être hautement probable.

Les actifs et passifs concernés sont isolés au bilan sur les postes « Actifs non courants destinés à être cédés » et « Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés ».

Ces actifs non courants (ou un groupe destiné à être cédé) classés comme détenus en vue de la vente sont évalués au montant le plus bas entre leur valeur comptable et leur juste valeur diminuée des coûts de cession. En cas de moins-value latente, une dépréciation est enregistrée en résultat. Par ailleurs, ceux-ci cessent d'être amortis à compter de leur déclassement.

Si la juste valeur du groupe d'actifs destiné à être cédé diminuée des coûts de vente est inférieure à sa valeur comptable après dépréciation des actifs non courants, la différence est allouée aux autres actifs destinés à être cédés y compris les actifs financiers et est comptabilisé en résultat net des activités destinées à être cédées.

Est considérée comme activité abandonnée toute composante dont le Groupe s'est séparé ou qui est classée comme détenue en vue de la vente, et qui est dans une des situations suivantes :

- elle représente une ligne d'activité ou une région géographique principale et distincte ;
- elle fait partie d'un plan unique et coordonné pour se séparer d'une ligne d'activité ou d'une région géographique principale et distincte ; ou,
- elle est une filiale acquise exclusivement en vue de la revente.

Sont présentés sur une ligne distincte du compte de résultat :

- le résultat net après impôt des activités abandonnées jusqu'à la date de cession ;
- le profit ou la perte après impôt résultant de la cession ou de l'évaluation à la juste valeur diminuée des coûts de la vente des actifs et passifs constituant les activités abandonnées.

## **1.4. Principes et méthodes de consolidation (IAS 27, 28 et 31)**

### **- Périmètre de consolidation**

Les états financiers consolidés incluent les comptes de la Caisse régionale de Crédit Agricole Charente Périgord et ceux de toutes les sociétés sur lesquelles, selon les dispositions des normes IAS 27, IAS 28 et IAS 31, la Caisse régionale de Crédit Agricole Charente Périgord dispose d'un pouvoir de contrôle. Celui-ci est présumé lorsque la Caisse régionale de Crédit Agricole Charente Périgord détient, directement ou indirectement, au moins 20 % des droits de vote existants et potentiels.

- **Consolidation des Caisses régionales**

Les normes de consolidation existant dans le référentiel international, sont définies en référence à des groupes ayant des structures juridiques intégrant les notions classiques de société-mère et de filiales.

Le Groupe Crédit Agricole, qui repose sur une organisation mutualiste, ne s'inscrit pas directement et simplement dans le cadre de ces règles, compte tenu de sa structure dite de pyramide inversée.

Le Crédit Agricole Mutuel a été organisé, par la loi du 5 novembre 1894, qui a posé le principe de la création des Caisses locales de Crédit Agricole, la loi du 31 mars 1899 qui fédère les Caisses locales en Caisses régionales de Crédit Agricole et la loi du 5 août 1920 qui crée l'Office National du Crédit Agricole, transformé depuis en Caisse Nationale de Crédit Agricole, puis Crédit Agricole S.A., dont le rôle d'organe central a été rappelé et précisé par le Code Monétaire et financier.

Ces différents textes expliquent et organisent la communauté d'intérêts qui existent, au niveau juridique, financier, économique et politique, entre Crédit Agricole S.A., les Caisses régionales et les Caisses locales de Crédit Agricole Mutuel. Cette communauté repose, notamment, sur un même mécanisme de relations financières, sur une politique économique et commerciale unique, et sur des instances décisionnaires communes, constituant ainsi, depuis plus d'un siècle, le socle du groupe Crédit Agricole.

Ces différents attributs, déclinés au niveau régional et attachés à la communauté régionale du Crédit Agricole Charente Périgord représentent les éléments principaux qui caractérisent généralement la notion de société-mère : valeurs, objectifs et idéal communs, centralisation financière et prises de décisions politique commerciale communes, histoire partagée.

C'est pourquoi, en accord avec les autorités de régulation française, le Crédit Agricole a défini une société-mère conventionnelle et existant à deux niveaux, national et régional.

Cette maison-mère conventionnelle étant définie, le Groupe Crédit Agricole applique les normes de consolidation prévues dans le référentiel international.

La maison-mère conventionnelle régionale est constituée de la Caisse régionale de Charente Périgord et des 67 Caisses locales de Crédit Agricole Mutuel qui lui sont affiliées ; ses comptes sont constitués de l'agrégation des comptes de ces différentes entités après élimination des opérations réciproques

CAISSES LOCALES	Part de CR	PRESIDENTS	CAISSES LOCALES	Part de CR	PRESIDENTS
AIGRE Avenue du 8 Mai 16140 AIGRE	1,49%	Monsieur Pascal DENIS	VILLEFRANCHE-MONTPON Place Clémenceau 24700 MONTPON	1,43%	Monsieur Luc BUCHWALTER
BAIGNES Place des Halles 16360 BAIGNES	1,07%	Monsieur Bernard CELLOU	MUSSIDAN - VILLAMBLARD 17, rue Jean Jaures 24400 MUSSIDAN	1,64%	Monsieur Michel CAMPAGNAUD
BARBEZIEUX 40 Bld Chanzy 16300 BARBEZIEUX	3,70%	Monsieur Alain TESTAUD	NONTRON 12 av. Jules FERRY 24300 NONTRON	1,17%	Monsieur Michel COMBEAU
BLANZAC Route de Chalais 16250 BLANZAC	1,54%	Monsieur Eric BORDES	PIEGUT PLUVIERS 9, place de la République 24360 PIEGUT PLUVIERS	0,14%	Madame Danielle MARTIN
BROSSAC Place des marronniers 16480 BROSSAC	0,20%	Monsieur Laurent ARSICAUD	TERRASSON Place Voltaire 24120 TERRASSON	1,60%	Madame Liliane ROUDIER
CHABANAIS Route d'Angoulême 16150 CHABANAIS	1,81%	Madame Joëlle MICHAUD	THIVIERS 5, rue Jules Theulier 24800 THIVIERS	1,46%	Madame Christine BORELLA
CHALAIS Route de Barbezieux 16210 CHALAIS	1,27%	Monsieur Jean-Paul LETARD	VERGT Grand rue 24380 VERGT	1,03%	Monsieur Jean-Paul MONTORIOL
CHAMPAGNE MOUTON Le bourg 16420 CHAMPAGNE MOUTON	0,34%	Monsieur Didier CHAMBEAU	ST-CYPRIEN Rue Gambetta 24220 St CYPRIEN	0,54%	Monsieur Bruno LAJOINIE
COGNAC 61-65, avenue Victor Hugo 16100 COGNAC	6,34%	Monsieur Christian VALTAUD	EYMET 44, Bld National 24500 EYMET	0,99%	Monsieur Jean François DENOUX
CONFOLENS 15 av de la Libération 16500 CONFOLENS	2,71%	Monsieur Jean-Louis LABIOCHE	DES CONFLUENTS Place Léopold Salme 24260 LE BUGUE	1,29%	Monsieur Jean-Pierre COLET

JARNAC Rue Dogliani 16200 JARNAC	2,58%	Monsieur François RABY	EXCIDEUIL 6 Place du Chateau 24160 EXCIDEUIL	0,86%	Monsieur Patrice GAULIN a démissionné le 10/11/12. Intérim assuré par Jean François CLERGERIE
LA ROCHEFOUCAULD Bld du 11 Novembre 16110 LA ROCHEFOUCAULD	1,73%	Monsieur Marc ELLIES	BEAUMONT Avenue d'Alsace 24440 BEAUMONT	0,81%	Monsieur Benoît FAYOL
MANSLE 29, rue Grange du Chapitre 16230 MANSLE	1,34%	Monsieur Daniel RENOLLEAU	MAREUIL Place du marché 24340 MAREUIL	0,87%	Madame Sylvie LABORIE
MONTBRON Place de l'Hôtel de ville 16220 MONTBRON	1,55%	Monsieur Pierre AUPY	LA COQUILLE Place Boyer Laveyssière 24450 LA COQUILLE	1,18%	Monsieur Yves GAYOUT
MONTEMBOEUF Rue Laugierias 16310 MONTEMBOEUF	0,76%	Monsieur Sébastien DELAGE	LALINDE 40, rue Gabriel Péri 24150 LALINDE	0,89%	Monsieur Jean-Louis VINCENT
MONTMOREAU Route d'Angoulême 16190 MONTMOREAU	1,26%	Monsieur Eric GENDRON	ST-ASTIER Rue Viviani 24110 St ASTIER	1,20%	Monsieur Guy DEBREGEAS
ROUILLAC 57 av. Jean Monnet 16170 ROUILLAC	1,99%	Monsieur Jean-Michel GUINDANT	ISSIGEAC Place de Peyrat 24560 ISSIGEAC	0,81%	Monsieur Jean-Alain CONSOLI
RUFFEC 28, rue de l'Hôpital 16700 RUFFEC	1,71%	Monsieur Bertrand FRADIN	LA FORCE Avenue des Ducs 24130 LA FORCE	0,73%	Monsieur Jean-Louis ESCURPEYRAT
ST-AMANT DE BOIXE Place du Docteur Feuillet 16330 MONTIGNAC S/ CHARENTE	0,96%	Monsieur Pierre-Vincent NIVET	VELINES 8, rue Eugène Tricoche 33220 PORT STE FOY	2,04%	Monsieur Ghislain PANTAROTTO
SEGONZAC Place de l'Eglise 16130 SEGONZAC	3,23%	Madame Colette LAURICHESSE	LANOUAILLE 10 rue du Limousin 24270 LANOUAILLE	0,83%	Monsieur Jean Pierre CUBERTAFON
LAVALETTE 29 av. des maisons blanches 16320 MAGNAC LAVALETTE	1,52%	Madame Nadine MOREAU	SALIGNAC Place du Champs de Mars 24590 SALIGNAC	0,51%	Monsieur François SEEGERS
VILLEFAGNAN Place du Puits Gilbert 16240 VILLEFAGNAN	0,90%	Monsieur Théodore GASSELING	THENON 39 av. de la Libération 24210 THENON	0,54%	Monsieur Gaston GRAND
AUBETERRE ST-SEVERIN Rue St Jacques 16390 Aubeterre	0,26%	Madame Lucette TERRACOL	NEUVIC Place de l'Eglise 24190 NEUVIC	0,18%	Monsieur Philippe DUPONTEIL
ANGOUMOISINE 7, rue Jean Fougerat 16000 ANGOULEME	5,95%	Monsieur Christian PEYRAT	TRELISSAC 18, rue des Sauges 24750 TRELISSAC	0,59%	Monsieur Georges ROCHE

CHATEAUNEUF 1, Bld Gambetta 16120 CHATEAUNEUF	2,23%	Monsieur Claude PETINIOT	BASTIDES ET BESSEDE 21, Place d'armes 24170 BELVES	1,46%	Madame Sylvie DEJOS
ST-CLAUD CHASSENEUIL 18,Avenue de la République 16260 CHASSENEUIL	1,54%	Monsieur Arnold LOHUES	VERTEILLAC Place de la Mairie 24320 VERTEILLAC	0,73%	Monsieur Christophe MEGE
SOYAUX 2, Rue de l'Epargne 16800 SOYAUX	0,41%	Monsieur Jean-Pierre TRANCHET	SIGOULES 4 av. de la République 24680 GARDONNE	1,63%	Monsieur Philippe BEYLAT
LA COURONNE 32 bis, Rue de la Libération 16400 LA COURONNE	0,45%	Mademoiselle Arlette MOUTON	ST-AULAYE Av de du Périgord 24490 LA ROCHE CHALAIS	0,73%	Monsieur Pierre GENDREAU
HIERSAC Rue du Cerisier 16290 HIERSAC	0,86%	Monsieur Didier COUILLEBAUD	TOCANE Place des tilleuls 24350 TOCANE ST APRE	0,32%	Monsieur Patrick GERARD SAIGNE
RUELLE Rue Joliot Curie 16600 MAGNAC s/ TOUVRE	0,72%	Monsieur Alain LAGARDE			
BERGERAC Place du Marché Couvert 24100 BERGERAC	7,10%	Monsieur Daniel DOILLON			
PERIGUEUX 43 rue Pierre Semard 24000 PERIGUEUX	5,16%	Monsieur Claude LADOIRE			
RIBERAC 5-7, place Nationale 24600 RIBERAC	1,46%	Madame Annie MAZIERE			
SARLAT 39 avenue Gambetta 24200 SARLAT	2,19%	Madame Marie-Chantal GUEGUEN			
BRANTOME 8, place du marché 24310 BRANTOME	0,93%	Monsieur Jean-François LASMESURAS			
DAGLAN Quartier du pont 24250 DAGLAN	0,55%	Monsieur Philippe LAGARDE			
HAUTEFORT St Agnan d'Hautefort 24390 HAUTEFORT	0,82%	Monsieur Alain LARUE			
MONTIGNAC 1, Place du Dr Raffarin 24290 MONTIGNAC	1,14%	Madame Anne ROGER			

- **Notions de contrôle**

Conformément aux normes internationales, toutes les entités sous contrôle exclusif, sous contrôle conjoint ou sous influence notable sont consolidées, sous réserve que leur apport soit jugé significatif et qu'elles n'entrent pas dans le cadre des exclusions évoquées ci-après.

Le caractère significatif de cet impact est apprécié au travers de trois principaux critères exprimés en pourcentage du bilan, de la situation nette et du résultat consolidés.

Le contrôle exclusif est présumé exister lorsque la Caisse régionale de Crédit Agricole Charente Périgord détient, directement ou indirectement par l'intermédiaire de filiales, plus de la moitié des droits de vote existants ou potentiels d'une entité, sauf si dans des circonstances exceptionnelles, il peut être clairement démontré que cette détention ne permet pas le contrôle. Le contrôle exclusif existe également lorsque la Caisse régionale de Crédit Agricole Charente Périgord détient la moitié ou moins de la moitié des droits de vote, y compris potentiels, d'une entité mais dispose de la majorité des pouvoirs au sein des organes de direction.

Le contrôle conjoint s'exerce dans les co-entités au titre desquelles deux co-entrepreneurs ou plus sont liés par un apport contractuel établissant un contrôle conjoint.

L'influence notable résulte du pouvoir de participer aux politiques financière et opérationnelle d'une entreprise sans en détenir le contrôle. La Caisse régionale de Crédit Agricole Charente Périgord est présumée avoir une influence notable lorsqu'elle détient, directement ou indirectement par le biais de filiales, 20% ou plus des droits de vote dans une entité.

- **Consolidation des entités ad hoc**

La consolidation des entités ad-hoc et plus particulièrement des fonds sous contrôle exclusif, a été précisée par le SIC 12. En application de ce texte les OPCVM dédiés sont consolidés.

La Caisse régionale de Charente Périgord ne contrôle ou détient aucune entité de ce type.

- **Exclusions du périmètre de consolidation**

Conformément aux dispositions prévues par les normes IAS 28 § 1 et IAS 31 § 1, les participations minoritaires détenues par des entités de capital-risque sont exclues du périmètre de consolidation dans la mesure où elles sont classées en actifs financiers à la juste valeur par résultat soit par nature soit sur option.

### **- Méthodes de consolidation**

Les méthodes de consolidation sont fixées respectivement par les normes IAS 27, 28 et 31. Elles résultent de la nature du contrôle exercé par la Caisse régionale de Crédit Agricole Charente Périgord sur les entités consolidables, quelle qu'en soit l'activité et qu'elles aient ou non la personnalité morale :

- l'intégration globale, pour les entités sous contrôle exclusif, y compris les entités à structure de comptes différente, même si leur activité ne se situe pas dans le prolongement de celle de la Caisse régionale de Crédit Agricole Charente Périgord ;
- l'intégration proportionnelle, pour les entités sous contrôle conjoint, y compris les entités à structure de comptes différente, même si leur activité ne se situe pas dans le prolongement de celle de la Caisse régionale de Crédit Agricole Charente Périgord ;
- la mise en équivalence, pour les entités sous influence notable.

L'intégration globale consiste à substituer à la valeur des titres chacun des éléments d'actif et de passif de chaque filiale. La part des intérêts minoritaires dans les capitaux propres et dans le résultat apparaît distinctement au bilan et au compte de résultats consolidés.

Les intérêts minoritaires correspondent aux participations ne donnant pas le contrôle telles que définies par la norme IAS 27 et intègrent les instruments qui sont des parts d'intérêts actuelles et qui donnent droit à une quote-part de l'actif net en cas de liquidation et les autres instruments de capitaux propres émis par la filiale et non détenus par le Groupe.

L'intégration proportionnelle consiste à substituer à la valeur des titres dans les comptes de la société consolidante la fraction représentative de ses intérêts dans le bilan et le résultat de la société consolidée.

La mise en équivalence consiste à substituer à la valeur des titres la quote-part du Groupe dans les capitaux propres et le résultat des sociétés concernées.

La variation de la valeur comptable de ces titres tient compte désormais de l'évolution du goodwill.

## **- Retraitements et éliminations**

Les retraitements nécessaires à l'harmonisation des méthodes d'évaluation des sociétés consolidées sont effectués, sauf s'ils sont jugés non significatifs.

L'effet sur le bilan et le compte de résultat consolidés des opérations internes au Groupe est éliminé.

Les plus ou moins-values provenant de cessions d'actifs entre les entreprises consolidées sont éliminées ; les éventuelles dépréciations durables mesurées à l'occasion d'une cession interne sont constatées.

## **2. Informations significatives de l'exercice**

Le périmètre de consolidation et ses évolutions au 31 décembre 2012 sont présentés de façon détaillée à la fin des notes annexes en note 11.

### **2.1 Evènements significatifs de la période**

L'introduction, en mars 2009, de la valeur planchée dans la convention de liquidité visait implicitement l'exception de la norme IAS 39. Pour mémoire, le cours de Crédit Agricole SA était de 8€ au 31 décembre 2008 et de 8,3€ au 31 mars 2009.

Dans le contexte de la crise financière et de forte volatilité des cours de bourse des valeurs bancaires, débutée en 2008, le coût a été jugé comme le mieux à même pour refléter l'investissement pérenne des Caisses régionales dans la SAS RLB, l'objectif patrimonial de la détention de cette participation et la stabilité de la structure mutualiste du Groupe. La référence qui a été retenue a été celle du prix de revient du titre Crédit Agricole SA dans le bilan de la SAS RLB. C'est donc à ce prix de revient que les titres SAS RLB ont été valorisés depuis 2009 dans le bilan des Caisses régionales. Jusqu'au 30 septembre 2012, la juste valeur retenue était de 14€ pour un prix de revient moyen de Crédit Agricole SA de 12,35€. Ce traitement a eu pour effet de mouvementer les réserves OCI de la Caisse régionale pour tenir compte des variations de JV (montant net négatif de 2,5 M€).

En l'absence de transactions sur le titre entre les Caisses régionales, et dans un contexte de marché dégradé se traduisant par la baisse prolongée du cours de l'action Crédit Agricole SA, et compte tenu des éléments décrits ci-dessus, le groupe estime que la valeur jusque-là déterminée ne peut plus être considérée comme une juste valeur, au sens de la norme IAS 39.

Au 31 décembre 2012, les titres SAS La boétie conformément à la norme IAS 39-54, ne disposant pas d'une évaluation fiable de la juste valeur est comptabilisé, en application de la norme IAS 39.46.c, au coût.

La valeur comptable de SAS La boétie, évaluée à la juste valeur devient son nouveau coût soit 14€ par titres. La perte latente antérieure qui avait été comptabilisée directement en capitaux propres pour un montant de 2 504 milliers d'euros a été déclassée en résultat suite à la dépréciation constatée sur ces titres pour un montant de 9 888 milliers d'euros.

Conformément aux règles et principes comptables applicables aux dépréciations des titres décrites ci-dessus, le titre Sacam International a fait l'objet d'une dépréciation durable d'un montant de 7 573 milliers d'euros au cours de l'exercice 2012.

### **2.2 Principales opérations externes réalisées au cours de l'exercice**

Néant

### **2.3 Participations dans les entreprises mises en équivalence**

Néant

### **2.4 Opérations de titrisation et fonds dédiés**

Néant



## 2.5 Participations non consolidées

Ces titres enregistrés au sein du portefeuille « Actifs financiers disponibles à la vente », sont des titres à revenu variable représentatifs d'une fraction significative du capital des sociétés qui les ont émis et destinés à être détenus durablement

Au 31 décembre 2012, les principales participations non consolidées pour lesquelles le pourcentage de contrôle est supérieure à 20% ou dont elles dépassent le seuil de 3% de la valeur nette total au bilan des titres de participation non consolidés sont les suivantes :

- SEECAP qui a une valeur au bilan de 0 milliers d'euros et dont le pourcentage de détention dans le capital est de 75,64%. Non intégration dans le périmètre de consolidation car le montant de la participation ainsi que l'incidence potentielle sur le résultat ou les capitaux propres sont non significatifs.
- CHARENTE PERIGORD EXPANSION qui a une valeur au bilan de 1 500 milliers d'euros et dont le pourcentage de détention dans le capital est de 100 %. Non intégration dans le périmètre de consolidation car le montant de la participation ainsi que l'incidence potentielle sur le résultat ou les capitaux propres sont non significatifs.
- CHARENTE PERIGORD IMMOBILIER qui a une valeur au bilan de 7 710 milliers d'euros et dont le pourcentage de détention dans le capital est de 100 %. Non intégration dans le périmètre de consolidation car le montant de la participation ainsi que l'incidence potentielle sur le résultat ou les capitaux propres sont non significatifs.
- SAS RUE DE LA BOETIE qui a une valeur au bilan de 374 651 milliers d'euros et dont le pourcentage de détention dans le capital est de 2,21%.
- SACAM DEVELOPPEMENT qui a une valeur au bilan de 16 943 milliers d'euros et dont le pourcentage de détention dans le capital est de 2,22%.
- SACAM INTERNATIONAL qui a une valeur au bilan de 12 358 milliers d'euros et dont le pourcentage de détention dans le capital est de 2,21%.

## 3. *Gestion financière, exposition aux risques et politique de couverture*

La gestion du risque bancaire au sein de la Caisse régionale de Charente Périgord est assurée par le service «Management des Risques» qui est rattaché à la Direction générale. Il a pour mission de déployer un dispositif de pilotage et de contrôle permanent des risques :

- conforme à la réglementation bancaire et aux normes internes du groupe Crédit Agricole ;
- de nature à donner au Conseil d'administration, à la Direction générale, à Crédit Agricole s.a. et aux autorités de tutelle l'assurance d'un degré raisonnable de maîtrise des risques, de sécurité et de régularité des opérations.

Le service «Management des Risques» est garant de l'exhaustivité, de la réalité et de la pertinence du dispositif de pilotage et de contrôle des risques de la Caisse régionale de Charente Périgord, ainsi que de sa mise en œuvre effective.

La description du dispositif de gestion des risques figure désormais dans le rapport de gestion, chapitre «gestion du risque», comme le permet la norme IFRS 7. Les tableaux de ventilation comptables continuent néanmoins de figurer dans les états financiers.

### 3.1. **Risque de crédit**

Le risque de crédit se matérialise lorsqu'une contrepartie est dans l'incapacité de faire face à ses obligations et que celles-ci présentent une valeur d'inventaire positive dans les livres de la banque. Cette contrepartie peut être une banque, une entreprise industrielle et commerciale, un Etat et les diverses entités qu'il contrôle, un fonds d'investissement ou une personne physique.

L'engagement peut être constitué de prêts, titres de créances ou de propriété ou contrats d'échange de performance, garanties de bonne fin ou engagements confirmés non utilisés. Ce risque englobe également le risque de règlement livraison inhérent à toute transaction nécessitant un échange de flux (espèce ou matière) en dehors d'un système sécurisé de règlement.

Les objectifs, la gestion, la méthodologie, le dispositif de surveillance ainsi que les mécanismes de réduction des risques sont détaillés dans le rapport de gestion, paragraphe « Gestion du risque – Risque de crédit ».

### Exposition maximale au risque de crédit

L'exposition maximale au risque de crédit d'une entité correspond à la valeur brute comptable, nette de tout montant compensé et de toute perte de valeur comptabilisée.

(en milliers d'euros)	31/12/2012	31/12/2011
Actifs financiers à la juste valeur par le résultat (hors titres à revenu variable et actifs représentatifs de contrats en unités de compte)	67 459	66 477
Instruments dérivés de couverture	86 456	62 411
Actifs disponibles à la vente (hors titres à revenu variable)	89 457	55 030
Prêts et créances sur les établissements de crédit (hors opérations internes)	9 653	7 752
Prêts et créances sur la clientèle	5 750 236	5 627 839
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	175 455	216 193
<b>Exposition des engagements de bilan (nets de dépréciations)</b>	<b>6 178 716</b>	<b>6 035 702</b>
Engagements de financement donnés (hors opérations internes)	752 863	861 640
Engagements de garantie financière donnés (hors opérations internes)	86 085	76 113
Provisions - Engagements par signature	-2 276	-2 343
<b>Exposition des engagements hors bilan (nets de provisions)</b>	<b>836 672</b>	<b>935 410</b>
<b>Exposition maximale au risque de crédit</b>	<b>7 015 388</b>	<b>6 971 112</b>

Le montant des garanties et autres rehaussements de crédits reçus s'élèvent à :

(en milliers d'euros)	31/12/2012	31/12/2011
Prêts et créances sur les établissements de crédit (hors opérations internes)	770 229	686 34
Prêts et créances sur la clientèle		
Engagements de financement donnés (hors opérations internes)		200 000
Engagements de garantie donnés (hors opérations internes)	14 698	12 634

### Concentrations par agent économique de l'activité de crédit

**Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle par agent économique (hors opérations internes au crédit agricole) :**

(en milliers d'euros)	31/12/2012				
	Encours bruts	dont encours bruts dépréciés sur base individuelle	Dépréciations individuelles	Dépréciations collectives	Total
Administrations centrales	0				0
Banques centrales					0
Etablissements de crédit	9 653				9 653
Institutions non établissements de crédit	1 046 784	2 422	-1 322		1 045 462
Grandes entreprises	1 084 416	52 612	-35 047	-5 233	1 044 136
Clientèle de détail	3 778 637	113 611	-65 942	-52 057	3 660 638
<b>Total * Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle</b>	<b>5 919 490</b>	<b>168 645</b>	<b>-102 311</b>	<b>-57 290</b>	<b>5 759 889</b>

\* Dont encours clientèle sains restructurés (non dépréciés) pour 23 001 milliers d'euros

(en milliers d'euros)	31/12/2011				
	Encours bruts	dont encours bruts dépréciés sur base individuelle	Dépréciations individuelles	Dépréciations collectives	Total
Administrations centrales	0				0
Banques centrales					0
Etablissements de crédit	7 752				7 752
Institutions non établissements de crédit	1 017 823	479	-199		1 017 624
Grandes entreprises	1 130 737	53 417	-34 819	-35 717	1 060 201
Clientèle de détail	3 479 279	103 326	-61 204	-17 995	3 400 080
<b>Total * Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle</b>	<b>5 635 591</b>	<b>157 222</b>	<b>-96 222</b>	<b>-53 712</b>	<b>5 485 657</b>

\* Dont encours clientèle sains restructurés (non dépréciés) pour 20 164 milliers d'euros

**Engagements donnés en faveur de la clientèle par agent économique :**

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2012	31/12/2011
<b>Engagements de financement en faveur de la clientèle</b>		
Administrations centrales	0	0
Institutions non établissements de crédit	95 069	169 047
Grandes entreprises	285 762	329 794
Clientèle de détail	372 031	362 798
<b>Total Engagements de financement</b>	<b>752 862</b>	<b>861 639</b>
<b>Engagements de garantie en faveur de la clientèle</b>		
Administrations centrales	0	0
Institutions non établissements de crédit	1 263	1 166
Grandes entreprises	51 671	34 846
Clientèle de détail	47 845	52 735
<b>Total Engagements de garantie</b>	<b>100 779</b>	<b>88 747</b>

**Dettes envers la clientèle par agent économique**

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2012	31/12/2011
Administrations centrales	2 806	15
Institutions non établissements de crédit	12 952	1 458
Grandes entreprises	520 853	453 919
Clientèle de détail	1 656 327	1 494 949
<b>Total Dettes envers la clientèle</b>	<b>2 192 938</b>	<b>1 950 341</b>

**Concentrations par zone géographique de l'activité de crédit****Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle par zone géographique (hors opérations internes au Crédit Agricole)**

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2012				
	Encours bruts	dont encours bruts dépréciés sur base individuelle	Dépréciations individuelles	Dépréciations collectives	Total
France (y compris DOM-TOM)	5 888 793	165 339	100 484	57 290	5 731 019
Autres pays de l'UE	19 983	2 505	1 410		18 573
Autres pays d'Europe	2 190	72	23		2 167
Amérique du Nord	2 361	331	257		2 104
Amériques Centrale et du Sud	734	76	24		710
Afrique et Moyen Orient	2 652				2 652
Asie et Océanie (hors Japon)	2 777	322	113		2 664
Japon					0
Organismes supranationaux					0
<b>Total * Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle</b>	<b>5 919 490</b>	<b>168 645</b>	<b>102 311</b>	<b>57 290</b>	<b>5 759 889</b>

\* Dont encours clientèle sains restructurés (non dépréciés) pour 23 001 milliers d'euros

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2011				
	Encours bruts	dont encours bruts dépréciés sur base individuelle	Dépréciations individuelles	Dépréciations collectives	Total
France (y compris DOM-TOM)	5 754 302	154 275	94 764	53 712	5 605 826
Autres pays de l'UE	21 464	2 210	1 065		20 399
Autres pays d'Europe	1 248	72	26		1 222
Amérique du Nord	2 625	343	256		2 369
Amériques Centrale et du Sud	834				834
Afrique et Moyen Orient	2 480				2 480
Asie et Océanie (hors Japon)	2 574	324	114		2 460
Japon					0
Organismes supranationaux					0
<b>Total * Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle</b>	<b>5 785 527</b>	<b>157 224</b>	<b>96 225</b>	<b>53 712</b>	<b>5 635 590</b>

\* Dont encours clientèle sains restructurés (non dépréciés) pour 20 164 milliers d'euros

### Engagements donnés en faveur de la clientèle par zone géographique :

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2012	31/12/2011
<b>Engagements de financement en faveur de la clientèle</b>		
France (y compris DOM-TOM)	752 021	860 564
Autres pays de l'UE	489	841
Autres pays d'Europe	19	10
Amérique du Nord	28	24
Amériques Centrale et du Sud	68	114
Afrique et Moyen Orient	202	55
Asie et Océanie (hors Japon)	35	29
Japon		
<b>Total Engagements de financement</b>	<b>752 862</b>	<b>861 640</b>
<b>Engagements de garantie en faveur de la clientèle</b>		
France (y compris DOM-TOM)	100 779	88 747
Autres pays de l'UE		
Autres pays d'Europe		
Amérique du Nord		
Amériques Centrale et du Sud		
Afrique et Moyen Orient		
Asie et Océanie (hors Japon)		
Japon		
<b>Total Engagements de garantie</b>	<b>100 779</b>	<b>88 747</b>

### Dettes envers la clientèle par zone géographique

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2012	31/12/2011
France (y compris DOM-TOM)	2 167 002	1 928 430
Autres pays de l'UE	18 059	14 973
Autres pays d'Europe	2 299	1 282
Amérique du Nord	2 859	3 087
Amériques Centrale et du Sud	401	195
Afrique et Moyen Orient	1 262	1 424
Asie et Océanie (hors Japon)	1 011	935
Japon	45	15
Organismes supra-nationaux		
<b>Valeur au bilan</b>	<b>2 192 938</b>	<b>1 950 341</b>

**Informations sur les actifs financiers en souffrance ou dépréciés individuellement**  
**Actifs financiers en souffrance ou dépréciés individuellement par agent économique**

	31/12/2012						31/12/2012
	Ventilation par ancienneté d'impayé des encours en souffrance					Valeur nette comptable des actifs dépréciés individuellement	
	≤ 90 jours	> 90 jours ≤ 180 jours	> 180 jours ≤ 1 an	> 1 an	Valeur comptable des actifs financiers en souffrance		
<i>(en milliers d'euros)</i>							
Instruments de capitaux propres						402 352	31 894
Instruments de dette	0	0	0	0	0	0	
Administrations centrales					0		
Banques centrales					0		
Établissements de crédit					0		
Institutions non établissements de crédit					0		
Grandes entreprises					0		
Clientèle de détail					0		
Prêts et avances	264 620	1 519			266 139	66 334	159 601
Administrations centrales							
Banques centrales							
Établissements de crédit							
Institutions non établissements de crédit	143 103				143 103	1 100	1 322
Grandes entreprises	64 142				64 142	17 565	40 280
Clientèle de détail	57 375	1 519			58 894	47 669	117 999
<b>Total Actifs financiers en souffrance ou dépréciés individuellement</b>	<b>264 620</b>	<b>1 519</b>			<b>266 139</b>	<b>468 686</b>	<b>191 495</b>
Garanties non affectées							

	31/12/2011						31/12/2011	
	Ventilation par ancienneté d'impayé des encours en souffrance					Valeur nette comptable des actifs dépréciés individuellement		Dépréciations d'actifs financiers individuellement et collectivement testés
	≤ 90 jours	> 90 jours ≤ 180 jours	> 180 jours ≤ 1 an	> 1 an	Valeur comptable des actifs financiers en souffrance			
<i>(en milliers d'euros)</i>								
Instruments de capitaux propres						7 610	10 033	
Instruments de dette	0	0	0	0	0	0		
Administrations centrales					0			
Banques centrales					0			
Etablissements de crédit					0			
Institutions non établissements de crédit					0			
Grandes entreprises					0			
Clientèle de détail					0			
Prêts et avances	192 968	2 134			195 102	61 000	149 934	
Administrations centrales								
Banques centrales								
Etablissements de crédit								
Institutions non établissements de crédit	109 694				109 694	280	199	
Grandes entreprises	30 729	51			30 780	18 598	70 536	
Clientèle de détail	52 545	2 083			54 628	42 122	79 199	
<b>Total Actifs financiers en souffrance ou dépréciés individuellement</b>	<b>192 968</b>	<b>2 134</b>			<b>195 102</b>	<b>68 610</b>	<b>159 967</b>	
Garanties non affectées								

## Opérations sur instruments dérivés – Risque de contrepartie

Le risque de contrepartie sur instruments dérivés est établi à partir de la valeur de marché et du risque de crédit potentiel, calculé et pondéré selon les normes prudentielles.

Pour information, les effets des accords de compensation et de collatéralisation, qui réduisent ce risque, sont également présentés.

	31/12/2012		31/12/2011	
	Valeur de marché	Risque de crédit potentiel *	Valeur de marché	Risque de crédit potentiel *
<i>(en milliers d'euros)</i>				
Risques sur les gouvernements et banques centrales de l'OCDE et organismes assimilés				
Risques sur les établissements financiers de l'OCDE et organismes assimilés	28 185	15 186	16 860	20 529
Risques sur les autres contreparties	8 771	836	6 842	5 917
<b>Total Risques de contreparties</b>	<b>36 956</b>	<b>16 022</b>	<b>23 702</b>	<b>26 446</b>
Risques sur contrats de :				
- taux d'intérêt, change et matières premières	36 885	14 534	21 705	24 958
- dérivés actions et sur indices	71	1 488	1 997	1 488
- dérivés de crédit				
<b>Total Risques sur contrats</b>	<b>36 956</b>	<b>16 022</b>	<b>23 702</b>	<b>26 446</b>
<b>Incidence des accords de compensation et de collatéralisation</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total après effets des accords de compensation et de collatéralisation</b>	<b>36 956</b>	<b>16 022</b>	<b>23 702</b>	<b>26 446</b>

\* calculé selon les normes prudentielles Bâle 2

Les contrats conclus entre membres du réseau sont exclus, car ils ne présentent pas de risque de contrepartie.

### 3.2. Risque de marché

Le dispositif de surveillance, la méthodologie de mesure ainsi que d'encadrement des risques, et enfin l'exposition sont détaillés dans le rapport de gestion, paragraphe « Gestion du risque – Risque de marchés ».

**Le risque de marché** représente le risque d'incidences négatives sur le compte de résultat ou sur le bilan, de fluctuations défavorables de la valeur des instruments financiers à la suite de la variation des paramètres de marché notamment :

- les taux d'intérêts : le risque de taux correspond au risque de variation de juste valeur ou au risque de variation de flux de trésorerie futurs d'un instrument financier du fait de l'évolution des taux d'intérêt.
- les taux de change : le risque de change correspond au risque de variation de juste valeur d'un instrument financier du fait de l'évolution du cours d'une devise.
- les prix : le risque de prix résulte de la variation de prix et de volatilité des actions et des matières premières, des paniers d'actions ainsi que des indices sur actions. Sont notamment soumis à ce risque les titres à revenu variable, les dérivés actions et les instruments dérivés sur matières premières.

## Opérations sur instruments dérivés : analyse par durée résiduelle

La ventilation des valeurs de marché des instruments dérivés est présentée par maturité contractuelle résiduelle.

Instruments dérivés de couverture – juste valeur actif :

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2012						31/12/2011	
	Opérations sur Marchés Organisés			Opérations de gré à gré			Total en valeur de marché	Total en valeur de marché
	≤1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	≤1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans		
<u>Instruments de taux d'intérêt :</u>	0	0	0	211	22 270	63 975	86 456	62 411
. Futures								
. FRA								
. Swaps de taux d'intérêts				211	22 270	63 975	86 456	62 411
. Options de taux								
. Caps-floors-collars								
. Autres instruments conditionnels								
<u>Instruments de devises et or :</u>	0	0	0	0	0	0	0	0
. Opérations fermes de change								
. Options de change								
<u>Autres instruments :</u>	0	0	0	0	0	0	0	0
. Dérivés sur actions & indices boursiers								
. Dérivés sur métaux précieux								
. Dérivés sur produits de base								
. Dérivés de crédits								
. Autres								
<b>Sous total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>211</b>	<b>22 270</b>	<b>63 975</b>	<b>86 456</b>	<b>62 411</b>
. Opérations de change à terme								
<b>Total Juste valeur des instruments dérivés de couverture - Actif</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>211</b>	<b>22 270</b>	<b>63 975</b>	<b>86 456</b>	<b>62 411</b>



Instruments dérivés de couverture – juste valeur passif :

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2012						31/12/2011	
	Opérations sur Marchés Organisés			Opérations de gré à gré			Total en valeur de marché	Total en valeur de marché
	≤1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	≤1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans		
<b>Instruments de taux d'intérêt :</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>7 577</b>	<b>37 912</b>	<b>4 339</b>	<b>49 828</b>	<b>40 671</b>
. Futures								
. FRA								
. Swaps de taux d'intérêts				7 577	37 912	4 339	49 828	40 671
. Options de taux								
. Caps-floors-collars								
. Autres instruments conditionnels								
<b>Instruments de devises et or :</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
. Opérations fermes de change								
. Options de change								
<b>Autres instruments :</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
. Dérivés sur actions & indices boursiers								
. Dérivés sur métaux précieux								
. Dérivés sur produits de base								
. Dérivés de crédits								
. Autres								
<b>Sous total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>7 577</b>	<b>37 912</b>	<b>4 339</b>	<b>49 828</b>	<b>40 671</b>
. Opérations de change à terme								
<b>Total Juste valeur des instruments dérivés de couverture - Passif</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>7 577</b>	<b>37 912</b>	<b>4 339</b>	<b>49 828</b>	<b>40 671</b>

Instruments dérivés de transaction – juste valeur actif :

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2012						31/12/2011	
	Opérations sur Marchés Organisés			Opérations de gré à gré			Total en valeur de marché	Total en valeur de marché
	≤1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	≤1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans		
<b>Instruments de taux d'intérêt :</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>110</b>	<b>5 937</b>	<b>3 434</b>	<b>9 481</b>	<b>9 580</b>
. Futures								
. FRA								
. Swaps de taux d'intérêts				31	5 937	3 434	9 402	7 570
. Options de taux				71			71	1 997
. Caps-floors-collars				8			8	13
. Autres instruments conditionnels								
<b>Instruments de devises et or :</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
. Opérations fermes de change								
. Options de change								
<b>Autres instruments :</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
. Dérivés sur actions & indices boursiers								
. Dérivés sur métaux précieux								
. Dérivés sur produits de base								
. Dérivés de crédits								
. Autres								
<b>Sous total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>110</b>	<b>5 937</b>	<b>3 434</b>	<b>9 481</b>	<b>9 580</b>
. Opérations de change à terme								
<b>Total Juste valeur des instruments dérivés de transaction - Actif</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>110</b>	<b>5 937</b>	<b>3 434</b>	<b>9 481</b>	<b>9 580</b>

Instruments dérivés de transaction – juste valeur passif :

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2012						31/12/2011	
	Opérations sur Marchés Organisés			Opérations de gré à gré			Total en valeur de marché	Total en valeur de marché
	≤1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans	≤1 an	> 1 an ≤ 5 ans	> 5 ans		
<b>Instruments de taux d'intérêt :</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>39</b>	<b>5 783</b>	<b>3 330</b>	<b>9 152</b>	<b>7 617</b>
. Futures								
. FRA								
. Swaps de taux d'intérêts				31	5 783	3 330	9 144	7 604
. Options de taux								
. Caps-floors-collars				8			8	13
. Autres instruments conditionnels								
<b>Instruments de devises et or :</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
. Opérations fermes de change								
. Options de change								
<b>Autres instruments :</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
. Dérivés sur actions & indices boursiers								
. Dérivés sur métaux précieux								
. Dérivés sur produits de base								
. Dérivés de crédits								
. Autres								
<b>Sous total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>39</b>	<b>5 783</b>	<b>3 330</b>	<b>9 152</b>	<b>7 617</b>
. Opérations de change à terme								
<b>Total Juste valeur des instruments dérivés de transaction - Passif</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>39</b>	<b>5 783</b>	<b>3 330</b>	<b>9 152</b>	<b>7 617</b>

**Opérations sur instruments dérivés : montant des engagements**

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2012	31/12/2011
	Total encours notionnel	Total encours notionnel
<b>Instruments de taux d'intérêt :</b>	<b>2 392 724</b>	<b>2 360 656</b>
. Futures		
. FRA		
. Swaps de taux d'intérêts	2 384 495	2 351 805
. Options de taux		
. Caps-floors-collars	8 229	8 851
. Autres instruments conditionnels		
<b>Instruments de devises et or :</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
. Opérations fermes de change		
. Options de change		
<b>Autres instruments :</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
. Dérivés sur actions & indices boursiers		
. Dérivés sur métaux précieux		
. Dérivés sur produits de base		
. Dérivés de crédits		
. Autres		
<b>Sous total</b>	<b>2 392 724</b>	<b>2 360 656</b>
. Opérations de change à terme	8 171	9 646
<b>Total Notionnels</b>	<b>2 400 895</b>	<b>2 370 302</b>

### Risque de change

Le risque de change est détaillé dans le rapport de gestion dans le paragraphe « gestion du risque ».

#### Contribution des différentes devises au bilan consolidé

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2012		31/12/2011	
	Actif	Passif	Actif	Passif
EUR	7 712 094	7 712 094	7 471 325	7 471 325
Autres devises de l'UE	301	301	411	411
USD	1 960	1 960	6 279	6 279
JPY	533	533	60 671	60 671
Autres devises	647	647	417	417
<b>Total bilan</b>	<b>7 715 535</b>	<b>7 715 535</b>	<b>7 539 103</b>	<b>7 539 103</b>

#### Détail des emprunts obligataires et des dettes subordonnées par monnaie d'émission (hors dettes rattachées)

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2012			31/12/2011		
	Emprunts obligataires	Dettes subordonnées à durée déterminée	Dettes subordonnées à durée indéterminée	Emprunts obligataires	Dettes subordonnées à durée déterminée	Dettes subordonnées à durée indéterminée
EUR	0	62 022	0	0	71 173	0
Autres devises de l'UE	0	0	0	0	0	0
USD	0	0	0	0	0	0
JPY	0	0	0	0	0	0
Autres devises	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>62 022</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>71 173</b>	<b>0</b>

### 3.3. Risque de liquidité et de financement

Le **risque de liquidité et de financement** désigne la possibilité de subir une perte si l'entreprise n'est pas en mesure de respecter ses engagements financiers en temps opportun et à des prix raisonnables lorsqu'ils arrivent à échéance.

Ces engagements comprennent notamment les obligations envers les déposants et les fournisseurs, ainsi que les engagements au titre d'emprunts et de placement.

#### Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle par durée résiduelle

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2012					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminé	Total
Prêts et créances émis sur les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	70 998	34 849	343 241	325 767	5 027	779 882
Prêts et créances émis sur la clientèle (dont location financement)	656 660	648 825	1 949 223	2 653 311	1 818	5 909 837
<b>Total</b>	<b>727 658</b>	<b>683 674</b>	<b>2 292 464</b>	<b>2 979 078</b>	<b>6 845</b>	<b>6 689 719</b>
<b>Dépréciations</b>						-159 601
<b>Total Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle</b>						<b>6 530 118</b>

	31/12/2011					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminé	Total
<i>(en milliers d'euros)</i>						
Prêts et créances émis sur les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	155 896	86 959	189 911	256 295		699 137
Prêts et créances émis sur la clientèle (dont location financement)	586 775	670 542	1 924 321	2 594 317		5 777 773
<b>Total</b>	<b>742 671</b>	<b>757 501</b>	<b>2 124 308</b>	<b>2 852 430</b>		<b>6 476 910</b>
<b>Dépréciations</b>						-149 934
<b>Total Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle</b>						<b>6 326 976</b>

### Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle par durée résiduelle

	31/12/2012					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminé	Total
<i>(en milliers d'euros)</i>						
Dettes envers les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	807 651	771 437	1 165 351	843 893		3 588 332
Dettes envers la clientèle	1 730 759	104 338	240 653	117 188		2 192 938
<b>Total Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle</b>	<b>2 538 410</b>	<b>875 775</b>	<b>1 406 004</b>	<b>961 081</b>	<b>0</b>	<b>5 781 270</b>

	31/12/2011					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminé	Total
<i>(en milliers d'euros)</i>						
Dettes envers les établissements de crédit (y compris opérations internes au Crédit Agricole)	712 741	1 016 291	1 181 705	904 740		3 815 477
Dettes envers la clientèle	1 697 147	43 063	131 166	78 965		1 950 341
<b>Total Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle</b>	<b>2 409 888</b>	<b>1 059 354</b>	<b>1 312 871</b>	<b>983 705</b>	<b>0</b>	<b>5 765 818</b>

### Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées

	31/12/2012					
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminé	Total
<i>(en milliers d'euros)</i>						
<b>Dettes représentées par un titre</b>						
Bons de caisse	494	249	3 000			3 743
Titres du marché interbancaire						0
Titres de créances négociables :	169 149	367 555	20 000	26 500		583 204
Emprunts obligataires						0
Autres dettes représentées par un titre						0
<b>Total Dettes représentées par un titre</b>	<b>169 643</b>	<b>367 804</b>	<b>23 000</b>	<b>26 500</b>	<b>0</b>	<b>586 947</b>
<b>Dettes subordonnées</b>						
Dettes subordonnées à durée déterminée		205	42 016	20 006		62 227
Dettes subordonnées à durée indéterminée						0
Dépôt de garantie à caractère mutuel						0
Titres et emprunts participatifs						0
<b>Total Dettes subordonnées</b>	<b>0</b>	<b>205</b>	<b>42 016</b>	<b>20 006</b>	<b>0</b>	<b>62 227</b>

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2011					Total
	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Indéterminé	
<b>Dettes représentées par un titre</b>						
Bons de caisse	201	439				640
Titres du marché interbancaire						0
Titres de créances négociables :	345 478	77 502	20 314	26 418		469 712
Emprunts obligataires						0
Autres dettes représentées par un titre						0
<b>Total Dettes représentées par un titre</b>	<b>345 679</b>	<b>77 941</b>	<b>20 314</b>	<b>26 418</b>	<b>0</b>	<b>470 352</b>
<b>Dettes subordonnées</b>						
Dettes subordonnées à durée déterminée		9 366	35 000	27 026		71 392
Dettes subordonnées à durée indéterminée						0
Dépôt de garantie à caractère mutuel						0
Titres et emprunts participatifs						0
<b>Total Dettes subordonnées</b>	<b>0</b>	<b>9 366</b>	<b>35 000</b>	<b>27 026</b>	<b>0</b>	<b>71 392</b>

### Garanties financières en risque données par maturité attendue

La Caisse régionale n'a pas de montant attendu d'appel des garanties financières en risque, c'est-à-dire qui ont fait l'objet de provision ou qui sont sous surveillance.

Les échéances contractuelles des instruments dérivés sont présentées dans la note 3.2 «Risque de marché».

### **3.4. Couverture des risques de flux de trésorerie et de juste valeur sur taux d'intérêts et de change**

Les instruments financiers dérivés utilisés dans le cadre d'une **relation de couverture** sont désignés en fonction de l'objectif poursuivi

- de couverture de valeur,
- de couverture de résultats futurs,
- de couverture d'un investissement net en devise.

Chaque relation de couverture fait l'objet d'une documentation formelle décrivant la stratégie, l'instrument couvert et l'instrument de couverture ainsi que la méthodologie d'appréciation de l'efficacité.

### Couverture de juste valeur

Les couvertures de juste valeur modifient le risque induit par les variations de juste valeur d'un instrument à taux fixe causées par des changements de taux d'intérêts. Ces couvertures transforment des actifs ou des passifs à taux fixe en éléments à taux variables.

Les couvertures de juste valeur comprennent notamment la couverture de prêts, de titres, de dépôts et de dettes subordonnées à taux fixe.

### Instrumentes dérivés de couverture

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2012			31/12/2011		
	Valeur marché		Montant Notionnel	Valeur marché		Montant Notionnel
	positive	négative		positive	négative	
<b>Couverture de juste valeur</b>	<b>86 456</b>	<b>49 828</b>	<b>2 080 792</b>	<b>62 411</b>	<b>40 671</b>	<b>2 080 000</b>
Taux d'intérêt	86 456	49 828	2 080 792	62 411	40 671	2 080 000
Capitaux propres						
Change						
Crédit						
Matières premières						
Autres						
<b>Couverture de flux de trésorerie</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Taux d'intérêt						
Capitaux propres						
Change						
Crédit						
Matières premières						
Autres						
<b>Couverture d'investissements nets dans une activité à l'étranger</b>						
<b>Total Instruments dérivés de couverture</b>	<b>86 456</b>	<b>49 828</b>	<b>2 080 792</b>	<b>62 411</b>	<b>40 671</b>	<b>2 080 000</b>

### 3.5. Risques opérationnels

Le risque opérationnel correspond à la possibilité de subir une perte découlant d'un processus interne défaillant ou d'un système inadéquat, d'une erreur humaine ou d'un événement externe qui n'est pas lié à un risque de crédit, de marché ou de liquidité.

Les objectifs, la gestion, la méthodologie ainsi que l'assurance et la couverture du risque sont détaillés dans le rapport de gestion.

### 3.6. Gestion du capital et ratios réglementaires

L'amendement de la norme IAS 1 adopté par l'Union européenne le 11 janvier 2006 prévoit des informations sur le capital et sa gestion. L'objectif de l'amendement est de fournir au lecteur des informations sur les objectifs, politiques et procédures de gestion du capital de l'émetteur. A ce sujet, des informations de nature qualitative et quantitative sont requises en annexe et notamment : données chiffrées récapitulatives sur les éléments gérés en tant que capital, description des éventuelles contraintes externes auxquelles l'entreprise est soumise au titre de son capital (par exemple du fait d'obligations réglementaires), indication ou non du respect des contraintes réglementaires et en cas de défaut de respect, une indication des conséquences qui en découlent.

Conformément à la réglementation prudentielle bancaire qui transpose en droit français les directives européennes « adéquation des fonds propres des entreprises d'investissement et des établissements de crédit » et « conglomerats financiers », la Caisse régionale de Crédit Agricole Charente Périgord est soumise au respect du ratio de solvabilité et des ratios relatifs à la liquidité, la division des risques ou les équilibres de bilan.

La gestion des fonds propres de la Caisse régionale de Crédit Agricole Charente Périgord est conduite de façon à respecter les niveaux de fonds propres prudentiels au sens du règlement 90-02 et exigés par l'Autorité de contrôle prudentiel afin de couvrir les risques pondérés au titre des risques de crédit, des risques opérationnels et des risques de marché.

L'arrêté du 20 février 2007 transpose dans la réglementation française le dispositif européen CRD (Capital Requirements Directive) (2006-48-CE et 2006-49 CE). Le texte définit les « exigences de fonds propres applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement » et les modalités de calcul du ratio de solvabilité à compter du 1er janvier 2008.

Conformément à ces dispositions, la Caisse régionale de Crédit Agricole Charente Périgord a intégré dès 2007, dans la gestion des fonds propres et des risques, les impacts liés au passage à la nouvelle directive européenne CRD.

Toutefois, le régulateur a maintenu jusqu'au 31 décembre 2011 les exigences additionnelles de fonds propres au titres des niveaux planchers (l'exigence Bâle II ne pouvant être inférieure à 80% de l'exigence en fonds propres Bâle I). En 2012, le niveau plancher a été supprimé cependant l'information relative aux exigences Bâle 1 reste obligatoire.

Les fonds propres sont répartis en trois catégories :

- les fonds propres durs (Tier 1) déterminés à partir des capitaux propres du groupe et retraités notamment des gains et pertes latents,
- les fonds propres complémentaires (Tier 2), limités à 100% du montant des fonds propres de base et composés principalement des dettes subordonnées,
- les fonds propres sur-complémentaires admis au ratio (Tier 3) composés principalement de dettes subordonnées à maturité plus courte.

Les déductions relatives notamment aux participations dans d'autres établissements de crédit viennent minorer le total de ces fonds propres et s'imputent désormais directement sur les montants du Tier 1 et du Tier 2, conformément à la réglementation.

Niveau des fonds propres prudentiels calculés conformément à la réglementation :

	31/12/2012	31/12/2011
Fonds propres de base (tiers 1)	951 968	558 871
Fonds propres complémentaires (tiers 2)	667 657	
Fonds propres sur-complémentaires (tiers 3)		
Valeur de mise en équivalence des titres des sociétés d'assurances (si concerné)		
<b>Total des fonds propres prudentiels</b>	<b>624 404</b>	<b>558 871</b>

En application de la réglementation, la Caisse régionale Charente Périgord doit respecter en permanence un ratio de fonds propres de base égal au moins à 4% et un ratio de solvabilité de 8%.

En 2012 comme en 2011, la Caisse régionale Charente Périgord a répondu aux exigences réglementaires.

## 4. Notes relatives au compte de résultat

### 4.1. Produits et Charges d'intérêts

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2012	31/12/2011
Sur opérations avec les établissements de crédit	4 911	6 858
Sur opérations internes au Crédit Agricole	30 595	19 394
Sur opérations avec la clientèle	210 282	213 899
Intérêts courus et échus sur actifs financiers disponibles à la vente	159	188
Intérêts courus et échus sur actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	8 122	9 374
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	24 422	29 875
Sur opérations de location-financement		
Autres intérêts et produits assimilés	12	12
<b>Produits d'intérêts (1) (2)</b>	<b>278 503</b>	<b>279 600</b>
Sur opérations avec les établissements de crédit	-4 715	-6 022
Sur opérations internes au Crédit Agricole	-88 850	-97 004
Sur opérations avec la clientèle	-17 096	-9 241
Sur dettes représentées par un titre	-5 730	-9 687
Sur dettes subordonnées	-3 111	-3 126
Intérêts courus et échus des instruments de couverture	-24 145	-25 958
Sur opérations de location-financement		
Autres intérêts et charges assimilées	-1	0
<b>Charges d'intérêts</b>	<b>-143 648</b>	<b>-151 038</b>

(1) dont 4 282 milliers d'euros sur créances dépréciées individuellement au 31 décembre 2012 contre 3 769 milliers d'euros au 31 décembre 2011.

(2) dont 6 293 milliers d'euros correspondant à des bonifications reçues de l'Etat au 31 décembre 2012 contre 6 036 milliers d'euros au 31 décembre 2011

## 4.2. Commissions nettes

	31/12/2012			31/12/2011		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
<i>(en milliers d'euros)</i>						
Sur opérations avec les établissements de crédit	208	-3	205	326	-2	324
Sur opérations internes au Crédit Agricole	15 443	-7 063	8 380	12 701	-6 569	6 132
Sur opérations avec la clientèle	33 201	-838	32 363	33 342	-505	32 837
Sur opérations sur titres		-62	-62		-40	-40
Sur opérations de change	130		130	139		139
Sur opérations sur instruments dérivés et autres opérations de hors bilan			0	2 053	-1 051	1 002
Sur moyens de paiement et autres prestations de services bancaires et financiers	64 144	-5 533	58 611	65 426	-5 900	59 526
Gestion d'OPCVM, fiducie et activités analogues	2 274	-24	2 250	2 379	-43	2 336
<b>Produits nets des commissions</b>	<b>115 400</b>	<b>-13 523</b>	<b>101 877</b>	<b>116 366</b>	<b>-14 110</b>	<b>102 256</b>

## 4.3. Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2012	31/12/2011
Dividendes reçus		
Plus ou moins values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat par nature	-3 145	1 774
Plus ou moins values latentes ou réalisées sur actif/passif à la juste valeur par résultat par option	7 962	-1 858
Solde des opérations de change et instruments financiers assimilés (hors résultat des couvertures d'investissements nets des activités à l'étranger)	235	276
Résultat de la comptabilité de couverture	0	0
<b>Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat</b>	<b>5 052</b>	<b>192</b>

Le résultat de la comptabilité de couverture se décompose comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2012		
	Profits	Pertes	Net
<b>Couvertures de juste valeur</b>	<b>4 418</b>	<b>-4 418</b>	<b>0</b>
Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	2 329	-2 089	240
Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couvertures)	2 089	-2 329	-240
<b>Couvertures de flux de trésorerie</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace			0
<b>Couvertures d'investissements nets dans une activité à l'étranger</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace			0
<b>Couvertures de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers</b>	<b>191 285</b>	<b>-191 285</b>	<b>0</b>
Variations de juste valeur des éléments couverts	87 334	-103 951	-16 617
Variations de juste valeur des dérivés de couverture	103 951	-87 334	16 617
<b>Couvertures de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace			0
<b>Total Résultat de la comptabilité de couverture</b>	<b>195 703</b>	<b>-195 703</b>	<b>0</b>



<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2011		
	Profits	Pertes	Net
<b>Couvertures de juste valeur</b>	<b>3 092</b>	<b>-3 092</b>	<b>0</b>
Variations de juste valeur des éléments couverts attribuables aux risques couverts	2 089	-1 003	1 086
Variations de juste valeur des dérivés de couverture (y compris cessations de couvertures)	1 003	-2 089	-1 086
<b>Couvertures de flux de trésorerie</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace	0	0	0
<b>Couvertures d'investissements nets dans une activité à l'étranger</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Variations de juste valeur des dérivés de couverture - partie inefficace	0	0	0
<b>Couvertures de la juste valeur de l'exposition au risque de taux d'intérêt d'un portefeuille d'instruments financiers</b>	<b>122 388</b>	<b>-122 388</b>	<b>0</b>
Variations de juste valeur des éléments couverts	56 407	-65 981	-9 574
Variations de juste valeur des dérivés de couverture	65 981	-56 407	9 574
<b>Couvertures de l'exposition des flux de trésorerie d'un portefeuille d'instruments financiers au risque de taux d'intérêt</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Variations de juste valeur de l'instrument de couverture - partie inefficace	0	0	0
<b>Total Résultat de la comptabilité de couverture</b>	<b>125 400</b>	<b>-125 400</b>	<b>0</b>

#### 4.4. Gains ou perte nets sur actifs financiers disponibles à la vente

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2012	31/12/2011
Dividendes reçus (1)	1 117	13 880
Plus ou moins values de cessions réalisées sur actifs financiers disponibles à la vente (2)	-410	1 309
Pertes sur titres dépréciés durablement (titres de capitaux propres) (3)	-22 870	-4 767
Plus ou moins values de cessions réalisées sur actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance et sur prêts et créances		
<b>Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente</b>	<b>-22 163</b>	<b>10 422</b>

\* hors résultat de cession sur actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe dépréciés durablement mentionnés en note 4.8

(1) En 2012, absence de dividendes de SAS La Boétie (13 256 milliers d'euros en 2011) et SACAM Développement (471 milliers d'euros en 2011) et perception d'un dividende exceptionnel de GSOC pour 871 milliers d'euros.

(2) dont 2 504 milliers d'euros de moins-value latente sur les titres SAS Rue La Boétie transférés en résultat. Ce montant correspond à la différence entre le coût de revient historique moyen du titre et sa juste valeur au moment du reclassement soit 14 euros par titre.

(3) En 2012, les dépréciations durables concernent les titres de participation SACAM INTERNATIONAL (7 573 milliers d'euros), Charente Périgord Immobilier (3 899 milliers d'euros), SEECAP (189 milliers d'euros), CA INNOVE (6 milliers d'euros), DIODE INVEST (239 milliers d'euros), SACAM Santefi (12 milliers d'euros) et SAS Rue de La Boétie pour 9 888 milliers d'euros, ce montant correspondant à la différence entre le coût de 14 euros par titre (juste valeur du titre au 30 septembre 2012) et sa valeur déterminée pour le calcul de la dépréciation soit 13,64 euros.

Le solde, 1 070 milliers d'euros, a été constitué sur le portefeuille OPCVM.

En 2011, les dépréciations durables concernent les titres de participation Charente Périgord Immobilier (3 166 milliers d'euros), SEECAP (580 milliers d'euros), CA INNOVE (33 milliers d'euros), SACAM Fireca (3 milliers d'euros) et SACAM Santefi (13 milliers d'euros). Le solde, 973 milliers d'euros, a été constitué sur le portefeuille OPCVM.

#### 4.5. Produits et charges nets des autres activités

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2012	31/12/2011
Gains ou pertes sur immobilisations hors exploitation		
Participation aux résultats des assurés bénéficiaires de contrats d'assurance		
Autres produits nets de l'activité d'assurance		
Variation des provisions techniques des contrats d'assurance		
Produits nets des immeubles de placement	-70	-267
Autres produits (charges) nets	223	-367
<b>Produits (charges) des autres activités</b>	<b>153</b>	<b>-634</b>

#### 4.6. Charges générales d'exploitation

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2012	31/12/2011
Charges de personnel	-81 610	-77 968
Impôts et taxes	-5 890	-5 194
Services extérieurs et autres charges générales d'exploitation	-48 326	-47 518
<b>Charges générales d'exploitation</b>	<b>-135 826</b>	<b>-130 680</b>

Le projet Nice induit comptablement un transfert de 4 288 milliers d'euros de la rubrique charges de personnel à la rubrique frais administratifs services extérieurs en 2012.

Ce montant intègre les honoraires des commissaires aux comptes de la Caisse régionale Charente Périgord. La répartition par cabinet et par type de mission de ces honoraires comptabilisés dans le résultat 2012 est donnée ci-dessous :

<i>(en milliers d'euros hors taxe)</i>	2012			2011
	ERNST & YOUNG	KPMG AUDIT	Total	Total
Commissaires aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	80	80	160	156
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du Commissariat aux comptes	10	27	37	10
<b>Total Honoraires des commissaires aux comptes</b>	<b>90</b>	<b>107</b>	<b>197</b>	<b>166</b>

#### 4.7. Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2012	31/12/2011
<b>Dotations aux amortissements</b>	<b>-6 586</b>	<b>-6 755</b>
- immobilisations corporelles	-6 303	-6 485
- immobilisations incorporelles	-283	-270
<b>Dotations aux dépréciations</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
- immobilisations corporelles		
- immobilisations incorporelles		
<b>Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles</b>	<b>-6 586</b>	<b>-6 755</b>

#### 4.8. Coût du risque

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2012	31/12/2011
<b>Dotations aux provisions et aux dépréciations</b>	<b>-44 138</b>	<b>-61 683</b>
Actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe	-43 504	-56 836
Prêts et créances		
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance		
Autres actifs		
Engagements par signature	-409	-2 552
Risques et charges	-225	-2 295
<b>Reprises de provisions et de dépréciations</b>	<b>30 016</b>	<b>48 939</b>
Actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe		
Prêts et créances	26 844	46 887
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance		
Autres actifs	255	17
Engagements par signature	476	1 583
Risques et charges	2 441	452
<b>Dotations nettes de reprises des dépréciations et provisions</b>	<b>-14 122</b>	<b>-12 744</b>
Plus ou moins values de cessions réalisées sur actifs financiers disponibles à la vente à revenu fixe dépréciés durablement		
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables non dépréciés	-731	-900
Récupérations sur prêts et créances amortis	2 479	1 974
Décotes sur crédits restructurés	-106	-108
Pertes sur engagements par signature		
Autres pertes	-136	-103
<b>Coût du risque</b>	<b>-12 616</b>	<b>-11 881</b>

#### 4.9. Gains ou pertes nets sur autres actifs

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2012	31/12/2011
<b>Immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation</b>	<b>1 122</b>	<b>-7</b>
Plus-values de cession	1 172	26
Moins-values de cession	-50	-33
<b>Titres de capitaux propres consolidés</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Plus-values de cession		
Moins-values de cession		
<b>Produits (charges) nets sur opérations de regroupement</b>	<b>0</b>	
<b>Gains ou pertes nets sur autres actifs</b>	<b>1 122</b>	<b>-7</b>

#### 4.10. Impôts

##### Charge d'impôt :

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2012	31/12/2011
Charge d'impôt courant	-34 009	-28 143
Charge d'impôt différé	3 579	-1 076
<b>Charge d'impôt de la période</b>	<b>-30 430</b>	<b>-29 219</b>

## Réconciliation du taux d'impôt théorique avec le taux d'impôt constaté

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2012			31/12/2011		
	Base	Taux d'impôt	Impôt	Base	Taux d'impôt	Impôt
Résultat avant impôt, dépréciations d'écarts d'acquisitions, activités abandonnées et résultats des sociétés mises en équivalence	65 868	36.10%	23 778	91 475	36.10%	33 023
Dividendes régime mère fille	-183		-66	-12 593		-4 546
Effet des différences permanentes			6 396			487
Effet des différences de taux d'imposition des entités étrangères						
Effet des pertes de l'exercice, de l'utilisation des reports déficitaires et des différences temporaires						
Effet de l'imposition à taux réduit			322			255
Effet des autres éléments						
Taux et charge effectif d'impôt		46.20%	30 430		31.94%	29 219

Le taux d'impôt théorique est le taux d'imposition de droit commun (y compris la contribution sociale additionnelle) des bénéfices taxables en France au 31 décembre 2012

Total des impôts différés relatifs aux éléments imputés dans les capitaux propres est de 485 milliers d'euros.

### 4.11. Variation des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

Est présenté ci-dessous le détail des produits et charges comptabilisés de la période, net d'impôts

<i>(en milliers d'euros)</i>	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				Total des gains / pertes comptabilisés directement en capitaux propres
	Liés aux écarts de conversion	Variation de juste valeur des actifs disponibles à la vente (1)	Variation de juste valeur des dérivés de couverture	Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	
Variation de juste valeur		-5 494			-5 494
Transfert en compte de résultat (2)		17 873			17 873
Variation de l'écart de conversion					0
Variation des gains et pertes actuariels sur avantages post emploi				-1 276	-1 276
Quote part de gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entités mises en équivalence					0
<b>Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres exercice 2012 (part du Groupe)</b>	<b>0</b>	<b>12 379</b>	<b>0</b>	<b>-1 276</b>	<b>11 103</b>
<b>Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres exercice 2012 (part minoritaire)</b>					<b>0</b>
<b>Total Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres exercice 2012 (1)</b>	<b>0</b>	<b>12 379</b>	<b>0</b>	<b>-1 276</b>	<b>11 103</b>

(1) Dont 2 504 k€ de pertes latentes pour SAS La boîte et 5 939 k€ pour Sacam International

	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres				Total des gains / pertes comptabilisés directement en capitaux propres
	Liés aux écarts de conversion	Variation de juste valeur des actifs disponibles à la vente (1)	Variation de juste valeur des dérivés de couverture	Gains et pertes actuariels sur avantages post emploi	
<i>(en milliers d'euros)</i>					
Variation de juste valeur		-6 494			-6 494
Transfert en compte de résultat		-513			-513
Variation de l'écart de conversion					0
Variation des gains et pertes actuariels sur avantages post emploi				399	399
Quote part de gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entités mises en équivalence					0
<b>Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres exercice 2011 (part du Groupe)</b>	<b>0</b>	<b>-7 007</b>	<b>0</b>	<b>399</b>	<b>-6 608</b>
<b>Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres exercice 2011 (part minoritaire)</b>					<b>0</b>
<b>Total Gains ou pertes comptabilisés directement en capitaux propres exercice 2011</b>	<b>0</b>	<b>-7 007</b>	<b>0</b>	<b>399</b>	<b>-6 608</b>

	31/12/2012	31/12/2011
Montant brut	13 521	(7 665)
Impôt	(1 142)	658
Total net des gains ou pertes	12 379	(7 007)

## 5. Informations sectorielles

L'intégralité de l'activité de la Caisse régionale de Charente Périgord se situe dans un seul secteur et une seule zone géographique: le secteur «Banque de proximité en France».

Ceci implique que les ventilations par secteur d'activité ou zone géographique sont non applicables

## 6. Notes relatives au bilan

### 6.1. Caisse, banques centrales

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2012		31/12/2011	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Caisse	42 923		40 577	
Banques centrales	6 127		12 612	
<b>Valeur au bilan</b>	<b>49 050</b>	<b>0</b>	<b>53 189</b>	<b>0</b>

## 6.2. Actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat

### Actifs financiers à la juste valeur par résultat

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2012	31/12/2011
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	9 481	9 580
Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option	57 978	56 897
<b>Valeur au bilan</b>	<b>67 459</b>	<b>66 477</b>
<i>Dont Titres prêtés</i>	0	0

### Actifs financiers détenus à des fins de transaction

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2012	31/12/2011
Créances sur les établissements de crédit		
Créances sur la clientèle		
Titres reçus en pension livrée		
Titres détenus à des fins de transaction	0	0
- Effets publics et valeurs assimilées		
- Obligations et autres titres à revenu fixe		
- Actions et autres titres à revenu variable		
Instruments dérivés	9 481	9 580
<b>Valeur au bilan</b>	<b>9 481</b>	<b>9 580</b>

### Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2012	31/12/2011
Créances sur la clientèle		
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte		
Titres à la juste valeur par résultat sur option	57 978	56 897
- Effets publics et valeurs assimilées		
- Obligations et autres titres à revenu fixe	57 978	56 897
- Actions et autres titres à revenu variable		
<b>Valeur au bilan</b>	<b>57 978</b>	<b>56 897</b>

### Passifs financiers à la juste valeur par résultat

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2012	31/12/2011
Passifs financiers détenus à des fins de transaction	9 152	7 617
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option		
<b>Valeur au bilan</b>	<b>9 152</b>	<b>7 617</b>

### Passifs financiers détenus à des fins de transaction

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2012	31/12/2011
Titres vendus à découvert		
Titres donnés en pension livrée		
Dettes représentées par un titre		
Dettes envers la clientèle		
Dettes envers les établissements de crédit		
Instruments dérivés	9 152	7 617
<b>Valeur au bilan</b>	<b>9 152</b>	<b>7 617</b>

### 6.3. Instruments dérivés de couverture

L'information détaillée est fournie à la note 3.4 relative à la couverture du risque de flux de trésorerie ou de juste valeur, notamment sur taux d'intérêts et de change.

### 6.4. Actifs financiers disponibles à la vente

	31/12/2012			31/12/2011		
	Juste valeur	Gains comptabilisés directement en capitaux propres	Pertes comptabilisées directement en capitaux propres	Juste valeur	Gains comptabilisés directement en capitaux propres	Pertes comptabilisées directement en capitaux propres
<i>(en milliers d'euros)</i>						
Effets publics et valeurs assimilées	22 971	19		55 030	3 011	-385
Obligations et autres titres à revenu fixe	66 486	3 003	-466	55 030	3 011	-385
Actions et autres titres à revenu variable	44 576	7 792	-192	42 972	4 576	-230
Titres de participation non consolidés	428 760	7 963	-212	433 560	5 867	-8 446
<b>Total des titres disponibles à la vente</b>	<b>562 793</b>	<b>18 777</b>	<b>-870</b>	<b>531 562</b>	<b>13 454</b>	<b>-9 061</b>
Créances disponibles à la vente						
<b>Total des créances disponibles à la vente</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Valeur au bilan des actifs financiers disponibles à la vente (1)</b>	<b>562 793</b>	<b>18 777</b>	<b>-870</b>	<b>531 562</b>	<b>13 454</b>	<b>-9 061</b>
<b>Impôts</b>		<b>-4 082</b>	<b>227</b>		<b>-2 929</b>	<b>213</b>
<b>Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur actifs financiers disponibles à la vente (net IS)</b>		<b>14 695</b>	<b>-643</b>		<b>10 525</b>	<b>-8 848</b>

(1) En 2012, par exception, les titres SAS Rue La Boétie sont évalués au coût pour un montant net de dépréciation de 9 888 milliers d'euros. Le stock total de dépréciations durables s'établit à 31 892 milliers d'euros au 31 décembre 2012 contre 10 033 milliers d'euros au 31 décembre 2011.

### 6.5. Prêts et créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle

#### Prêts et créances sur les établissements de crédit

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2012	31/12/2011
<b>Etablissements de crédit</b>		
Comptes et prêts	8 993	7 074
dont comptes ordinaires débiteurs sains	4 099	3 019
dont comptes et prêts au jour le jour sains		
Valeurs reçues en pension		
Titres reçus en pension livrée		
Prêts subordonnés	660	678
Titres non cotés sur un marché actif		
Autres prêts et créances		
<b>Valeur brute</b>	<b>9 653</b>	<b>7 752</b>
<b>Dépréciations</b>		
<b>Valeur nette des prêts et créances auprès des établissements de crédit</b>	<b>9 653</b>	<b>7 752</b>
<b>Opérations internes au Crédit Agricole</b>		
Comptes ordinaires	1 984	12 702
Comptes et avances à terme	747 295	652 678
Prêts subordonnés	15 905	15 911
Titres non cotés sur un marché actif	5 045	5 056
<b>Valeur brute</b>	<b>770 229</b>	<b>686 347</b>
<b>Dépréciations</b>		
<b>Valeur nette des prêts et créances internes au Crédit Agricole</b>	<b>770 229</b>	<b>686 347</b>
<b>Valeur au bilan</b>	<b>779 882</b>	<b>694 099</b>

## Prêts et créances sur la clientèle

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2012	31/12/2011
<b>Opérations avec la clientèle</b>		
Créances commerciales	10 864	14 025
Autres concours à la clientèle	5 807 083	5 683 055
Titres reçus en pension livrée		
Prêts subordonnés	10 984	10 984
Titres non cotés sur un marché actif	5 894	5 853
Créances nées d'opérations d'assurance directe		
Créances nées d'opérations de réassurance		
Avances en comptes courants d'associés	34 362	37 929
Comptes ordinaires débiteurs	40 650	25 927
<b>Valeur brute</b>	<b>5 909 837</b>	<b>5 777 773</b>
<b>Dépréciations</b>	<b>159 601</b>	<b>149 934</b>
<b>Valeur nette des prêts et créances auprès de la clientèle</b>	<b>5 750 236</b>	<b>5 627 839</b>
<b>Opérations de location financement</b>		
Location-financement immobilier		
Location-financement mobilier, location simple et opérations assimilées		
<b>Valeur brute</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Dépréciations</b>		
<b>Valeur nette des opérations de location financement</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Valeur-au bilan</b>	<b>5 750 236</b>	<b>5 627 839</b>

### 6.6. Actifs transférés non comptabilisés ou décomptabilisés avec implication continue

Le Caisse Régionale Charente Périgord n'a aucun actif transféré non comptabilisé ou comptabilisé avec implication continue au 31/12/2012.

### 6.7. Dépréciations inscrites en déduction des actifs financiers

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2011	Variation de périmètre	Dotations	Reprises et utilisations	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2012
<b>Créances sur les établissements de crédit</b>							0
<b>Créances sur la clientèle</b>	149 934		45 222	-35 555			159 601
dont dépréciations collectives	53 712		7 128	-3 550			57 290
<b>Opérations de location financement</b>							0
<b>Titres détenus jusqu'à l'échéance</b>							0
<b>Actifs disponibles à la vente (1)</b>	10 033		22 870	-1 009			31 894
<b>Autres actifs financiers</b>	344			-307			37
<b>Total Dépréciations des actifs financiers</b>	<b>160 311</b>	<b>0</b>	<b>68 092</b>	<b>-36 871</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>191 532</b>

(1) Les titres SAS Rue La Boétie ont été dépréciés au cours de l'exercice pour un montant de 9 888 milliers d'euros.



<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2010	Variation de périmètre	Dotations	Reprises et utilisations	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2011
<b>Créances sur les établissements de crédit</b>							0
<b>Créances sur la clientèle</b>	146 865		58 403	-55 334			149 934
dont dépréciations collectives	57 127		20 025	-23 440			53 712
<b>Opérations de location financement</b>							0
<b>Titres détenus jusqu'à l'échéance</b>							0
<b>Actifs disponibles à la vente</b>	5 324		4 767	-58			10 033
<b>Autres actifs financiers</b>	360			-17			343
<b>Total Dépréciations des actifs financiers</b>	<b>152 549</b>	<b>0</b>	<b>63 170</b>	<b>-55 409</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>160 310</b>

### **6.8. Exposition au risque souverain et non souverain sur les pays européen sous surveillance**

Compte tenu du contexte économique confirmant les difficultés de certains pays dans la zone euro à maîtriser leurs finances publiques, l'exposition de la Caisse Régionale Charente Périgord sur certains pays européens est présentée ci après :

#### **Exposition au risque souverain sur la Grèce, l'Irlande, le Portugal l'Italie et l'Espagne**

La Caisse Régionale Charente Périgord n'est pas exposée au risque souverain sur ces pays

#### **Exposition au risque non souverain sur la Grèce, l'Irlande, le Portugal l'Italie, l'Espagne, Chypre , la Hongrie**

L'exposition de la Caisse Régionale Charente Périgord au risque non souverain sur les pays européens sous surveillance est détaillée ci-dessous.

Elle porte sur les portefeuilles d'instruments de dettes et les prêts et créances accordées à la clientèle et aux établissements de crédit. Les expositions comptabilisées en trading et les engagements hors bilan sont exclus de cette analyse. La ventilation par pays est réalisée par pays du risque de contrepartie.

**Activité bancaire – Risque de crédit**

	31/12/2012				
	Encours de crédit brut	Dont encours bruts dépréciés	Dépréciations sur base individuelle et collective	Taux de provisionnement des encours bruts	Encours de crédit net
<i>(en milliers d'euros)</i>					
<b>Grèce (y compris Chypre)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Banque					
Clientèle de détail					
Entreprises et Grandes Entreprises hors para-publiques					
Entreprises et Grandes Entreprises para-publiques					
Collectivités locales					
<b>Irlande</b>	<b>863</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Banque					
Clientèle de détail	840				
Entreprises et Grandes Entreprises hors para-publiques	23				
Entreprises et Grandes Entreprises para-publiques					
Collectivités locales					
<b>Italie</b>	<b>11</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Banque					
Clientèle de détail	11				
Entreprises et Grandes Entreprises hors para-publiques					
Entreprises et Grandes Entreprises para-publiques					
Collectivités locales					
<b>Espagne</b>	<b>314</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Banque					
Clientèle de détail	314				
Entreprises et Grandes Entreprises hors para-publiques					
Entreprises et Grandes Entreprises para-publiques					
Collectivités locales					
<b>Portugal</b>	<b>64</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Banque					
Clientèle de détail	58				
Entreprises et Grandes Entreprises hors para-publiques	6				
Entreprises et Grandes Entreprises para-publiques					
Collectivités locales					
<b>Hongrie</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Banque					
Clientèle de détail					
Entreprises et Grandes Entreprises hors para-publiques					
Entreprises et Grandes Entreprises para-publiques					
Collectivités locales					
<b>Total Exposition sur pays à risque - Risque de crédit</b>	<b>1 252</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

## Activité bancaire – Instruments de dettes

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2012		
	Exposition sur obligations nette de dépréciation	Exposition sur autres instruments de dettes nette de dépréciation	Exposition nette des instruments de dettes
<b>Grèce (y compris Chypre)</b> Banque Clientèle de détail Entreprises et Grandes Entreprises hors para-publiques Entreprises et Grandes Entreprises para-publiques Collectivités locales	0	0	0
<b>Irlande</b> Banque Clientèle de détail Entreprises et Grandes Entreprises hors para-publiques Entreprises et Grandes Entreprises para-publiques Collectivités locales	0	0	0
<b>Italie</b> Banque Clientèle de détail Entreprises et Grandes Entreprises hors para-publiques Entreprises et Grandes Entreprises para-publiques Collectivités locales	0	0	0
<b>Espagne</b> Banque Clientèle de détail Entreprises et Grandes Entreprises hors para-publiques Entreprises et Grandes Entreprises para-publiques Collectivités locales	0	0	0
<b>Portugal</b> Banque Clientèle de détail Entreprises et Grandes Entreprises hors para-publiques Entreprises et Grandes Entreprises para-publiques Collectivités locales	2 529 2 529	0	0
<b>Hongrie</b> Banque Clientèle de détail Entreprises et Grandes Entreprises hors para-publiques Entreprises et Grandes Entreprises para-publiques Collectivités locales	0	0	0
<b>Total Exposition sur pays à risque - Instruments de dettes</b>	<b>2 529</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

## 6.9. Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle

### Dettes envers les établissements de crédit

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2012	31/12/2011
<b>Etablissements de crédit</b>		
Comptes et emprunts	5 725	6 505
dont comptes ordinaires créditeurs	1 087	1 025
dont comptes et emprunts au jour le jour		
Valeurs données en pension		
Titres donnés en pension livrée		
<b>Total</b>	<b>5 725</b>	<b>6 505</b>
<b>Opérations internes au Crédit Agricole</b>		
Comptes ordinaires créditeurs	51 604	775
Comptes et avances à terme	3 531 003	3 808 197
<b>Total</b>	<b>3 582 607</b>	<b>3 808 972</b>
<b>Valeur au bilan</b>	<b>3 588 332</b>	<b>3 815 477</b>

### Dettes envers la clientèle

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2012	31/12/2011
Comptes ordinaires créditeurs	1 609 771	1 623 035
Comptes d'épargne à régime spécial	19 833	18 581
Autres dettes envers la clientèle	563 334	308 721
Titres donnés en pension livrée		
Dettes nées d'opérations d'assurance directe		
Dettes nées d'opérations de réassurance		
Dettes pour dépôts d'espèces reçus des cessionnaires et rétrocessionnaires en représentation d'engagements techniques		
<b>Valeur au bilan</b>	<b>2 192 938</b>	<b>1 950 337</b>

## 6.10. Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2012	31/12/2011
Effets publics et valeurs assimilées	7 655	7 684
Obligations et autres titres à revenu fixe	167 800	208 509
<b>Total</b>	<b>175 455</b>	<b>216 193</b>
Dépréciations		
<b>Valeur au bilan</b>	<b>175 455</b>	<b>216 193</b>

## 6.11. Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2012	31/12/2011
<b>Dettes représentées par un titre</b>		
Bons de caisse	3 743	640
Titres du marché interbancaire		
Titres de créances négociables :	583 204	469 712
Emprunts obligataires		
Autres dettes représentées par un titre		
<b>Valeur au bilan</b>	<b>586 947</b>	<b>470 352</b>
<b>Dettes subordonnées</b>		
Dettes subordonnées à durée déterminée	62 227	71 392
Dettes subordonnées à durée indéterminée		
Dépôt de garantie à caractère mutuel		
Titres et emprunts participatifs		
<b>Valeur au bilan</b>	<b>62 227</b>	<b>71 392</b>

## 6.12. Actifs et passifs d'impôts courants et différés

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2012	31/12/2011
Impôts courants		26 836
Impôts différés	35 870	33 168
<b>Total Actifs d'impôts courants et différés</b>	<b>35 870</b>	<b>60 004</b>
Impôts courants	5 948	26 126
Impôts différés	483	1 281
<b>Total Passifs d'impôts courants et différés</b>	<b>6 431</b>	<b>27 407</b>

Le net des actifs et passifs d'impôts différés se décompose comme suit :

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2012		31/12/2011	
	Impôts différés Actif	Impôts différés Passif	Impôts différés Actif	Impôts différés Passif
<b>Décalages temporaires comptables-fiscaux</b>	<b>37 057</b>	<b>44</b>	<b>33 214</b>	<b>46</b>
Charges à payer non déductibles	2 502	44	1 935	46
Provisions pour risques et charges non déductibles	24 135		22 276	0
Autres différences temporaires	10 420	0	9 003	0
<b>Impôts différés / Réserves latentes</b>	<b>0</b>	<b>485</b>	<b>0</b>	<b>406</b>
Actifs disponibles à la vente		485		406
Couvertures de Flux de Trésorerie				
Gains et pertes / Ecart actuariels				
<b>Impôts différés / Résultat</b>	<b>18 914</b>	<b>20 055</b>	<b>14 579</b>	<b>15 454</b>
<b>Effet des compensations</b>	<b>-20 101</b>	<b>-20 101</b>	<b>-14 625</b>	<b>-14 625</b>
<b>Total Impôts différés</b>	<b>35 870</b>	<b>483</b>	<b>33 168</b>	<b>1 281</b>

Les impôts différés sont nettés au bilan par entité fiscale

## 6.13. Comptes de régularisation actif, passif et divers

### Comptes de régularisation et actifs divers

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2012	31/12/2011
<b>Autres actifs</b>	<b>77 173</b>	<b>74 878</b>
Comptes de stocks et emplois divers	191	
Gestion collective des titres Livret développement durable		
Débiteurs divers	75 341	73 541
Comptes de règlements	1 641	1 337
Capital souscrit non versé		
Autres actifs d'assurance		
Parts des réassureurs dans les provisions techniques		
<b>Comptes de régularisation</b>	<b>54 712</b>	<b>75 573</b>
Comptes d'encaissement et de transfert (1)	16 294	41 729
Comptes d'ajustement et comptes d'écarts	10	11
Produits à recevoir	35 186	32 074
Charges constatées d'avance	1 793	1 484
Autres comptes de régularisation	1 429	275
<b>Valeur au bilan</b>	<b>131 885</b>	<b>150 451</b>

(1) Diminution des comptes de transfert CASA (-10 530 milliers d'euros) et des comptes d'encaissement (-14 874 milliers d'euros)

## Comptes de régularisation et passifs divers

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2012	31/12/2011
<b>Autres passifs (1)</b>	45 814	40 682
Comptes de règlements	1 905	1 201
Créditeurs divers	38 329	35 067
Versement restant à effectuer sur titres	5 580	4 414
Autres passifs d'assurance		
Autres		
<b>Comptes de régularisation</b>	91 796	91 216
Comptes d'encaissement et de transfert (2)	2 328	4 199
Comptes d'ajustement et comptes d'écarts		
Produits constatés d'avance	41 324	40 222
Charges à payer	47 232	45 915
Autres comptes de régularisation	912	880
<b>Valeur au bilan</b>	<b>137 610</b>	<b>131 898</b>

(1) Les montants indiqués incluent les dettes rattachées

(2) Les montants sont indiqués en net

### 6.14. Immeubles de placement

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2011	Variations de périmètre	Augmentations (Acquisitions)	Diminutions (Cessions et échéances)	Ecart de conversion	Autres mouvements	Solde 31/12/2012
Valeur brute	2 937		102	-1 075			1 964
Amortissements et dépréciations	-1 613		-96	506			-1 204
<b>Valeur au bilan (1)</b>	<b>1 324</b>	<b>0</b>	<b>6</b>	<b>-569</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>760</b>

(1) Y compris Immeubles de placement donnés en location simple

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2010	Variations de périmètre	Augmentations (Acquisitions)	Diminutions (Cessions et échéances)	Ecart de conversion	Autres mouvements	Solde 31/12/2011
Valeur brute	4 310		6	-1 369		-10	2 937
Amortissements et dépréciations	-2 238		-76	696		5	-1 613
<b>Valeur au bilan (1)</b>	<b>2 072</b>	<b>0</b>	<b>-70</b>	<b>-673</b>	<b>0</b>	<b>-5</b>	<b>1 324</b>

(1) Y compris Immeubles de placement donnés en location simple

La valeur de marché des immeubles de placements comptabilisés au coût amorti, établie «à dire d'expert», s'élève à 760 milliers d'euros au 31 décembre 2012 contre 1 324 milliers d'euros au 31 décembre 2011.

### 6.15. Immobilisations corporelles et incorporelles (hors écarts d'acquisition)

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2011	Variations de périmètre	Augmentations (Acquisitions, regroupements d'entreprises)	Diminutions (Cessions et échéances)	Ecart de conversion	Autres mouvements	Solde 31/12/2012
<b>Immobilisations corporelles d'exploitation</b>							
Valeur brute	122 961		4 199	-9 990			117 170
Amortissements et dépréciations (1)	-75 632		-6 302	6 938			-74 996
<b>Valeur au bilan</b>	<b>47 329</b>	<b>0</b>	<b>-2 103</b>	<b>-3 052</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>42 174</b>
<b>Immobilisations incorporelles</b>							
Valeur brute	4821		75	-489			4 407
Amortissements et dépréciations	-3243		-282	470			-3 055
<b>Valeur au bilan</b>	<b>1 578</b>	<b>0</b>	<b>-207</b>	<b>-19</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 352</b>

(1) Y compris les amortissements sur immobilisations données en location simple

	31/12/2010	Variations de périmètre	Augmentations (Acquisitions, regroupements d'entreprises)	Diminutions (Cessions et échéances)	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2011
<i>(en milliers d'euros)</i>							
<b>Immobilisations corporelles d'exploitation</b>							
Valeur brute	119 491		11 614	-8 154		10	122 961
Amortissements et dépréciations (1)	-70 996		-6 485	1 853		-5	-75 633
<b>Valeur au bilan</b>	<b>48 495</b>	<b>0</b>	<b>5 129</b>	<b>-6 301</b>	<b>0</b>	<b>5</b>	<b>47 328</b>
<b>Immobilisations incorporelles</b>							
Valeur brute	6473		104	-1755			4 822
Amortissements et dépréciations	-4680		-270	1707			-3 243
<b>Valeur au bilan</b>	<b>1 793</b>	<b>0</b>	<b>-166</b>	<b>-48</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 579</b>

(1) Y compris les amortissements sur immobilisations données en location simple

## 6.16. Provisions

	31/12/2011	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2012
<i>(en milliers d'euros)</i>								
Risques sur les produits épargne logement	6 246		1 112		-3 551			3 807
Risques d'exécution des engagements par signature	2 343		409		-476			2 276
Risques opérationnels	3 319		989	-1	-840			3 467
Engagements sociaux (retraites) et assimilés (1)	1 463		3 861	-2 584	-622			2 118
Litiges divers (2)	3 020		213	-9	-2 418			806
Participations								0
Restructurations								0
Autres risques (3)	1 442		4 172	-841	-27			4 746
<b>Total</b>	<b>17 833</b>	<b>0</b>	<b>10 756</b>	<b>-3 435</b>	<b>-7 934</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>17 220</b>

(1) Dont 3 659 milliers d'euros de dotations et 3 044 milliers d'euros de reprise au titre des avantages postérieurs à l'emploi sur des régimes à prestations définies, tels que détaillés dans la note 7.4.

(2) Dont reprise de 2 245 milliers d'euros consécutive à l'extinction d'un litige.

(3) Dont 3 819 milliers d'euros de dotations et 537 milliers d'euros de reprises liées à l'étalement des intérêts sur DAT à taux progressifs selon la méthode du TIE.

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2010	Variations de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecart de conversion	Autres mouvements	31/12/2011
Risques sur les produits épargne logement	6 295		1 241		-1 290			6 246
Risques d'exécution des engagements par signature (1)	1 374		2 552		-1 583			2 343
Risques opérationnels	3 320		10		-11			3 319
Engagements sociaux (retraites) et assimilés	1 575		1 047	-1 083	-77			1 462
Litiges divers (2)	1 223		2 292	-38	-457			3 020
Participations								0
Restructurations								0
Autres risques (3)	388		1 802	-675	-73			1 442
<b>Total</b>	<b>14 175</b>	<b>0</b>	<b>8 944</b>	<b>-1 796</b>	<b>-3 491</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>17 832</b>

(1) Dont engagements par signature sur caution (+748 milliers d'euros), et sur garanties (+257 milliers d'euros)

(2) Dont dotation de 2 245 milliers d'euros consécutif à un litige.

(3) Dont 1 320 milliers d'euros de dotations et 234 milliers d'euros de reprises liées à l'étalement des intérêts sur DAT à taux progressifs selon la méthode du TIE.

### Provision épargne logement :

#### Encours collectés au titre des comptes et plans d'épargne-logement sur la phase d'épargne

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2012	31/12/2011
<b>Plans d'épargne-logement :</b>		
Ancienneté de moins de 4 ans	390 086	366 401
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	219 964	258 468
Ancienneté de plus de 10 ans	212 542	226 820
<b>Total plans d'épargne-logement</b>	<b>822 592</b>	<b>851 689</b>
<b>Total comptes épargne-logement</b>	<b>173 029</b>	<b>184 659</b>
<b>Total Encours collectés au titre des contrats épargne-logement</b>	<b>995 621</b>	<b>1 036 348</b>

L'ancienneté est déterminée conformément au CRC 2007-01 du 14 décembre 2007

Les encours de collecte sont des encours sur base d'inventaire à fin novembre 2012 pour les données au 31 décembre 2012 et à fin novembre 2011 pour les données au 31 décembre 2011 et hors prime d'état

#### Encours de crédits en vie octroyés au titre des comptes et plans d'épargne-logement

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2012	31/12/2011
<b>Plans d'épargne-logement :</b>	5 481	6 824
<b>Comptes épargne-logement :</b>	28 514	31 064
<b>Total Encours de crédits en vie octroyés au titre des contrats épargne-logement</b>	<b>33 995</b>	<b>37 888</b>

#### Provision au titre des comptes et plans d'épargne-logement

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2012	31/12/2011
<b>Plans d'épargne-logement :</b>		
Ancienneté de moins de 4 ans	4	401
Ancienneté de plus de 4 ans et de moins de 10 ans	664	873
Ancienneté de plus de 10 ans	3 101	4 022
<b>Total plans d'épargne-logement</b>	<b>3 768</b>	<b>5 296</b>
<b>Total comptes épargne-logement</b>	<b>39</b>	<b>951</b>
<b>Total Provision au titre des contrats épargne-logement</b>	<b>3 807</b>	<b>6 247</b>

L'ancienneté est déterminée conformément au CRC 2007-01 du 14 décembre 2007



(en milliers d'euros)	31/12/2011	Dotations	Reprises	Autres mouvements	31/12/2012
<b>Plans d'épargne-logement :</b>	5 296		1 528		3 768
<b>Comptes épargne-logement :</b>	951		912		39
<b>Total Provision au titre des contrats épargne-logement</b>	<b>6 247</b>	<b>0</b>	<b>2 440</b>	<b>0</b>	<b>3 807</b>

L'organisation financière du Groupe Crédit Agricole concernant les comptes d'épargne à régime spécial est décrite dans le paragraphe « Relations internes aux Crédit Agricole - mécanismes financiers internes » de la partie « Cadre général ».

La reprise de la provision épargne logement au 31/12/2012 est liée à l'actualisation du modèle de calcul.

Les principales évolutions du modèle concernent la révision des lois d'écoulement des Plans Epargne Logement et des comptes Epargne Logement ainsi que l'intégration d'une composante liquidité afin d'introduire les conditions de marché.

## 6.17. Capitaux propres

### - Composition du capital au 31 décembre 2012

La Caisse régionale de Charente Périgord est une société coopérative à capital variable, soumise notamment aux articles L. 512-20 et suivants du Code monétaire et financier relatifs au Crédit agricole, aux articles L. 231-1 et suivants du Code de commerce relatifs aux sociétés à capital variable, et aux dispositions de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 portant statut de la coopération.

Son capital est composé de parts sociales cessibles nominatives souscrites par les sociétaires et de Certificats Coopératifs d'Associés (CCA).

Conformément aux dispositions de l'IFRIC 2, la qualité de capital est reconnue aux parts sociales des coopératives dans la mesure où l'entité dispose d'un droit inconditionnel de refuser le remboursement des parts.

La cession des parts sociales étant soumise à l'agrément du conseil d'administration de la Caisse régionale, cette dernière caractéristique confirme par conséquent leur qualité de capital social au regard des normes IFRS.

Les CCA sont des valeurs mobilières sans droit de vote émises pour la durée de la société et représentatives de droits pécuniaires attachés à une part de capital. Leur émission est régie par les titres II *quater* et *quinquies* de la loi du 10 septembre 1947.

A la différence des parts sociales, ils confèrent à leurs détenteurs un droit sur l'actif net de la société dans la proportion du capital qu'ils représentent.

Les CCA ne peuvent être souscrits et détenus que par les sociétaires de la Caisse régionale et des Caisses locales qui lui sont affiliées.

Répartition du capital de la Caisse régionale	Nombre de titres au 01/01/2012	Nombre de titres émis	Nombre de titres remboursés	Nombre de titres au 31/12/2012
<b>Certificats Coopératifs d'associés (CCA)</b>	<b>25 913 293</b>			<b>25 913 293</b>
Dont part du Public	10 209 100			10 209 100
Dont part Crédit Agricole S.A.	15 704 193			15 704 193
<b>Parts sociales</b>	<b>93 827 464</b>	<b>7 608 010</b>	<b>6 597 520</b>	<b>94 837 954</b>
Dont 67 Caisses Locales	93 827 283	7 608 010	6 597 520	94 837 773
Dont 18 administrateurs de la CR	180			180
Dont Crédit Agricole S.A.	1			1
<b>Total</b>	<b>119 740 757</b>	<b>7 608 010</b>	<b>6 597 520</b>	<b>120 751 247</b>

## - Résultat par action

Conformément à la norme IAS 33, une entité doit calculer le résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires de l'entité mère. Celui-ci doit être calculé en divisant le résultat attribuable aux porteurs d'actions ordinaires par le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation.

Ainsi qu'il est évoqué au paragraphe précédent, les capitaux propres de la Caisse régionale de Crédit Agricole Charente Périgord sont composés de parts sociales et de CCA.

Conformément aux dispositions de l'article 14 de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 relative au statut de la coopération, la rémunération des parts sociales est au plus égale au taux moyen de rendement des obligations des sociétés privées publiées par le ministre chargé de l'économie.

La rémunération des CCA est quant à elle fixée annuellement par l'assemblée générale des sociétaires et doit être au moins égale à celle des parts sociales.

Par conséquent, du fait des particularités liées au statut des sociétés coopératives à capital variable portant tant sur la composition des capitaux propres qu'aux caractéristiques de leur rémunération, les dispositions de la norme IAS 33 relative à la communication du résultat par action, sont inappropriées.

## - Dividendes

Au titre de l'exercice 2012, le Conseil d'administration de la Caisse régionale de Charente Périgord a proposé un dividende net par part sociale de 0,21 euros par CCA, sous réserve de l'approbation par l'Assemblée générale.

Année de rattachement du dividende	Par CCA	Par Part Sociale
	Montant Net	Montant Net
2009	6 478	2 196
2010	6 737	1 908
2011	6 737	2 021
Prévu 2012	5 441	1 570

### Dividendes payés au cours de l'exercice :

Les montants relatifs aux dividendes figurent dans le tableau de variation des capitaux propres. Ils s'élèvent à 10 889 milliers d'euros en 2012 (Caisses locales et Caisse régionale).

## - Affectations du résultat et fixation du dividende de la Caisse Régionale 2012

Intérêts aux parts sociales des Caisses Locales et dividendes aux CCA CR.

En milliers d'euros	Résultat à affecter	Résultat conservé	Résultat distribué
<b>Résultat comptable après IS</b>			
Bénéfice	45 128		
<b>Total à affecter :</b>	<b>45 128</b>		
<b>Affectation</b>			
Intérêts aux parts aux Caisses Locales			1 580
Rémunération des CCA détenus par CASA			3 298
Rémunération des CCA des autres détenteurs			2 133
Réserve légale		28 588	
Autres réserves		9 529	
<b>TOTAUX</b>	<b>45 128</b>	<b>38 117</b>	<b>7 011</b>

L'affectation du résultat et la fixation du dividende 2012 sont proposées dans le projet de résolutions présentées par le Conseil d'administration à l'assemblée générale de la Caisse régionale de Crédit Agricole Charente Périgord du 19 Mars 2013.

## 6.18. Ventilation des actifs et passifs financiers par échéance contractuelle

La ventilation des soldes au bilan des actifs et passifs financiers est réalisée par date d'échéance contractuelle. L'échéance des instruments dérivés de transaction et de couverture correspond à leur date de maturité contractuelle. Les actions et autres titres à revenu variable sont par nature sans échéance contractuelle ; ils sont positionnés en « Indéterminé ».

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2012					
	Indéterminé	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Total
Caisse, banques centrales		49 050				49 050
Actifs financiers à la juste valeur par résultat		3 365	3 901	48 606	11 587	67 459
Instruments dérivés de couverture		7	204	22 270	63 975	86 456
Actifs financiers disponibles à la vente (1)	527 588		133	8 260	26 812	562 793
Prêts et créances sur les établissements de crédit (2)	5 027	70 998	34 849	343 241	325 767	779 882
Prêts et créances sur la clientèle (3)	1 818	602 550	586 778	1 925 220	2 633 870	5 750 236
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux					32 163	32 163
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance		13 355	22 879	111 964	27 257	175 455
<b>Total Actifs financiers par échéance</b>	<b>534 433</b>	<b>739 325</b>	<b>648 744</b>	<b>2 459 561</b>	<b>3 121 431</b>	<b>7 503 494</b>
Banques centrales						0
Passifs financiers à la juste valeur par résultat		5	34	5 783	3 330	9 152
Instruments dérivés de couverture		3 320	4 257	37 912	4 339	49 828
Dettes envers les établissements de crédit		807 651	771 437	1 165 351	843 893	3 588 332
Dettes envers la clientèle		1 730 759	104 338	240 653	117 188	2 192 938
Dettes représentées par un titre		169 643	367 804	23 000	26 500	586 947
Dettes subordonnées			205	42 016	20 006	62 227
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux					76 282	76 282
<b>Total Passifs financiers par échéance</b>	<b>0</b>	<b>2 711 378</b>	<b>1 248 075</b>	<b>1 514 715</b>	<b>1 091 538</b>	<b>6 565 706</b>

(1) Sont positionnés en indéterminé, les titres de participation ainsi que les OPCVM instruments de capitaux propres et échéance supérieure à 5 ans les OPCVM Instrument de dettes.

(2) Sont positionnés en indéterminé le TSDI Casa

(3) Sont positionnés en indéterminé les TSDI Prédica

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2011					
	Indéterminé	≤ 3 mois	> 3 mois à ≤ 1 an	> 1 an à ≤ 5 ans	> 5 ans	Total
Caisse, banques centrales		53 189				53 189
Actifs financiers à la juste valeur par résultat		2 009	5 108	33 955	25 405	66 477
Instruments dérivés de couverture		45	203	18 746	43 417	62 411
Actifs financiers disponibles à la vente (1)	476 532		34		54 996	531 562
Prêts et créances sur les établissements de crédit (2)	5 038	155 896	86 959	189 911	256 295	694 099
Prêts et créances sur la clientèle (3)	1 818	532 768	657 941	1 887 912	2 547 400	5 627 839
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux					26 647	26 647
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance		27 051	28 175	117 625	43 342	216 193
<b>Total Actifs financiers par échéance</b>	<b>483 388</b>	<b>770 958</b>	<b>778 420</b>	<b>2 248 149</b>	<b>2 997 502</b>	<b>7 278 417</b>
Banques centrales						0
Passifs financiers à la juste valeur par résultat		422	42	988	6 165	7 617
Instruments dérivés de couverture		1 948	1 588	30 238	6 897	40 671
Dettes envers les établissements de crédit		712 741	1 016 291	1 181 705	904 740	3 815 477
Dettes envers la clientèle		1 697 147	43 063	131 166	78 965	1 950 341
Dettes représentées par un titre		345 679	77 941	20 314	26 418	470 352
Dettes subordonnées			9 366	35 000	27 026	71 392
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux					54 149	54 149
<b>Total Passifs financiers par échéance</b>	<b>0</b>	<b>2 757 937</b>	<b>1 148 291</b>	<b>1 399 411</b>	<b>1 104 360</b>	<b>6 409 999</b>

(1) Sont positionnés en indéterminé, les titres de participation ainsi que les OPCVM instruments de capitaux propres et échéance supérieure à 5 ans les OPCVM Instrument de dettes.

(2) Sont positionnés en indéterminé le TSDI Casa

(3) Sont positionnés en indéterminé les TSDI Prédica

## 7. Avantages au personnel et autres rémunérations

### 7.1. Détail des charges de personnel

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/12/2012	31/12/2011
Salaires et traitements	-42 796	-41 250
Cotisation au titre des retraites (régimes à cotisations définies)	-4 426	-4 690
Cotisation au titre des retraites (régimes à prestations définies)	-485	-1 531
Autres charges sociales	-18 677	-17 031
Intéressement et participation	-7 100	-7 476
Impôts et taxes sur rémunération	-8 126	-5 990
<b>Total Charges de personnel *</b>	<b>-81 610</b>	<b>-77 968</b>

\* Dont indemnités liées à la retraite pour 66 milliers d'euros au 31 Décembre 2012 contre 66 milliers d'euros au 31 Décembre 2011.

\* Dont médailles du travail pour 111 milliers d'euros au 31 Décembre 2012 contre 80 milliers d'euros au 31 Décembre 2011

### 7.2. Effectif fin de période

Effectifs	31/12/2012	31/12/2011
France	1 347	1 314
Étranger		
<b>Total</b>	<b>1 347</b>	<b>1 314</b>

### 7.3. Avantages postérieurs à l'emploi, régimes à prestations définies

Il existe divers régimes de retraite obligatoires auxquels cotisent les sociétés « employeurs ». Les fonds sont gérés par des organismes indépendants et les sociétés cotisantes n'ont aucune obligation, juridique ou implicite, de payer des cotisations supplémentaires si les fonds n'ont pas suffisamment d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice et les exercices antérieurs. Par conséquent, la Caisse régionale Crédit Agricole Charente Périgord n'a pas de passif à ce titre autre que les cotisations à payer.

<i>(en milliers d'euros)</i>		31/12/2012	31/12/2011
<b>Variation dette actuarielle</b>	<b>Dette actuarielle au 31/12/N-1</b>	15 054	14 191
	Ecart de change		
	Coût des services rendus sur la période	1 119	1 126
	Coût financier	740	562
	Cotisations employés		
	Modifications, réductions et liquidations de régime		
	Variation de périmètre	189	
	Prestations versées (obligatoire)	-704	-760
	(Gains) / pertes actuariels	1 539	-65
	<b>Dette actuarielle au 31/12/N</b>	<b>17 937</b>	<b>1 126</b>

<i>(en milliers d'euros)</i>		31/12/2012	31/12/2011
<b>Détail de la charge comptabilisée au résultat</b>	Coût des services rendus	1 119	1 126
	Coût financier	740	562
	Rendement attendu des actifs	-492	-488
	Amortissement du coût des services passés	20	18
	Gains / (pertes) actuariels net		
	Amortissement des gains / pertes générés par modifications, réductions et liquidations de régimes		
	Gains / (pertes) du(e)s au changement de limitation d'actifs		
		<b>Charge nette comptabilisée au compte de résultat</b>	<b>1 387</b>

<i>(en milliers d'euros)</i>		31/12/2012	31/12/2011
<b>Variation de juste valeur des actifs et des Droits à remboursement</b>	<b>Juste valeur des actifs / droits à remboursement au 31/12/N-1</b>	15 169	13 980
	Ecart de change		
	Rendement attendu des actifs	492	488
	Gains / (pertes) actuariels	-458	559
	Cotisations payées par l'employeur	2 462	902
	Cotisations payées par les employés		
	Modifications, réductions et liquidations de régime		
	Variation de périmètre	189	
	Prestations payées par le fonds	-704	-760
	<b>Juste valeur des actifs / droits à remboursement au 31/12/N</b>	<b>17 150</b>	<b>15 169</b>

<i>(en milliers d'euros)</i>		31/12/2012	31/12/2011
<b>Position nette</b>	<b>Dette actuarielle fin de période</b>	17 937	-15 054
	Coût des services passés (modification de régimes) non reconnus	172	192
	Impact de la limitation d'actifs		
	Juste valeur des actifs fin de période	17 150	15 169
		<b>Position nette (passif) / actif fin de période</b>	<b>-615</b>

<b>Éléments reconnus immédiatement en SoRIE et comptabilisés dans le résultat global (Montants en millions d'Euros)</b>	<b>31/12/2012</b>	<b>31/12/2011</b>
Écarts actuariels générés sur les régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	1 997	-624
Ajustements de plafonnement des actifs (incluant les effets d'IFRIC 14)		
<b>Total des éléments reconnus immédiatement en SoRIE dans l'année</b>	<b>1 997</b>	<b>-624</b>
Montant du stock d'écarts actuariels cumulés en SoRIE en fin d'année	1 928	-69

<b>Information sur les actifs des régimes (1)</b>	<b>31/12/2012</b>	<b>31/12/2011</b>
<b>Composition des actifs</b>		
-% d'obligations	83,6%	83.6%
-% d'actions	9.6%	9.6%
-% autres actifs	6.8%	6.8%
<b>Régimes à prestations définies : principales hypothèses actuarielles</b>	<b>31/12/2012</b>	<b>31/12/2011</b>
Taux d'actualisation (2)	2.85%	4.95%
Taux de rendement attendus des actifs du régime et des droits à remboursement	3.29%	3.55%
Taux de rendement effectifs des actifs du régime et des droits à remboursement		
Taux attendus d'augmentation des salaires (3)	2.48%	2.63%
Taux d'évolution des coûts médicaux		
Autres (à détailler)		

(1) calculé sur la base de 191,5 md€ d'actifs sur le périmètre des actifs de Prédica au 31 décembre 2012

(2) les taux d'actualisation sont déterminés en fonction de la durée moyenne de l'engagement, c'est-à-dire la moyenne arithmétique des durées calculées entre la date d'évaluation et la date de paiement pondérée par les hypothèses de turn-over,

(3) suivant les populations concernées (cadres ou non cadres)

Au 31 décembre 2012, les taux de sensibilité démontrent que :

- Une variation de plus 50bp des taux d'actualisation conduirait à une baisse de l'engagement de 4,11 % ;
- Une variation de moins 50bp des taux d'actualisation conduirait à une hausse de l'engagement de 4,45 %.

#### **7.4. Autres avantages sociaux**

Les provisions constituées par la Caisse régionale de Charente Périgord au titre de ses engagements sociaux s'élèvent à 8 603 milliers d'euros à la fin de l'exercice 2012.

Dans le cadre du droit individuel de formation, 4 276 heures ont été utilisés au titre de l'année 2012. Les droits acquis au titre du DIF au 31 décembre 2012 s'élèvent à 106 101 heures.

<i>en milliers d'euros</i>	<b>31/12/2012</b>	<b>31/12/2011</b>
Participation	2 345	1 225
Intéressement	4 755	6 250
Indemnités de départ à la retraite	798	826
Médaille du travail	705	637
<b>Total</b>	<b>8 603</b>	<b>8 938</b>

#### **7.5. Rémunérations de dirigeants**

La rémunération globale des dirigeants et administrateurs du Conseil du Groupe Crédit Agricole Charente Périgord, au titre de l'exercice 2012, s'élève à 2 673 milliers d'euros dont 1 539 milliers d'euros pour la rémunération à court terme, la différence concerne la rémunération postérieure à l'emploi.

## 8. Engagements de financement et de garantie et autres garanties

### Engagements donnés et reçus

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>31/12/2012</b>	<b>31/12/2011</b>
<b>Engagements donnés</b>	<b>1 185 159</b>	<b>1 481 900</b>
<b>Engagements de financement</b>	<b>752 863</b>	<b>1 061 640</b>
. Engagements en faveur d'établissements de crédit		200 000
. Engagements en faveur de la clientèle	752 863	861 640
Ouverture de crédits confirmés	609 158	707 782
- Ouverture de crédits documentaires	234	9
- Autres ouvertures de crédits confirmés	608 924	707 773
Autres engagements en faveur de la clientèle	143 705	153 858
<b>Engagements de garantie</b>	<b>432 296</b>	<b>420 260</b>
. Engagements d'ordre d'établissement de crédit	331 517	331 513
Confirmations d'ouverture de crédits documentaires		
Autres garanties	331 517	331 513
. Engagements d'ordre de la clientèle	100 779	88 747
Cautions immobilières	9 408	12 276
Autres garanties d'ordre de la clientèle (1)	91 371	76 471
<b>Engagements reçus</b>	<b>2 200 043</b>	<b>1 965 463</b>
<b>Engagements de financement</b>	<b>700 152</b>	<b>500 152</b>
. Engagements reçus d'établissements de crédit	700 152	500 152
. Engagements reçus de la clientèle		
<b>Engagements de garantie</b>	<b>1 499 891</b>	<b>1 465 311</b>
. Engagements reçus d'établissements de crédit	248 809	275 320
. Engagements reçus de la clientèle	1 251 082	1 189 991
Garanties reçues des administrations publiques et assimilées	208 572	195 057
Autres garanties reçues	1 042 510	994 934

(1) Les garanties financières présentées séparément aux 31 décembre 2011 pour un montant de 39 761 milliers d'euros ont été reclassées en "autres garanties d'ordre de la clientèle".

En 2012, l'engagement de garantie SWITCH représente un engagement données pour 331 513 K€.

### Instruments financiers remis et reçus en garantie.

#### Créances apportées en garantie :

Au cours de l'année 2012 la Caisse régionale de Crédit Agricole Charente Périgord a apporté 2 443 889 milliers d'euros de créances en garantie dans le cadre de la participation du groupe Crédit Agricole à différents mécanismes de refinancement, contre 1 924 152 milliers d'euros en 2011. La Caisse régionale de Crédit Agricole Charente Périgord conserve l'intégralité des risques et avantages associés à ces créances.

En particulier, la Caisse régionale de Crédit Agricole Charente Périgord a apporté :

- 1 653 154 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole s.a. dans le cadre des opérations de refinancement du Groupe auprès de la Banque de France, contre 1 118 469 milliers d'euros en 2011 ;
- 117 311 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole s.a. dans le cadre du dispositif SFEF (Société de Financement de l'Economie Française), contre 235 659 milliers d'euros en 2011 ;
- 261 475 milliers d'euros de créances hypothécaires à Crédit Agricole s.a. dans le cadre du refinancement auprès de la CRH (Caisse de Refinancement de l'Habitat), contre 213 238 milliers d'euros en 2011 ;
- 383 403 milliers d'euros de créances hypothécaires à Crédit Agricole s.a. dans le cadre du refinancement auprès de la CACB (Crédit agricole Covered Bonds), contre 355 762 milliers d'euros en 2011 ;
- 11 265 milliers d'euros de créances hypothécaires à Crédit Agricole s.a. dans le cadre du refinancement auprès de la CDC (Caisse des Dépôts et Consignation), contre 0 milliers d'euros en 2011 ;
- 17 282 milliers d'euros de créances à Crédit Agricole s.a. ou à d'autres partenaires du Groupe dans le cadre de divers mécanismes de refinancement.

## 9. Reclassements d'instruments financiers

Conformément à l'amendement de la norme IAS 39 publié et adopté par l'Union Européenne en octobre 2008, il est désormais autorisé d'opérer les reclassements suivants :

- des catégories « actifs financiers détenus à des fins de transaction » et « actifs financiers disponibles à la vente » vers la catégorie « prêts et créances », si l'entité a désormais l'intention et la capacité de conserver l'actif financier concerné dans un avenir prévisible ou jusqu'à l'échéance et si les critères d'éligibilité à cette catégorie sont respectés à la date de transfert (notamment actif financier non coté sur un marché actif) ;
- dans le cas de circonstances rares et documentées, de la catégorie « actifs financiers détenus à des fins de transaction » vers les catégories « actifs financiers disponibles à la vente » ou « actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance », si les critères d'éligibilité sont respectés à la date de transfert pour chacun de ces deux postes,

- Reclassements effectués par la Caisse régionale de Charente Périgord

La Caisse régionale de Charente Périgord n'a opéré ni en 2012, ni en 2011 de reclassement au titre de l'amendement de la norme IAS 39.

## 10. Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur d'un instrument financier est le montant pour lequel un actif pourrait être échangé ou une dette réglée entre des parties avisées, consentantes dans une transaction conclue à des conditions normales,

Les montants de juste valeur indiqués ci-dessous représentent les estimations effectuées à la date d'arrêt, Celles-ci sont susceptibles de changer au cours d'autres périodes en raison de l'évolution des conditions de marché ou d'autres facteurs,

Les calculs effectués représentent la meilleure estimation qui puisse être faite, Elle se base sur un certain nombre de modèles d'évaluation et d'hypothèses, Dans la mesure où ces modèles présentent des incertitudes, les justes valeurs retenues peuvent ne pas se matérialiser lors de la vente réelle ou le règlement immédiat des instruments financiers concernés,

Dans la pratique, et dans une logique de continuité de l'activité, l'ensemble de ces instruments financiers pourrait ne pas faire l'objet d'une réalisation immédiate pour la valeur estimée ci-dessous,

### 10.1. Juste valeur des actifs et passifs financiers comptabilisés au coût

	31/12/2012		31/12/2011	
	Valeur au bilan	Valeur de marché estimée	Valeur au bilan	Valeur de marché estimée
<i>(en milliers d'euros)</i>				
<b>Actifs</b>				
Prêts et créances sur les établissements de crédit	779 882	816 700	694 099	693 885
Prêts et créances sur la clientèle	5 750 236	6 032 005	5 627 839	5 745 312
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	175 455	187 563	216 193	215 645
<b>Passifs</b>				
Dettes envers les établissements de crédits	3 588 332	3 595 824	3 815 477	3 821 314
Dettes envers la clientèle	2 192 938	2 192 938	1 950 341	1 953 337
Dettes représentées par un titre	586 947	586 947	470 352	470 352
Dettes subordonnées	62 227	62 227	71 392	71 392

Pour les instruments financiers, la meilleure estimation correspond au prix de marché de l'instrument lorsque celui-ci est traité sur un marché actif (cours cotés et diffusés).



En l'absence de marché ou de données fiables, la juste valeur est déterminée par une méthode appropriée conforme aux méthodologies d'évaluations pratiquées sur les marchés financiers : soit la référence à la valeur de marché d'un instrument comparable, soit l'actualisation des flux futurs, soit des modèles d'évaluation,

Dans les cas où il est nécessaire d'approcher les valeurs de marché au moyen d'évaluation, c'est la méthode de l'actualisation des flux futurs estimés qui est la plus couramment utilisée,

En outre, il est à noter que la Caisse régionale de Charente Périgord prend en compte le rapport d'experts publié par l'IASB le 31 octobre 2008 et relatif à la valorisation de certains instruments financiers à la juste valeur cotés sur des marchés qui ne sont plus actifs.

Par ailleurs, dans un certain nombre de cas, les valeurs de marché se rapprochent de la valeur comptable, Il s'agit notamment :

- des actifs ou passifs à taux variables pour lesquels les changements d'intérêts n'ont pas d'influence notable sur la juste valeur, car les taux de ces instruments s'ajustent fréquemment aux taux de marché ;
- des actifs ou passifs à court terme pour lesquels nous considérons que la valeur de remboursement est proche de la valeur de marché ;
- des instruments réalisés sur un marché réglementé (ex : l'épargne réglementée) pour lesquels les prix sont fixés par les pouvoirs publics ;
- des passifs exigibles à vue ;
- des opérations pour lesquelles il n'existe pas de données fiables observables,

## 10.2. Informations sur les instruments financiers évalués à la juste valeur

- **Répartition des instruments financiers à la juste valeur par modèle de valorisation**

### **Actifs financiers valorisés à la juste valeur**

Les montants présentés comprennent les créances rattachées et sont nets de dépréciation

<i>(en milliers d'euros)</i>	<b>Total 31/12/2012</b>	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : <b>Niveau 1</b>	Valorisation fondée sur des données observables : <b>Niveau 2</b>	Valorisation fondée sur des données non observables : <b>Niveau 3</b>
<b>Actifs financiers détenus à des fins de transaction</b>	<b>9 481</b>	<b>0</b>	<b>9 481</b>	<b>0</b>
Créances sur les établissements de crédit	0			
Créances sur la clientèle	0			
Titres reçus en pension livrée	0			
Titres détenus à des fins de transaction	0	0	0	0
Effets publics et valeurs assimilées	0			
Obligations et autres titres à revenu fixe	0			
Actions et autres titres à revenu variable	0			
Instruments dérivés	9 481		9 481	
<b>Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option</b>	<b>57 978</b>	<b>4 297</b>	<b>52 516</b>	<b>1 165</b>
Créances sur la clientèle	0			
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	0			
Titres à la juste valeur par résultat sur option	57 978	4 297	52 516	1 165
Effets publics et valeurs assimilées	0			
Obligations et autres titres à revenu fixe	57 978	4 297	52 516	1 165
Actions et autres titres à revenu variable	0			
<b>Actifs financiers disponibles à la vente</b>	<b>188 142</b>	<b>0</b>	<b>188 142</b>	<b>0</b>
Effets publics et valeurs assimilées	22 971		22 971	
Obligations et autres titres à revenu fixe	66 486		66 486	
Actions et autres titres à revenu variable (1)	98 685		98 685	
Créances disponibles à la vente	0			
<b>Instruments dérivés de couverture</b>	<b>86 456</b>		<b>86 456</b>	
<b>Total Actifs financiers valorisés à la juste valeur</b>	<b>342 057</b>	<b>4 297</b>	<b>336 595</b>	<b>1 165</b>

(1) Hors 374 651 milliers d'euros de titres SAS La BOETIE valorisés selon la méthode du coût (cf note 2)

	<b>Total 31/12/2011</b>	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : <b>Niveau 1</b>	Valorisation fondée sur des données observables : <b>Niveau 2</b>	Valorisation fondée sur des données non observables : <b>Niveau 3</b>
<i>(en milliers d'euros)</i>				
<b>Actifs financiers détenus à des fins de transaction</b>	<b>9 580</b>	<b>0</b>	<b>9 580</b>	<b>0</b>
Créances sur les établissements de crédit	0			
Créances sur la clientèle	0			
Titres reçus en pension livrée	0			
Titres détenus à des fins de transaction	0	0	0	0
Effets publics et valeurs assimilées	0			
Obligations et autres titres à revenu fixe	0			
Actions et autres titres à revenu variable	0			
Instruments dérivés	9 580		9 580	
<b>Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option</b>	<b>56 897</b>	<b>3 593</b>	<b>52 602</b>	<b>702</b>
Créances sur la clientèle	0			
Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	0			
Titres à la juste valeur par résultat sur option	56 897	3 593	52 602	702
Effets publics et valeurs assimilées	0			
Obligations et autres titres à revenu fixe	56 897	3 593	52 602	702
Actions et autres titres à revenu variable	0			
<b>Actifs financiers disponibles à la vente</b>	<b>531 562</b>	<b>0</b>	<b>531 562</b>	<b>0</b>
Effets publics et valeurs assimilées	0			
Obligations et autres titres à revenu fixe	55 030		55 030	
Actions et autres titres à revenu variable	476 532		476 532	
Créances disponibles à la vente	0			
<b>Instruments dérivés de couverture</b>	<b>62 411</b>		<b>62 411</b>	
<b>Total Actifs financiers valorisés à la juste valeur</b>	<b>660 450</b>	<b>3 593</b>	<b>656 155</b>	<b>702</b>

### Passifs financiers valorisés à la juste valeur

Les montants présentés comprennent les dettes rattachées

	<b>Total 31/12/2012</b>	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : <b>Niveau 1</b>	Valorisation fondée sur des données observables : <b>Niveau 2</b>	Valorisation fondée sur des données non observables : <b>Niveau 3</b>
<i>(en milliers d'euros)</i>				
<b>Passifs financiers détenus à des fins de transaction</b>	<b>9 152</b>	<b>0</b>	<b>9 152</b>	<b>0</b>
Titres vendus à découvert	0			
Titres donnés en pension livrée	0			
Dettes représentées par un titre	0			
Dettes envers les établissements de crédit	0			
Dettes envers la clientèle	0			
Instruments dérivés	9 152		9 152	
<b>Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option</b>	<b>0</b>			
<b>Instruments dérivés de couverture</b>	<b>49 828</b>		<b>49 828</b>	
<b>Total Passifs financiers valorisés à la juste valeur</b>	<b>58 980</b>	<b>0</b>	<b>58 980</b>	<b>0</b>

	<b>Total 31/12/2011</b>	Prix cotés sur des marchés actifs pour des instruments identiques : <b>Niveau 1</b>	Valorisation fondée sur des données observables : <b>Niveau 2</b>	Valorisation fondée sur des données non observables : <b>Niveau 3</b>
<i>(en milliers d'euros)</i>				
<b>Passifs financiers détenus à des fins de transaction</b>	<b>7 617</b>	<b>0</b>	<b>7 617</b>	<b>0</b>
Titres vendus à découvert	0			
Titres donnés en pension livrée	0			
Dettes représentées par un titre	0			
Dettes envers les établissements de crédit	0			
Dettes envers la clientèle	0			
Instruments dérivés	7 617		7 617	
<b>Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option</b>	<b>0</b>			
<b>Instruments dérivés de couverture</b>	<b>40 671</b>		<b>40 671</b>	
<b>Total Passifs financiers valorisés à la juste valeur</b>	<b>48 288</b>	<b>0</b>	<b>48 288</b>	<b>0</b>

- **Changements de modèles de valorisation**

La Caisse régionale de Charente Périgord n'a pas effectué de transferts significatifs,

	<b>Total</b>	<b>Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option</b>					Titres à la juste valeur par résultat sur option
		Créances sur la clientèle	Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	Effets publics et valeurs assimilées	Obligations et autres titres à revenu fixe	Actions et autres titres à revenu variable	
<i>(en milliers d'euros)</i>							
<b>Solde d'ouverture (01/01/2012)</b>	<b>702</b>				<b>702</b>		<b>702</b>
Gains /pertes de la période (1)	463	0	0	0	463	0	463
Comptabilisés en résultat	463				463		463
Comptabilisés en capitaux propres	0						0
Achats de la période	0						0
Ventes de la période	0						0
Emissions de la période	0						0
Dénouements de la période	0						0
Transferts	0	0	0	0	0	0	0
Transferts vers niveau 3	0						0
Transferts hors niveau 3	0						0
<b>Solde de clôture (31/12/2012)</b>	<b>1 165</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 165</b>	<b>0</b>	<b>1 165</b>

(1) ce solde inclut les gains et pertes de la période provenant des actifs détenus au bilan à la date de la clôture pour les montants suivants :

<b>Gains/ pertes de la période provenant des actifs de niveau 3 détenus au bilan en date de clôture</b>	<b>463</b>
Comptabilisés en résultat	463
Comptabilisés en capitaux propres	

	Total	Actifs financiers à la juste valeur par résultat sur option					
		Créances sur la clientèle	Actifs représentatifs de contrats en unités de compte	Effets publics et valeurs assimilées	Obligations et autres titres à revenu fixe	Actions et autres titres à revenu variable	Titres à la juste valeur par résultat sur option
<i>(en milliers d'euros)</i>							
<b>Solde d'ouverture (01/01/2011)</b>	<b>972</b>				<b>972</b>		<b>972</b>
Gains /pertes de la période (1)	-270	0	0	0	-270	0	-270
Comptabilisés en résultat	-270				-270		-270
Comptabilisés en capitaux propres	0						0
Achats de la période	0						0
Ventes de la période	0						0
Emissions de la période	0						0
Dénouements de la période	0						0
Transferts	0	0	0	0	0	0	0
Transferts vers niveau 3	0						0
Transferts hors niveau 3	0						0
<b>Solde de clôture (31/12/2011)</b>	<b>702</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>702</b>	<b>0</b>	<b>702</b>

(1) ce solde inclut les gains et pertes de la période provenant des actifs détenus au bilan à la date de la clôture pour les montants suivants :

<b>Gains/ pertes de la période provenant des actifs de niveau 3 détenus au bilan en date de clôture</b>	<b>-270</b>
Comptabilisés en résultat	-270
Comptabilisés en capitaux propres	

## 11. Périmètre de consolidation au 31 décembre 2012

Les états financiers consolidés incluent les comptes de la Caisse régionale et ceux de toutes les sociétés dont la consolidation a un impact significatif sur les comptes consolidés de l'ensemble,

En application de ces principes généraux, tels que définis par les normes IAS 27, IAS 28 (participations dans les entreprises associées) et IAS 31 (participations dans les coentreprises), le caractère significatif de cet impact peut notamment être apprécié au travers de divers critères tels que l'importance du résultat ou des capitaux propres de la société à consolider par rapport au résultat ou aux capitaux propres de l'ensemble consolidé,

Le périmètre de consolidation au 31 décembre 2012 est constitué de la Caisse régionale de Charente Périgord et de ses 67 Caisses locales (Cf. liste en 1.4).

Le périmètre de consolidation n'a connu aucune évolution en 2012 tant en termes d'entité que de méthodes de consolidation. Il reste exclusivement constitué de la Caisse régionale et de ses Caisses locales.

Les entités du pôle immobilier de la Caisse régionale ne présentent pas un caractère significatif en termes d'activité, de contribution au résultat dans la mesure où l'intégralité des pertes constatées jusqu'à fin 2011 et estimées en 2012 ont fait l'objet de dépréciations durables à du concurrence. Dès lors, compte tenu de l'appréhension de ces pertes, cette filière d'activité n'est pas consolidée.

Liste des entités	Pays d'implantation	Méthode de consolidation	% de contrôle		% d'intérêt	
			31/12/2012	31/12/2011	31/12/2012	31/12/2011
Caisse régionale	France	Intégration globale	99.95%	99.95%	99.95%	99.95%
Caisses locales	France	Intégration globale				